

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/IFSC/W/13
13 août 2002

(02-4307)

Comité directeur du Cadre intégré

Original: anglais

MISE EN ŒUVRE DU CADRE INTÉGRÉ (CI) AU CAMBODGE

Document présenté par le Ministère du commerce, gouvernement royal
du Cambodge à l'occasion de la 6^{ème} réunion du Groupe consultatif

Palais du gouvernement, Phnom Penh, 19-21 juin 2002

Table des matières

	<u>Page</u>
SIGLES	3
AVANT-PROPOS.....	4
I. INTRODUCTION ET EXPOSÉ GÉNÉRAL.....	6
A. APERÇU DU DOCUMENT	6
B. "INTÉGRATION DU COMMERCE AU CAMBODGE": ÉTAPES CLÉS DANS LE PROCESSUS DU CADRE INTÉGRÉ POUR LE SOUTIEN DES PMA.....	7
II. MÉCANISMES EFFICACES POUR LA CRÉATION D'UNE ENTITÉ NATIONALE	12
A. MÉCANISMES DE PARTENARIAT DU CAMBODGE EN VUE D'UNE CONSULTATION ENTRE LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES	12
B. COORDINATION DE LA POLITIQUE INTRAGOUVERNEMENTALE	13
C. PARTENARIAT DE L'ÉTAT ET DU SECTEUR PRIVÉ.....	13
D. PARTENARIAT ENTRE L'ÉTAT ET LES DONATEURS.....	14
E. INSTAURATION D'UN CONSENSUS AU SEIN DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES NATIONALES.....	15
F. INSTAURATION D'UN CONSENSUS AU SEIN DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES INTERNATIONALES	16
III. STRATÉGIE COMMERCIALE AU CAMBODGE.....	17
A. "PLAN DE TOKYO: INTÉGRER LE COMMERCE POUR FAIRE RECULER LA PAUVRETÉ" UNE STRATÉGIE COMMERCIALE COHÉRENTE.....	17
B. APERÇU DE L'ÉTUDE SUR L'INTÉGRATION ET LA COMPÉTITIVITÉ DU CAMBODGE.....	18
C. EXPÉRIENCE ISSUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PILOTE AU CAMBODGE.....	23
IV. QU'EST-CE QUE L'INTÉGRATION DU COMMERCE?	26

V.	LIENS ENTRE LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT	35
A.	OPTIMISER LE STATUT DE PMA DU CAMBODGE AFIN DE DÉVELOPPER LES EXPORTATIONS GRÂCE À DES POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES QUI SE RENFORCENT MUTUELLEMENT.....	35
B.	BÉNÉFICIER DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE.....	37
C.	BONNE GOUVERNANCE	41
D.	APPLICATION DU PRINCIPE DE LÉGALITÉ	42
E.	LE RENFORCEMENT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT	43
F.	RELIER LES NORMES DU COMMERCE ET CELLES DU TRAVAIL: FAIRE DU CAMBODGE UN LIEU D'APPROVISIONNEMENT SÛR ET FIABLE POUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS	43
VI.	PRÉPARATION DE L'ACCESSION À L'OMC	45
A.	UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE: LES RELATIONS SPÉCIFIQUES DU CAMBODGE AVEC LE GATT	45
B.	ENSEIGNEMENTS À TIRER DU PROCESSUS D'ACCESSION DU CAMBODGE ... LES ENJEUX POUR L'AVENIR.....	47
C.	OBJECTIF: LE CAMBODGE ASPIRE À DEVENIR LE PREMIER PMA À ACCÉDER À L'OMC ... DEPUIS 1995	48
VII.	INTÉGRATION ET "RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE"	50
A.	LISTE DES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE ENTREPRISES OU PROPOSÉES PAR LES SIX PRINCIPAUX ORGANISMES ET LES DONATEURS BILATÉRAUX	51
B.	AUTRES CONTRIBUTIONS ACTIVES AUX EFFORTS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS [PAR DES AGENCES ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES (IFI) ET DES DONATEURS BILATÉRAUX].....	63
VIII.	PROCHAINS MOIS.....	69
IX.	CONCLUSION: "LE CAMBODGE EN ROUTE ... VERS LE FUTUR ..."	70
	RÉFÉRENCES.....	71
	NOTES FINALES.....	73

SIGLES

AB	Accord de Bangkok
ACR	Accords commerciaux régionaux
ADI	Association pour le développement international
ADPIC	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce
AMRCI	Aide-mémoire sur le régime du commerce extérieur
CAS	Stratégie d'assistance au pays
CCI	Centre du commerce international
CDC	Conseil pour le développement du Cambodge
CDCI	Comité directeur du CI
CDS	Conseil pour le développement social
CESAP	Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique
CFR	Rapport-cadre sur la participation privée à l'infrastructure
CI	Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CSLP	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
CSPLP	Cadre stratégique provisoire de lutte contre la pauvreté
DEC	Développement des entreprises au Cambodge
DIAL	Développement de la législation asiatique sur Internet
DMD	Déclaration ministérielle de Doha
ECECT	Étude sur la coopération économique entre le Cambodge et la Thaïlande
EDIC	Études diagnostiques sur l'intégration du commerce
FETP	Formation et enseignement technique et professionnel
FfD	Financement de la conférence sur le développement
FMI	Fonds monétaire international
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance
GC	groupe consultatif
GSM	Sous-région du Grand Mékong
GT	Groupe de travail de l'OMC
GTI	Groupe de travail interorganisations
ISO	Organisation internationale de normalisation
LI	Loi sur l'investissement
MDG	Objectifs de développement pour le millénaire
OMC	Organisation mondiale du commerce
OTC	Obstacles techniques au commerce
PAG	Plan d'action pour la gouvernance
PCNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PDSE	Plan de développement socio-économique
PME	Petites et moyennes entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPIAF	Service de conseil sur les infrastructures publiques et privées
QSP	Questions sanitaires et phytosanitaires
Quadrilatérale	États-Unis, Canada, Union européenne et Japon
RCC	Renforcement des capacités liées au commerce
SAC	Structural Adjustment Credit
SLP	Stratégie de lutte contre la pauvreté
TPEC	Tarif préférentiel effectif commun
ZLEA	Zone de libre-échange de l'ANASE

AVANT-PROPOS

En déclarant, en septembre 2000, quels étaient les objectifs de développement pour le millénaire, le monde aspirait à la création d'un vrai partenariat mondial de développement orienté vers la mise en place d'une mondialisation non discriminatoire et juste qui ne peut être accompli dans les meilleures conditions que par la prise en compte "d'un paradigme de développement humain". La déclaration du millénaire a encore fait état de la nécessité de développer un système commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire et de s'engager en faveur d'une bonne gouvernance, du développement et de la réduction de la pauvreté, au plan national comme au plan international.

La déclaration des pays de la Quadrilatérale à l'occasion de la troisième conférence des PMA des Nations Unies qui s'est tenue à Bruxelles (mai 2001) et la Déclaration ministérielle de Doha (novembre 2001) laissent augurer que l'assistance liée au commerce pourra aider les PMA à mieux répondre à leurs besoins en termes de commerce et de lutte contre la pauvreté, et à mieux participer, négocier et mettre en œuvre les Accords de l'OMC. La Conférence sur le financement du développement, qui a donné lieu au Consensus de Monterrey en mars 2002, a permis de faire progresser l'engagement vers un nouveau cadre de ressource qui dépasse l'aide publique au développement et comprend la mobilisation des ressources et revenus nationaux générés par le commerce et l'IED ainsi que d'autres dispositions essentielles.

Le Cadre intégré révisé est un élément important et pratique de cette détermination. Le Cambodge a eu la chance de figurer parmi les trois pays pilotes choisis pour la mise en œuvre du Cadre intégré revitalisé. Depuis, nous avons travaillé avec diligence et nous sommes fermement engagés à garantir la viabilité et le succès de cette initiative. Les PMA ont besoin de réussir. Aucun d'eux n'a été en mesure d'accéder à l'OMC depuis la transformation du GATT en 1995. Le Cambodge a aujourd'hui l'opportunité historique de jouer un plus grand rôle sur la scène mondiale en partageant son succès avec le reste du monde. Nous nous efforçons actuellement de devenir le premier PMA à accéder à l'OMC.

Le Cambodge est fier et reconnaissant des réponses apportées par les donateurs et les six organismes principaux tout au long du processus du Cadre intégré. La longue liste des soutiens apportés aux efforts du Cambodge figurant à la fin de ce document en est le témoignage. À partir de la très large série d'activités d'assistance liées au commerce, qui va de la participation du Cambodge et de la mise en œuvre de la réglementation commerciale globale à la formulation des réformes de politique commerciale et autres mesures de soutien complémentaires orientées vers l'assistance technique afin d'aborder le problème des contraintes en matière d'approvisionnement, leurs réponses ont été et continuent d'être très nombreuses. Et nous en attendons bien d'autres encore.

Nous reconnaissons que la réforme commerciale doit être réalisée de façon à ce qu'elle soutienne l'engagement du Cambodge sur la voie de la croissance économique et de la réduction de la pauvreté. Un travail supplémentaire sera réalisé avec l'aide des donateurs et des autres partenaires en matière de développement pour une meilleure compréhension des répercussions potentielles des réformes commerciales sur les populations pauvres et afin de développer les systèmes soutenant véritablement une croissance favorable aux populations pauvres.

Par un renforcement approprié de ses capacités liées au commerce, le Cambodge peut continuer à récolter les fruits de la croissance économique générés par une politique de réforme et d'ouverture commerciales. Il est amplement prouvé que la réforme du commerce et des investissements et une plus grande intégration dans l'économie mondiale s'inscrivant dans le cadre d'une stratégie complète en matière de développement, sont des éléments stratégiques essentiels à la réalisation d'une meilleure croissance économique, condition nécessaire à la réduction de la pauvreté.

En résumé, bien que l'enjeu consistant pour le Cambodge à apporter la croissance économique et à réduire la pauvreté paraisse énorme, celui-ci est à la mesure des espoirs et des possibilités suscités par la réussite de ce Cadre intégré. La réussite du Cambodge sera synonyme de libération: cela signifiera que le pays s'est libéré de la faim, de la pauvreté, des contraintes liées aux revenus, de l'ignorance, de la peur et surtout de la peur de la mortalité infantile. Comme le dit le Prix Nobel Amartya Sen "... la croissance économique, qui se traduit par un niveau de vie plus élevé, est trop souvent interprétée en termes de répercussions matérielles. Nous devons également nous pencher sur ses aspects humains. Pour les pays en développement comme pour les PMA, la croissance économique doit être considérée comme une force de libération efficace."

À ce titre, j'aimerais remercier chaleureusement les six institutions principales ainsi que les autres donateurs d'avoir permis la réussite du Cadre intégré et d'avoir ainsi contribué à concrétiser les espoirs du Cambodge.

I. INTRODUCTION ET EXPOSÉ GÉNÉRAL

1. Le Cambodge est l'un des trois pays à avoir été choisis en mai 2001 par le Comité directeur du Cadre intégré – avec Madagascar et la Mauritanie – afin de mettre en œuvre un programme pilote et d'appliquer la nouvelle approche pour le Cadre intégré revitalisé afin de renforcer la participation des PMA dans le commerce et l'investissement mondiaux. Le trait essentiel de cette nouvelle approche consistait à fixer un programme en matière de commerce, c'est-à-dire "intégrer le commerce" à l'ensemble des programmes de développement économique nationaux et aux stratégies de réduction de la pauvreté des pays bénéficiaires afin de garantir que la politique commerciale et le renforcement des capacités liées au commerce (RCC) étaient cohérents avec les objectifs en matière de politique commerciale du pays concerné et que la priorité leur soit accordée avec d'autres besoins d'aide au développement.

2. Le processus d'intégration comprend cinq étapes, à commencer par la réalisation des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC). Celles-ci examinent un certain nombre de questions comprenant l'établissement d'un lien entre le développement commercial d'une part et la réduction de la pauvreté d'autre part, l'impact de la réforme commerciale sur la croissance et le développement économiques du pays, l'ordre du jour en matière de politique complémentaire nécessaire à l'appui d'une réforme commerciale réussie ainsi que les questions liées à l'accès aux marchés. Les résultats de l'EDIC doivent fournir les bases de l'identification du renforcement des capacités liées au commerce et revêtant un caractère prioritaire et des besoins d'assistance technique s'inscrivant dans la stratégie globale de développement de ce pays, lesquels sont exprimés dans le cadre des CSLP. Cet exercice est entrepris par pays, en partenariat avec la Banque mondiale ayant qualité d'organisme de référence, en étroite collaboration avec les cinq autres organismes principaux, le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD et l'OMC. Le Cambodge a été l'un des premiers pays à entreprendre et exécuter une étude diagnostique sur l'intégration du commerce.

3. La deuxième étape comprend l'organisation d'un atelier national afin d'examiner les résultats et les recommandations de l'EDIC en matière de politique, comprenant l'identification d'un plan d'action en matière d'assistance technique (AT). C'est ce que le Cambodge a fait en novembre 2001 avant la troisième étape, à savoir l'approbation par l'État et les autres parties prenantes des recommandations en matière de politique et d'un plan d'action en matière d'assistance technique ou encore d'une matrice d'assistance technique. En janvier 2002, le Cambodge a adopté la matrice d'assistance technique qui a été ultérieurement approuvée par la 29^{ème} réunion conjointe GTIO/CAD/OCDE qui s'est tenue à Paris le même mois. La matrice d'assistance technique est disponible sur le site Internet du Ministère du commerce à l'adresse www.moc.gov.kh/IntegratedFramework. On travaille actuellement à l'intégration des politiques commerciales au Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

4. La quatrième étape comprend la soumission de la matrice d'assistance technique à des donateurs en vue de son financement. Durant les six mois précédant la réunion du groupe consultatif de juin 2002, le Cambodge a travaillé de façon assidue et systématique avec les organismes principaux et les donateurs bilatéraux afin de garantir le financement des activités définies dans la matrice d'assistance technique. Le Cambodge soumettra ensuite ses besoins en matière de renforcement des capacités liées au commerce lors de la réunion officielle du groupe consultatif qui se tiendra à Phnom Penh. La dernière étape du processus d'intégration concerne les réponses apportées par les donateurs et les six organismes principaux visant à assurer le suivi des projets d'assistance technique définis dans la matrice.

A. APERÇU DU DOCUMENT

5. L'objectif global du présent document est d'examiner le statut de la mise en œuvre du Cadre intégré et de souligner les efforts fournis par l'État afin d'intégrer le commerce au développement

national et aux politiques de lutte contre la pauvreté. Le document fournit un aperçu des efforts de collaboration nécessaires à la promotion d'une approche plus intégrée de l'assistance commerciale parmi les donateurs bilatéraux et les institutions multilatérales.

6. Le document commence par donner un aperçu du développement historique du Cadre intégré présenté comme une chronologie des étapes clés de son évolution au plan mondial comme au plan national. Au fil de cette chronologie, on constate l'émergence hésitante du développement de la politique commerciale du Cambodge et ce, dans les toutes premières années précédant la relance de l'initiative du Cadre intégré. Peu après que le Cambodge a été choisi dans le cadre du programme des pays pilotes, on constate une rapide évolution du concept "d'intégration commerciale" dans le tumulte des réunions et des présentations culminant avec son intégration complète à la stratégie de développement nationale que l'on retrouve dans le deuxième Plan de développement socio-économique (PDSE II), le Cadre stratégique provisoire de lutte contre la pauvreté (CSPLP) et enfin le Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP).

7. Le document accorde une attention particulière au système de partenariat afin de susciter une consultation entre les parties prenantes principales, au sein du gouvernement, du secteur privé et des organisations de la société civile. Le document aborde directement la question de la cohérence de la politique et présente une vision détaillée et cohérente des différentes politiques de soutien et de développement complémentaires du gouvernement.

8. Le document examine également les difficultés actuelles associées à l'accession du Cambodge à l'OMC et se concentre particulièrement sur les problèmes liés aux faibles aptitudes de l'État à saisir les règles complexes du commerce mondial d'une part et les enjeux que constitue pour le Cambodge le cadre de leur négociation bilatérale, d'autre part. Dans ce contexte, le document souligne les quelques enseignements tirés du processus lié en particulier à la délivrance efficace et coordonnée d'un renforcement des capacités liées au commerce. Le document reconnaît également qu'il est nécessaire d'approfondir notre compréhension des liaisons et des répercussions potentielles de la réforme du commerce sur les populations pauvres.

9. Le dernier chapitre porte entièrement sur le renforcement des capacités liées au commerce. Il souligne la nécessité d'un renforcement efficace des capacités liées au commerce, à savoir, à la fois ce que l'on appelle "les capacités à respecter les règles du commerce" et "les capacités liées à la compétitivité commerciale". Les premières sont nécessaires pour permettre au Cambodge d'améliorer ses connaissances ainsi que pour la mise en œuvre des règles du commerce multilatéral et régional et les dernières sont nécessaires pour mieux aborder les contraintes marginales de l'approvisionnement et exploiter l'amélioration de l'accès aux marchés des exportations. Le chapitre s'achève par un résumé détaillé des différentes initiatives déjà entreprises par le Cambodge avec l'assistance des six organismes principaux et des donateurs bilatéraux et par une série de propositions récentes visant à répondre à d'autres besoins d'assistance au développement identifiés dans l'étude diagnostique et considérés comme prioritaires dans la matrice d'assistance technique.

B. "INTÉGRATION DU COMMERCE AU CAMBODGE": ÉTAPES CLÉS DANS LE PROCESSUS DU CADRE INTÉGRÉ POUR LE SOUTIEN DES PMA

Décembre 1996: La première Conférence ministérielle de l'OMC à Singapour adopte le "Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés (CI)" autorisant les six principaux organismes multilatéraux (le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale et l'OMC) à collaborer plus étroitement et à dispenser, avec les donateurs bilatéraux, une assistance plus efficace et plus cohérente.¹

- Septembre 1997: Le rapport d'évaluation des besoins du Cambodge a été préparé et envoyé à l'OMC.
- 27-28 octobre 1997: Réunion de haut niveau portant sur les initiatives intégrées pour le développement du commerce des PMA.
- Septembre 1998: Réponses intégrées des six organismes du Cadre intégré au rapport d'évaluation sur les besoins du Cambodge.
- 25-26 février 1999: Mention a été faite du Cadre intégré par la Banque mondiale en qualité de Président du groupe consultatif (réunion du GC) à Tokyo.
- 29 janvier 2001: Le Centre du commerce international (CCI), financé par l'*Agence intergouvernementale de la francophonie*, a recruté un conseil principal en stratégie commerciale. En collaboration avec le CCI, le conseil principal et le PNUD de Phnom Penh et le Ministère du commerce ont présenté un document intitulé "Stratégie commerciale en faveur des pauvres au Cambodge: document conceptuel préliminaire" soumis par le Ministère du commerce lors de la réunion à mi-parcours entre le gouvernement et les donateurs qui s'est tenue à Phnom Penh.
- 2 février 2001: Réunion du Conseil des ministres aux fins d'examen de la stratégie commerciale en faveur des pauvres en vue de la lutte contre la pauvreté au Cambodge. Un groupe de travail présidé par le Ministère du commerce a été chargé d'élaborer cette stratégie.
- 13 février 2001: Adoption du Sous-Décret n° 18 chargeant le Comité directeur interministériel de la formulation – et ultérieurement de la mise en œuvre – de la stratégie commerciale du gouvernement en faveur des pauvres (Comité directeur du Cadre intégré) présidé par le Ministre du commerce.
- 23 février 2001: Mission de familiarisation au Cadre intégré à Genève, présidée par le Secrétaire d'État au commerce. Présentation réalisée auprès des six organismes soulignant l'engagement politique fort du gouvernement pour l'intégration de sa stratégie commerciale en faveur des pauvres dans le cadre de stratégies nationales de réduction de la pauvreté comprenant le 2^{ème} Plan de développement socio-économique (PDSE II), le Plan d'action décennal soumis lors de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA de Bruxelles en mai 2001, le document soumis lors de la réunion du groupe consultatif (GC) qui s'est tenue à Tokyo en juillet 2001 et le document sur la stratégie de lutte contre la pauvreté qui doit être achevé à l'automne 2002.
- 1^{er} mars 2001: Première réunion du Comité directeur du Cadre intégré du Cambodge.
- 28 mars 2001: Le gouvernement a adopté un sous-décret modifiant la composition du Comité directeur interministériel du Cadre intégré. L'importance grandissante du Cadre intégré et du processus relatif à la stratégie commerciale en faveur des pauvres s'est traduite par l'extension du Comité directeur en vue d'y inclure des décideurs de haut niveau, à savoir au niveau du Secrétariat d'État pour cinq Ministères clés tels que le commerce, l'économie et les finances; l'agriculture, la forêt et la pêche; les travaux publics et les transports et les femmes et les anciens combattants; au niveau du sous-Secrétariat d'État pour trois Ministères dans des secteurs tels que

l'industrie, les mines et l'énergie; le tourisme, les affaires sociales, le travail, la formation professionnelle et la réadaptation des jeunes, et enfin des représentants clés du secteur bancaire et du secteur privé.

- 4 mai 2001: Le Cambodge est l'un des trois pays pilotes à avoir été désigné pour le programme pilote du Cadre intégré conjointement avec Madagascar et la Mauritanie, parmi 49 PMA.ⁱⁱ
- 14-20 mai 2001: 3^{ème} Conférence des Nations Unies sur les PMA à Bruxelles, Belgique. Le Cambodge a fait le premier pas en intégrant sa stratégie commerciale au Plan d'action décennal.
- 12-13 juin 2001: Présentation du plan de Tokyo: intégration du commerce pour la réduction de la pauvreté à l'occasion de la 5^{ème} réunion du groupe consultatif du Cambodge à Tokyo, Japon. Le Plan de Tokyo constitue essentiellement une description de ce que doit effectuer le Cambodge afin de préparer tous les intrants nécessaires à la formulation d'une stratégie commerciale en faveur des pauvres, laquelle peut devenir la pierre angulaire de la stratégie de ce pays en matière de réduction de la pauvreté.
- Juillet 2001: Préparation d'une étude diagnostique complète: "Étude sur l'intégration et la compétitivité du Cambodge". En s'appuyant sur le Plan de Tokyo, le gestionnaire des tâches de la Banque mondiale et le chef d'équipe du Cadre intégré ont préparé un projet de termes de référence génériques du Cadre intégré tout en mettant en lumière l'émergence des besoins et la composition de l'équipe puis l'a soumis au Ministère du commerce pour commentaires.
- Août 2001: Des discussions approfondies ont été menées en vue de l'incorporation des spécificités relatives aux exigences du pays et la version définitive des termes de référence du Cadre intégré a été rédigée, ce qui s'est traduit par le recrutement de consultants, par l'attribution d'une équipe de contrepartie au Ministère du commerce, par la mise en place d'un secrétariat permanent du Cadre intégré au Ministère du commerce et par l'envoi d'une mission sur le terrain assurée par une équipe de 13 membres comprenant des responsables de la Banque mondiale, du FMI et de l'OMC, des spécialistes des différents secteurs ainsi que quatre consultants locaux.
- 6-7 septembre 2001: Le Cambodge partage son expérience du Cadre intégré lors de la 27^{ème} réunion du Groupe de travail interorganisations (GTIO), Banque mondiale, Washington D.C.
- Décembre 2001: La stratégie commerciale en faveur des pauvres a été incorporée avec succès au 2^{ème} Plan quinquennal de développement socio-économique.
- 19-20 novembre 2001: Discussions portant sur les projets de rapport de l'étude diagnostique lors de l'atelier national de deux jours organisé à Phnom Penh. Élaboration de la matrice d'assistance technique.
- 13 décembre 2001: Un atelier de suivi a été organisé afin de discuter et de finaliser la matrice d'assistance technique. Le Cambodge a été l'un des premiers pays à entreprendre et achever une étude diagnostique sur l'intégration.

- 16 janvier 2002: Le gouvernement a officiellement adopté "l'étude sur l'intégration et la compétitivité du Cambodge" lors de la réunion du gouvernement royal du Cambodge et de la communauté des donateurs.
- 16-18 janvier 2002: Le Cambodge a partagé ses expériences du Cadre intégré et a présenté son rapport sur l'étude diagnostique lors de la 29^{ème} réunion conjointe du GTIO, du CAD et de l'OCDE à Paris. La réunion a suscité beaucoup d'enthousiasme du fait que le Cambodge réussissait aussi bien que les pays pilotes les plus avancés. Elle a également étudié diverses approches pour assurer le financement des donateurs afin de mettre en œuvre les recommandations fondées sur l'étude diagnostique et sur les constats de la matrice d'assistance technique. L'objectif est à la fois de voir les efforts du Cambodge couronnés de succès et de garantir le partage ultérieur de l'expérience du Cambodge avec d'autres PMA.
- 21-23 janvier 2002: Le Cambodge a partagé son expérience initiale du Cadre intégré lors de la réunion annuelle des ambassadeurs des Pays-Bas de La Haye. L'objectif était d'assister les ambassadeurs néerlandais afin de promouvoir plus activement le Cadre intégré auprès de leur pays d'affectation.
- 28 février 2002: Les six présidents des organismes se sont réunis pour examiner la progression du projet du Cadre intégré et celle du programme pilote. Le gouvernement des États-Unis a envoyé à M. James D. Wolfensohn, Président de la Banque mondiale, une lettre de soutien sans réserve concernant l'initiative du Cadre intégré.
- "En ce qui nous concerne, le gouvernement des États-Unis mettra en œuvre des programmes dès que possible afin de contribuer à répondre à ces besoins d'assistance. Nous collaborerons également avec les organismes multilatéraux, notamment la Banque mondiale, des organismes régionaux et d'autres donateurs bilatéraux pour favoriser notre objectif commun qui consiste à agir vite afin de mettre en œuvre une assistance pour les pays pilotes."* Signé par quatre hauts responsables américains: 1. M. Colin L. Powell, Secrétaire d'État; 2. M. Robert B. Zoellick, représentant des États-Unis pour les questions commerciales internationales; 3. M. Paul H. O'Neill, Secrétaire du Trésor et 4. M. Andrew S. Natsios, administrateur d'USAID.
- 8 février 2002: La réunion du 30^{ème} Groupe de travail interorganisations a approuvé, et le Comité directeur du Cadre intégré a soutenu le premier projet de Cadre intégré consécutif à l'étude diagnostique sur le Cambodge. Ce projet utilisera un fonds spécial de 500 000 dollars EU provenant du Japon via le fonds spécial des Nations Unies affecté au Cadre intégré. Fondé sur "le principe de la propriété du Cadre intégré" qui a été fortement souligné par le PNUD et le Royaume-Uni en qualité de représentants des donateurs du Cadre intégré, le projet sera exécuté par le Ministère du commerce en qualité d'institution nationale exécutrice. Le CCI agira en qualité d'organisme de coopération et le PNUD sera chargé de l'évaluation des performances et du contrôle et fournira une assistance technique et financière.
- 12 février 2002: Le Cambodge a exposé "le statut du modèle de Cadre intégré" au Comité directeur du Cadre intégré à Genève présidé par M. l'Ambassadeur Henrik Rée Iversen. Près de 100 représentants des donateurs, PMA et observateurs étaient présents.

- Avril 2002: Le Ministère du commerce a été officiellement reconnu comme membre à part entière du Conseil pour le développement social chargé de la préparation du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté du Cambodge (CSLP).
- Mai 2002: Le Japon a officiellement approuvé le renforcement des capacités en matière de Cadre intégré qui s'inscrit dans le cadre du projet de réformes commerciales en faveur des pauvres devant être mis en œuvre grâce au Fonds spécial des Nations Unies et cofinancé par le PNUD.
- 29 mai 2002: Le Ministère du commerce a présenté sa matrice de politique commerciale en vue de son intégration dans le CSLP lors de l'atelier national sur le CSLP de Phnom Penh.
- 19-21 juin 2002: Présentation du statut relatif à la mise en œuvre du Cadre intégré lors de la 6^{ème} réunion du groupe consultatif (GC) de Phnom Penh.

Autres développements législatifs et institutionnels depuis que le Cambodge a été choisi pour participer au programme pilote du Cadre intégré

- 31 mai 2001: Le Cambodge a organisé la première réunion du Groupe de travail dans le cadre de son accession à l'OMC à Genève.
- Juillet 2001: Le gouvernement a nommé son conseiller économique principal au poste d'Ambassadeur de la Mission permanente du Cambodge à l'OMC.
- 27 juillet 2001: Le Premier Ministre a nommé S.E. M. Cham Prasidh en complément de son portefeuille actuel au commerce en qualité de Vice-Président du Conseil pour le développement du Cambodge chargé des investissements du secteur privé.
- 29 août 2001: Le Premier Ministre a nommé un important groupe de réflexion comprenant plus de 100 responsables de l'État chargés d'apporter une assistance concernant l'accession du Cambodge à l'OMC.
- 8 novembre 2001: Le Premier Ministre a nommé S.E. M. Cham Prasidh au portefeuille ministériel chargé du programme de coopération économique de la sous-région du Grand Mékong afin d'assurer une cohérence en matière de politique.
- 26-27 novembre 2001: Visite spéciale de M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, au Cambodge.
- Décembre 2001: Exécution et adoption de l'Étude sur la coopération économique de la Thaïlande et du Cambodge ouvrant la voie de la mise en œuvre de la stratégie de décentralisation et de régionalisation de la base de production à l'exportation.
- Février 2002: L'étude sur le développement du couloir de croissance Phnom Penh – Sihanoukville a été amorcée avec l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA).
- 7 février 2002: Le Parlement a voté la Loi sur les marques, les noms commerciaux et les actes de concurrence déloyale.

- 8-16 février 2002: Le Cambodge a organisé la deuxième réunion du Groupe de travail et a entamé le cycle initial des négociations à Genève.
- 17-19 février 2002: Visite spéciale du Commissaire au commerce de l'Union européenne, M. Pascal Lamy.
- 26-28 février 2002: Visite spéciale du Directeur exécutif du CCI, M. Denis Belisle.
- 1^{er} avril 2002: Le Conseil des ministres a adopté les projets de modification de la Loi sur l'investissement.
- 26 avril 2002: Le Conseil des ministres a adopté le projet de Loi sur les entreprises.

II. MÉCANISMES EFFICACES POUR LA CRÉATION D'UNE ENTITÉ NATIONALE

A. MÉCANISMES DE PARTENARIAT DU CAMBODGE EN VUE D'UNE CONSULTATION ENTRE LES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES

10. Les enseignements qui ont pu être tirés des autres pays en développement suggèrent que la mise en œuvre d'une stratégie nationale dans le secteur du commerce ne risque guère d'être un succès sauf si cette stratégie appuyée par un plan d'action a reçu un large soutien des principales parties prenantes, à savoir: des décideurs, des entreprises, des partenaires en matière de développement et de la société civile. Parvenir à un tel soutien demande un processus de formulation stratégique qui engage directement les trois principaux partenaires dans le processus de formulation lui-même. Ce n'est que de cette manière que les parties prenantes peuvent identifier des objectifs réalistes, prendre pleinement la mesure de leurs engagements respectifs et devenir les vrais "détenteurs" de cette stratégie.

En tirant les enseignements de l'expérience des autres pays présentant des caractéristiques similaires, le Cambodge a tenté de concevoir un cadre de politique commerciale à l'aide des éléments suivants:

- une stratégie commerciale cohérente s'inscrivant étroitement dans le cadre de sa stratégie de développement globale;
- des mécanismes de consultation efficaces entre les trois parties prenantes principales: l'État, les entreprises et la société civile;
- des mécanismes efficaces pour la coordination de la politique intragouvernementale;
- une stratégie visant à la collecte, à la diffusion et à l'analyse des informations relatives au commerce;
- des réseaux en matière de politique commerciale soutenus par des organismes de recherche locaux;
- des réseaux d'organisations d'appui au commerce;
- un engagement de toutes les parties prenantes principales aux fins de stratégies régionales orientées vers l'extérieur.

11. Le Cambodge pense que l'identification des questions clés et l'adoption d'approches larges en matière de stratégie commerciale ne constituent pas nécessairement la partie la plus difficile de cet exercice. Il risque en revanche d'être plus difficile de formuler un plan d'action qui résulte d'un vrai processus de consultation des trois parties prenantes, un plan dans lequel chaque partenaire soit à même d'apporter sa part d'idées nouvelles.

12. Le Cambodge assure que l'appropriation par le pays est garantie par une coordination efficace des Ministères, un partenariat entre l'État et le secteur privé et un partenariat entre l'État et les organismes donateurs. Le cadre du partenariat se fonde sur les dispositifs existants établis par l'État et comprenant le Comité directeur du Cadre intégré (CDCI), le Conseil interministériel pour le

développement social (CIDS), le Forum réunissant l'État et le secteur privé et le processus de groupe consultatif (GC).

B. COORDINATION DE LA POLITIQUE INTRAGOUVERNEMENTALE

13. Afin d'assurer un suivi de la stratégie commerciale en faveur des pauvres, le gouvernement a désigné le Ministère du commerce comme point focal de la mise en œuvre du programme du Cadre intégré au Cambodge. Le Ministère du commerce a mis en place un Comité directeur du Cadre intégré afin d'orienter et de contrôler la formulation et la mise en œuvre d'une stratégie commerciale "intégrée". Le groupe comprend des représentants du gouvernement (le Ministère du Plan, le Ministère de l'économie et des finances, le Conseil des ministres), la communauté des affaires et la communauté des donateurs locaux.

14. Le Conseil pour le développement social est constitué par l'agence d'État chargée de la conception d'une politique et d'un programme ciblés sur la pauvreté et du contrôle de sa mise en œuvre. Le Conseil pour le développement social (CDS) est composé de représentants des Ministères sectoriels et à vocation économique. Le CDS doit accomplir une tâche essentielle en dirigeant la préparation de la stratégie nationale de lutte contre la pauvreté (exemple: 2^{ème} plan de développement socio-économique et cadre stratégique de lutte contre la pauvreté) ainsi que le contrôle du processus, des intrants, du rendement et des résultats intermédiaires en étroite coordination avec les systèmes de contrôle sectoriels et locaux. La tâche du CDS comprend l'évaluation *a priori* de l'impact des réformes de politique majeure (macroéconomiques, sectorielles et budgétaires). Le travail du Cadre intégré portant sur les réformes du secteur commercial sera étroitement coordonné avec celui du CDS en fournissant des intrants critiques du secteur sur le plan de la politique dans le cadre de la préparation de la stratégie de lutte contre la pauvreté et des données sur les performances au niveau du programme.

C. PARTENARIAT DE L'ÉTAT ET DU SECTEUR PRIVÉ

1. Forum de l'État et du secteur privé

15. L'institutionnalisation des consultations systématiques entre les organismes du secteur privé et ceux du secteur public peut avoir des effets à la fois positifs et à long terme. En plus de promouvoir un secteur privé autorégulé, ces partenariats peuvent aider les organismes d'État qui, au Cambodge, manquent généralement d'expérience en matière de marchés concurrentiels, à saisir les liens qui existent entre une bonne gouvernance et la croissance économique. Le Cambodge est considéré comme ayant l'une des approches les plus favorables du secteur privé en matière de politique. Il dispose d'une procédure formalisée par laquelle l'État et le secteur privé sont à même de dialoguer. Ce qu'il est important de préciser, c'est que le secteur privé estime que cette action résulte véritablement de sa participation aux différents forums. Au sommet se trouve le forum de l'État et du secteur privé présidé par le Premier Ministre, dont cinq sessions ont été organisées à Phnom Penh ces deux dernières années. Sept groupes de travail sectoriels réunissant les entreprises et l'État ont été formés pour aborder les problèmes posés actuellement dans des secteurs spécifiques, à savoir:

- l'agriculture et l'industrie agroalimentaire;
- le tourisme;
- la fabrication et la distribution;
- la législation, la taxation et la gouvernance;
- les services comprenant la banque et la finance;
- l'énergie et les infrastructures;
- le traitement des exportations.

16. Chaque groupe de travail sectoriel est géré par un Comité comprenant dix membres: six d'entre eux sont issus des entreprises et quatre de l'administration. Les forums fournissent des possibilités de dialogue sur le Cadre intégré entre dirigeants, impliquant l'État et les entreprises. Le secrétariat du forum de l'État et du secteur privé reçoit actuellement l'assistance de la Société financière internationale (SFI).

2. Réseaux d'organismes d'appui au commerce

17. Le Cambodge procède actuellement à la formalisation de ses réseaux d'organismes d'appui au commerce capables de fournir cinq types de services aux exportateurs: des informations sur la politique du commerce et des informations commerciales en général, la promotion des exportations et la commercialisation, le développement des produits, les services financiers et la formation. Ce réseau s'écarte de l'approche traditionnelle dans laquelle le Ministère du commerce a tenté de répondre à la plupart des besoins des exportateurs en matière de services d'appui au commerce. Une large variété d'entités, du secteur privé comme du secteur public, capables de fournir des services d'appui au commerce ont été rassemblées, quoique toujours de façon officieuse et improvisée, notamment des firmes d'experts-conseils, des conseils en conception du conditionnement, des expéditeurs transitaires, des banques commerciales et d'autres institutions financières offrant des crédits commerciaux et des garanties commerciales, des chambres de commerce, des organismes de formation (universités et écoles de commerce), des organismes pour la promotion des investissements, des organismes pour le développement des petites entreprises, des organisations pour le développement et la recherche, des représentants de commerce à l'étranger, des entreprises et des associations professionnelles (industriels, exportateurs et associations réparties par secteurs de production) et des conseils d'exportation sectoriels.

18. Des exemples de réussites en matière d'organismes d'appui au commerce ont commencé à faire leur apparition au Cambodge comme le Comité national du Codex qui a été créé pour aider les entreprises à satisfaire aux normes techniques et aux prescriptions du marché d'exportation en matière de conditionnement, la création du Développement des entreprises du Cambodge (DEC), qui appuie le développement du secteur privé par le développement des associations de préparateurs de riz de province, et la Fédération nationale des associations de préparateurs de riz du Cambodge, les fabricants de briques et de tuiles, les entreprises rurales d'électricité ainsi que d'autres services de développement commercial. Des associations commerciales sectorielles privées ont également été créées telles que les associations de production et de commercialisation agricoles pour le tabac, le riz parfumé, les bananes, le soja et la production de graines de ricin. Dans le secteur du tourisme, l'association des guides touristiques de Siem Reap, l'association des hôteliers et l'association cambodgienne des agents de voyage ont également été créées.

D. PARTENARIAT ENTRE L'ÉTAT ET LES DONATEURS

19. Le Cambodge a développé un système de consultation assez intensif avec les donateurs, comparé, surtout, à d'autres pays en développement. Celui-ci comprend la réunion officielle du groupe consultatif (GC) et les consultations bi-annuelles postérieures au GC. Le processus du groupe consultatif comprend des groupes de travail qui incorporent les donateurs et l'État et se concentrent sur des domaines de réforme spécifiques (par exemple: la réforme fiscale, les secteurs sociaux, les réformes du secteur public, la démobilisation, la gouvernance, comprenant la réforme juridique et la gestion des ressources naturelles). Ces mécanismes sont cruciaux car ils garantissent qu'à tout moment, les parties prenantes et donateurs nationaux travaillent en partageant la même vision des objectifs à réaliser. Le groupe consultatif a officiellement inscrit le Cadre intégré à son ordre du jour.

E. INSTAURATION D'UN CONSENSUS AU SEIN DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES NATIONALES

20. Depuis l'adoption du Cadre intégré, un certain nombre de mesures a été pris sur le plan national, essentiellement afin d'expliquer et de réaliser un consensus autour du concept de stratégie commerciale en faveur des pauvres. À titre d'illustration, le Ministère du commerce a organisé plusieurs réunions du Comité directeur du Cadre intégré et a exposé de façon exhaustive la stratégie commerciale en faveur des pauvres à différents organes afin d'engager le dialogue et de rechercher les opinions et les solutions préconisées par les principales parties prenantes:

1. Secteur privé

- Compte rendu des consultations des parties prenantes du secteur privé du 6 novembre 2001
- Réunions du réseau d'appui au commerce du 17 mai 2002
- Réunions régulières du Groupe de travail du forum du secteur privé

2. Secteur public

- Bilan administratif à mi-parcours pour quelque 500 hauts fonctionnaires en janvier 2001.
- Séminaire national sur l'investissement pour les gouverneurs de province à l'Institut de l'économie et des finances organisé par le Conseil pour le développement du Cambodge le 30 août 2001.
- Séance spéciale de l'Assemblée nationale du 19 juin 2001.
- Atelier public ayant pour objet d'examiner l'étude de l'intégration et de la compétitivité des 19 et 20 novembre 2001.
- Programme de formation au commerce de Singapour du 26 au 28 septembre et du 20 au 29 novembre 2001.
- Atelier de renforcement des capacités de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) dans le domaine de la contribution au développement du secteur privé à l'intention de responsables du commerce et de l'industrie de cinq provinces, du 19 au 22 décembre 2001.
- Débats interactifs spéciaux portant sur le commerce et l'investissement ainsi que sur les marchés du travail à l'intention des gouverneurs de province lors de l'atelier national sur la décentralisation et le développement organisé par l'Institut de recherche sur le développement du Cambodge le 17 mai 2002.
- Conférences sur le système commercial mondial à l'attention du groupe de réflexion de l'OMC de mai 2002.

3. Les parties prenantes de la société civile

21. Parallèlement, une campagne de sensibilisation intensive impliquant d'autres parties prenantes de la société civile a été engagée comprenant l'organisation de conférences internationales, de séminaires et de conférences spéciales résumées organisées dans le milieu universitaire. Ces efforts initiaux sont impressionnants et fournissent une base pour une intensification des synergies développées jusqu'à présent au sein des parties prenantes du secteur commercial sous la supervision du Ministère du commerce.

- Conférence internationale intitulée: "Mondialisation: perspectives en matière de commerce et de droit", des 26 et 27 juin 2001, suivie d'une conférence spéciale résumée à l'Académie Royale du Cambodge. Les actes de cette conférence ont été publiés et largement diffusés en khmer et en anglais.

- Débat sur les droits de propriété intellectuelle à la Faculté de droit et d'économie le 1^{er} août 2001.
- Conférence intitulée: "Paix, réconciliation nationale et renforcement de la démocratie: dix ans après les accords de paix de Paris" organisée par l'Institut pour la paix et la coopération du Cambodge avec le soutien et la collaboration du Bureau du Conseil des ministres, du Ministère des affaires étrangères et de la coopération internationale, du Comité permanent des événements nationaux et internationaux, du Friedrich-Ebert Stiftung et du Konrad-Adenauer-Stiftung, au Palais du gouvernement le 12 octobre 2001.
- Débat interactif sur le système commercial international à l'Académie Royale du Cambodge – 9 mai 2002, Institut d'études économiques et financières – 17 mai 2002, Institut national de gestion – 31 mai 2002
- Débat interactif sur l'accès aux marchés et l'exportation de produits agricoles au Club national des médias organisé par la Fondation Konrad Adenauer à l'hôtel Sunway, le 22 mai 2002.

F. INSTAURATION D'UN CONSENSUS AU SEIN DES PRINCIPALES PARTIES PRENANTES INTERNATIONALES

22. Une campagne parallèle visant à impliquer les donateurs dans le processus a également été entreprise et a atteint son point culminant dans la promesse et l'engagement d'un soutien des principaux donateurs.

Les expériences du Cambodge ont été partagées à l'occasion de:

- | | |
|---------------------|---|
| 14 -20 mai 2001: | La 3 ^{ème} Conférence des Nations Unies sur les PMA de Bruxelles, Belgique. Session parallèle organisée par la Table ronde sur le secteur des entreprises (TRSE) du Centre du commerce international (CCI). |
| 22-24 juillet 2001: | La réunion des ministres du commerce des pays les moins avancés à Zanzibar, République unie de Tanzanie. |
| 26-29 sept. 2001: | Forum exécutif 2001 du CCI sur le réseau d'appui au commerce organisé à Montreux, Suisse. |
| 14 novembre 2001: | La Conférence ministérielle de l'OMC à Doha, Qatar. Le journal de la réunion de l'OMC de Doha a présenté le Cambodge comme le symbole de la réussite du Cadre intégré. |
| 19 janvier 2002: | La réunion du Groupe de travail interorganisations du Cadre intégré et la réunion de l'OCDE à Paris. |
| 22 janvier 2002: | La réunion annuelle des ambassadeurs des Pays-Bas de La Haye. |
| 12 février 2002: | La réunion des Membres de l'OMC en marge des négociations de la 2 ^{ème} réunion du Groupe de travail à Genève présidée par le Président du Comité directeur du Cadre intégré, M. l'Ambassadeur Henrik Rée Iversen. |
| 21 février 2002: | Le séminaire régional de la CESAP des Nations Unies sur les moyens de faciliter l'accession des pays en développement de la CESAP à l'OMC. |

- 18-22 mars 2002: La Conférence des Nations Unies sur le financement du développement (FDD) – Conférence de Monterrey, Mexique – conférence secondaire sur l'expérience cambodgienne du Cadre intégré en matière d'assistance technique liée au commerce et rapportée aux PMA (CI), conférence organisée par l'OMC.
- 29 avril 2002: L'examen à mi-parcours de la 10^{ème} CNUCED de Bangkok.
- 9 mai 2002: La 35^{ème} réunion annuelle de la BASD – séminaire sur la coopération régionale: accélération du développement économique national par la coopération régionale dans le cadre du Programme de développement de la sous-région du Grand Mékong, de l'ANASE et des frontières, organisé à Shanghai.
- 13-15 mai 2002: La Conférence intitulée: quel est l'avenir de la propriété intellectuelle en Asie? *Maison du droit Viet Nam-Française* et *l'Institut national de la propriété industrielle de France* à Hanoi .
- 14-15 mai 2002: La Conférence 2002 sur le commerce et l'investissement, Conseil des entreprises EU-ANASE et Dataconsult à Phnom Penh.
- 20-21 mai 2002: Le Cambodge a été cité en rapport avec une monographie lors de la Table ronde de la Banque mondiale sur les mécanismes de renforcement des capacités et d'assistance technique liées au commerce qui s'est tenue au Caire.ⁱⁱⁱ
- Mai 2002: Le Cambodge a été cité en rapport avec une monographie dans le *World Economy Journal*.^{iv}

III. STRATÉGIE COMMERCIALE AU CAMBODGE

A. "PLAN DE TOKYO: INTÉGRER LE COMMERCE POUR FAIRE RECULER LA PAUVRETÉ" UNE STRATÉGIE COMMERCIALE COHÉRENTE

23. Le Cambodge a conceptualisé l'évaluation préliminaire de ses besoins en termes de politique commerciale en 1998, laquelle a été suivie d'un document préliminaire conceptuel sur la stratégie commerciale qui a été soumis lors de la réunion à mi-parcours du gouvernement qui s'est tenue le 29 janvier 2001. Un document intitulé "Plan de Tokyo" a été présenté lors de la cinquième réunion annuelle du groupe consultatif (GC) de Tokyo en juin 2001 qui exposait ce que le Cambodge devait effectuer pour préparer tous les intrants nécessaires à la formulation d'une solide stratégie commerciale en faveur des pauvres. La stratégie commerciale reposait sur une évaluation anticipée des répercussions et de la nature de la pauvreté en se servant des études réalisées sur la pauvreté au Cambodge et soulignait l'importance de réduire les obstacles au commerce pour la production rurale nationale dans des secteurs comme l'agriculture diversifiée, les pêcheries, l'artisanat et la main-d'œuvre.

24. Suite au Plan de Tokyo, l'État et les six principaux organismes du Cadre intégré ont entrepris et achevé l'étude diagnostique sur l'intégration commerciale intitulée: "Étude sur l'intégration et la compétitivité du Cambodge" dont le financement était assuré par le Fonds spécial du Cadre intégré. Cette étude, entreprise à l'échelon du pays avec le soutien des six organismes, dont la Banque mondiale comme principal gestionnaire des tâches, a examiné un certain nombre de questions comprenant l'établissement d'un lien entre le développement du commerce d'une part et la réduction de la pauvreté d'autre part, et l'impact de la réforme du commerce sur la croissance économique et le

développement dans le pays. Cette étude a également identifié les obstacles et les besoins en matière de développement institutionnel afin de résoudre les questions liées à un engagement croissant auxquelles devront faire face les ménages et les entreprises du Cambodge; des questions relatives à l'accès aux marchés y ont également été évoquées. Cette étude fournit une base à la formulation de conseils pratiques visant à améliorer les performances des exportations et à appuyer le bien-être au sens large afin de permettre l'élaboration d'une matrice des besoins prioritaires en matière de renforcement des capacités liées au commerce et d'assistance technique qui sont associés à la stratégie globale de développement du pays.

Les raisons pour lesquelles le Cambodge croit au commerce et à la croissance économique ...

- On ne saurait trop souligner le rôle que le commerce est censé jouer dans la promotion de la croissance et la lutte contre la pauvreté.
- Un commerce accru, favorisé par les politiques de libéralisation, agit comme un puissant stimulant à la croissance économique; un tel régime de libre-échange se traduira par des taux de croissance économiques plus élevés.
- Le commerce peut faciliter la diffusion internationale des connaissances, ce qui a donc pour effet d'accélérer la croissance.
- Le commerce peut parfois se substituer à l'aide au cours du processus de développement.
- Cependant, la libéralisation et la réforme du commerce ne peuvent et n'ont jamais pu fonctionner comme des politiques ou des mesures indépendantes.

Trois concepts de stratégie en faveur des pauvres dans le secteur du commerce

- L'accent qui portait sur "l'avantage comparatif" (questions macroenvironnementales) s'est porté ensuite sur "l'avantage concurrentiel" (questions micro et méso-environnementales).
- La compétitivité est une question d'entreprise et de secteur.
- La régionalisation et la décentralisation du secteur des exportations au Cambodge.

Le Plan de Tokyo^v expose les grandes lignes de trois principes clés: a) le renforcement des capacités du Ministère du commerce afin de mener et de gérer la formulation (et ultérieurement la mise en œuvre) de la stratégie d'intégration commerciale en faveur des pauvres par l'intermédiaire d'un large partenariat avec toutes les parties prenantes clés du secteur du commerce et avec les partenaires en matière de développement; b) le développement des liens appropriés afin de garantir l'évaluation, le ciblage et le suivi adéquats des objectifs de réduction de la pauvreté dans le cadre des efforts de formulation et de mise en œuvre du CSLP; c) des approches du renforcement des capacités qui soient compatibles avec les "meilleures pratiques" et adaptées à la situation spécifique du Cambodge.

Rôle de l'étude diagnostique

- Le Plan de Tokyo a exposé un projet visant à identifier et à surmonter les obstacles au commerce.
- L'étude diagnostique constitue une étape initiale qui offre un diagnostic des obstacles et des besoins en matière de commerce, suggère des options pour supprimer ces obstacles et répondre à ces besoins et propose une assistance technique pour ce faire.
- L'étude diagnostique propose une assistance technique pour le développement du programme.

B. APERÇU DE L'ÉTUDE SUR L'INTÉGRATION ET LA COMPÉTITIVITÉ DU CAMBODGE

- L'étude a prévu l'examen et l'analyse des performances de croissance et d'intégration du pays dans une perspective historique et internationale ainsi qu'un examen de l'environnement macroéconomique abordant des questions telles que la dollarisation et les implications du salaire minimum indiqué en dollars en se fondant sur l'analyse et sur des études antérieures. (FMI/PNUD/Banque asiatique de développement).

- L'évaluation du régime commercial actuel et de la réforme de la politique commerciale et notamment des différents aspects de l'accession à l'OMC, comprenant les obligations juridiques et d'autres mises en conformité, a été réalisée par la CNUCED et l'OMC. L'étude a souligné les contraintes liées aux ressources auxquelles un petit pays comme le Cambodge doit faire face pour se conformer aux prescriptions de l'OMC. Une analyse de la taxation douanière en cascade a soulevé des questions telles que l'intérêt d'une protection élevée, alors que peu d'industries en place dépendent de cette protection; la simplification éventuelle des droits de douane sans perte de recettes, ce qui faciliterait les démarches administratives; et les répercussions sur les consolidations tarifaires.
- L'examen de la facilitation du commerce a été entrepris en étroite collaboration avec le conseiller résident du FMI en matière de douane. L'étude a examiné les contraintes "au-delà des frontières" présentant les coûts de transport comme ayant un effet dissuasif important. Les améliorations apportées à l'administration douanière et à la facilitation du commerce ont été soulignées comme prioritaires pour le pays et comme devant s'accompagner de recommandations en matière de politique comme en matière d'assistance.
- Pour évaluer la compétitivité des exportateurs et entrepreneurs cambodgiens, une enquête portant sur la compétitivité et l'accès aux marchés de 100 entreprises est en cours (voir encadré 1). Les obstacles à l'accès aux marchés et les coûts qui y sont associés (répondant notamment aux prescriptions en matière de règles d'origine et de normes de produit) ont été soulignés de même que des recommandations en matière d'assistance.

25. Une étude du climat de l'investissement a été menée sous la forme de contrats séparés avec l'État, impliquant des discussions approfondies menées par les parties prenantes.

26. L'analyse du secteur s'est concentrée sur ce qui devait être fait pour renforcer et développer un certain nombre de secteurs d'exportation comprenant le riz, l'agriculture diversifiée, l'artisanat, les pêcheries et l'industrie du vêtement, le tourisme et la main-d'œuvre. Les tableaux 1 à 6 résument les principales questions et propositions.

Encadré 1: Principales questions relatives à l'accès aux marchés

Les éléments de l'enquête concernant les entreprises montrent l'importance des obstacles à l'exportation comme suit:

1. Retard de règlements douaniers et non officiels
2. Documents officiels et droits
3. Coût de transport national
4. Norme en matière de travail et de produit
5. Prescription en matière de contenu local
6. Frais d'expédition
7. Restrictions des contingents
8. Droits de douane

Tableau 1: Agriculture/secteur agroalimentaire			
Questions principales		Propositions	
<ul style="list-style-type: none"> • De préoccupations liées à la sécurité alimentaire (quantité), on passe à des préoccupations commerciales (quantité et qualité). • Taxes non officielles et frais de transaction inutilement élevés. • Les systèmes d'accès à l'information sont rudimentaires. • Infrastructure, cadastre et marchés des capitaux également rudimentaires. • Possibilités de nouveaux produits "de niche" (épices, herbes, fruits uniques, certaines huiles essentielles par exemple l'huile de "lemongrass") 		<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer l'incidence de la fiscalité sur le commerce du riz. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le processus participatif des communautés rurales pour encourager les agriculteurs à coopérer. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Faciliter la coopération et l'échange d'informations entre les entreprises agroalimentaires. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place des pépinières d'entreprises qui encouragent à coopérer en matière de production, de marchés, de technologie et d'information. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Élargir la concentration de la R&D et extension du riz aux produits de niche. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Explorer d'autres sources de création de base de données. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les besoins en infrastructures spécifiques susceptibles de présenter des rendements élevés dans le transport, l'énergie et les télécommunications. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Développer les services de facilitation du commerce (services de dépannage pour les vendeurs et les acheteurs, services de renseignement sur le marché mondial et services de soutien aux investisseurs. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les marchés de niche pour les produits agricoles semi-finis et finis et déterminer les exigences du marché en termes de qualité, de prix et de disponibilité. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • Examiner les avantages potentiels d'un programme d'identification des marques d'exportation cambodgiennes de qualité. 	
		<ul style="list-style-type: none"> • S'assurer l'assistance de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) et d'autres programmes de certification et fournisseurs de service. 	

Tableau 2: Industrie du vêtement

Questions principales	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • La croissance rapide du secteur du vêtement reflète: <ul style="list-style-type: none"> - un accès préférentiel - des coûts concurrentiels - un régime d'incitation • Avantages de l'accès préférentiel qui ploie actuellement sous les frais administratifs augmentant le coût du travail et les coûts administratifs. • Accroître la concurrence des pays voisins et des pays de l'AGOA. • La limitation des postes de nuit ne semble aider personne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Déterminer les capacités concurrentielles des producteurs cambodgiens après 2005, comparer les coûts et contingents auxquels les concurrents doivent faire face et évaluer les perspectives de gains de productivité. • Accroître les capacités d'analyse de l'impact des restrictions du système d'accès aux marchés et les capacités de négociation. • Explorer le système alternatif du partage des profits tel que les primes souples de fin d'année au lieu du salaire minimum. • Attirer activement de nouveaux investissements dans l'industrie du textile et des accessoires de vêtements afin de soutenir l'industrie du vêtement.

Tableau 3: Pêcheries

Questions principales	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Les pêcheries disposent de ressources vastes mais fragiles et sous pression. • Nécessité de développer des régimes de gestion qui ont pour effet de décourager la pêche excessive. • Nécessité de disposer de meilleures statistiques en matière de gestion et de commercialisation. • Différentes juridictions doivent être impliquées dans la détermination du prélèvement et de l'attribution des ressources halieutiques. • L'organisme d'exportation unique semble prélever 10% mais semble en revanche apporter peu en termes de services de commercialisation. • Nécessité d'examiner la question du traitement et de la conservation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Évaluer les droits d'exportation appliqués à la production et aux décisions de commercialisation en matière d'exportation de poisson ainsi que les effets de la présence d'un exportateur unique. • Évaluer le rôle des primes pour l'exploitation à court terme. • Étudier les méthodes d'attribution de l'accès aux pêcheries. • Clarifier le rôle des différents organismes de pêche. • Élaborer une stratégie pour bâtir un secteur de pêche à l'exportation rentable et privé. • Appuyer le développement des capacités institutionnelles du secteur privé. • Appuyer le développement d'un partenariat entre le secteur privé et le secteur public afin d'améliorer les capacités de gestion technique et commerciale. • Développer la chaîne du froid afin de réduire les pertes dues à la conservation. • Développer une demande efficace du marché et évaluer le système d'information pour tous les participants.

Tableau 4: Tourisme			
Questions principales		Proposition	
<ul style="list-style-type: none"> • Identification de plusieurs questions importantes touchant à l'ensemble de l'industrie <ul style="list-style-type: none"> - Promotion - Collecte de données et analyse - Formation et certification 		•	Élaborer une stratégie efficace de développement du tourisme définie à travers une coopération entre le secteur privé et le secteur public.
	<ul style="list-style-type: none"> • Qui doit être responsable, comment ces tâches doivent-elles être menées à bien et qui doit payer. 	•	Développer un processus systématique de collecte continue de données par des enquêtes sur les arrivées de touristes et la satisfaction des clients.
	<ul style="list-style-type: none"> • Utilisation d'intrants locaux limités. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer les destinations touristiques afin d'élargir l'offre, ce qui implique la consultation de pays voisins afin de promouvoir des voyages organisés dans la région. • Évaluer les rôles appropriés respectifs de l'État et du secteur privé en termes de promotion, en définissant les frais, les normes ainsi que la formation. • Développer les groupes de travail interministériels pour améliorer le profil du tourisme et garantir le traitement des questions liées aux contraintes intersectorielles (santé, transport, sécurité). 	

Tableau 5: Artisanat			
Questions principales		Propositions	
<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité de développer l'approvisionnement en matières premières. • Nécessité de développer l'accès au transport et à la communication. • Difficulté d'obtenir des informations sur le marché, et capacité de répondre aux signaux du marché pour un grand nombre de petits producteurs. • Nécessité de développer des liens entre les artisans et les marchés. • L'artisanat à temps partiel ou à domicile fournit des opportunités en particulier pour les femmes chefs de famille. 		•	Intégrer le soutien au développement des entreprises à travers des centres locaux comprenant des services de développement des entreprises et des services de formation professionnelle.
		•	Stimuler les systèmes de microcrédit comprenant un partage des risques et des conditions privilégiées.
		•	Identifier les marchés et soutien au développement.
		•	Organiser une coopération entre les Ministères et les organismes sur le plan de la politique et des programmes en matière de formation professionnelle, de culture ou d'extraction de matières premières; de facilitation du commerce, du contrôle de la qualité et de facilitations relativement à l'organisation des producteurs.
		<ul style="list-style-type: none"> • Identifier les opportunités et les besoins concernant l'émergence des villages d'artisanat. • Mettre en place un service de développement national de l'artisanat. 	

Tableau 6: Main-d'œuvre	
Questions principales	Propositions
<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'améliorer le niveau scolaire de base et les compétences en langues étrangères. • Concurrence sévère pour la main-d'œuvre d'exportation. • Les prescriptions réglementaires et administratives semblent prélever une large part du rendement des salariés et décourager l'exportation. • Comment trouver un juste équilibre en conciliant la nécessité de protéger le salarié et l'employeur sans augmenter indûment les coûts. • Système de formation professionnelle et technique reposant sur l'offre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Améliorer le développement des ressources humaines, notamment la formation pour adulte sur l'alphabétisation, les connaissances professionnelles et pratiques élémentaires et les langues étrangères. • Incorporer la demande des employeurs en matière de formation professionnelle et technique. • Examiner le cadre réglementaire afin d'assurer la protection des droits des travailleurs à l'exportation tout en garantissant que la réglementation n'étouffe pas la concurrence et n'entrave pas l'arrivée de nouvelles sociétés d'exportation de main-d'œuvre. <ul style="list-style-type: none"> - Enseignements à tirer des autres pays - Inspection des employeurs à l'étranger - Accords bilatéraux - Questions relatives aux passeports et aux visas - Octroi de licences aux agents exportateurs.

Résultats concrets anticipés d'après les recommandations des études diagnostiques sur le commerce.

- Plus grande rationalisation des procédures d'octroi de licence d'exportation.
- Examen des procédures portuaires et des droits y afférents.
- Levée des restrictions commerciales à la frontière pour le riz et le paddy.
- Proposition visant à faire jouer au Ministère du commerce un rôle clé dans le Plan d'action sur la gestion.

Le Plan de Tokyo et l'étude sur l'intégration et la compétitivité sont disponibles à la fois en khmer et en anglais au Ministère du commerce ou peuvent être téléchargés sur le site du Ministère du commerce à l'adresse suivante: <http://www.moc.gov.kh>

C. EXPÉRIENCE ISSUE DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROGRAMME PILOTE AU CAMBODGE

27. Sachant que l'intention des six principaux organismes du Cadre intégré était d'étendre les avantages du Cadre intégré au plus grand nombre de PMA possible au moment de la conclusion du cycle de négociations commerciales de Doha et de soutenir le cas échéant le concept de Cadre intégré à plusieurs économies à faibles revenus non PMA, quelques enseignements peuvent être tirés de la mise en œuvre du programme pilote du Cadre intégré au Cambodge.

1. Appropriation par le pays

28. **Premièrement: le gouvernement, doit être en charge du processus:** Bien que les descriptions des attributions aient été faites à l'origine par le chef de projet de la Banque et le responsable de l'équipe du Cadre intégré, le gouvernement a pensé que la réussite de l'initiative du Cadre intégré repose en grande partie sur sa capacité à diriger correctement l'étape d'élaboration et la mise en œuvre. La prise en charge du processus par le gouvernement est une condition indispensable à la réussite du Programme pilote au Cambodge. Le Ministre cambodgien du commerce, Cham Prasidh, a été en première ligne, à la fois sur le plan national et sur le plan international, pour gagner le respect et le soutien des partenaires clés et affirmer sa qualité de dirigeant de cette initiative vitale. Cette position a en fait été l'un des facteurs déterminants du choix du Cambodge dans le Programme pilote.

29. **Deuxièmement: le gouvernement doit être un partenaire:** Compte tenu des délais rigides imposés par des facteurs indépendants de sa volonté et de celle des organisations du Cadre intégré (c'est-à-dire la réunion de Doha en novembre et, dans une moindre mesure, le calendrier du CSLP), le gouvernement pense que l'on peut encore obtenir des résultats substantiels dans la mesure où lui-même et la mission peuvent mettre en place ensemble un partenariat efficace et synergique, chacun tirant parti des points forts de l'autre et palliant ses faiblesses. La mission était composée de consultants internationaux hautement qualifiés qui, pour la plupart, ne sont malheureusement jamais allés au Cambodge et n'avaient donc pas idée des réalités locales. Les échanges avec les consultants locaux cambodgiens et les homologues officiels ont cependant facilement compensé cette lacune. Des documents de recherche et d'autres documents directifs ont été mis à la disposition des équipes, ce qui a permis d'économiser beaucoup de temps de recherche et de ressources.

30. **Troisièmement: le gouvernement doit être l'auteur des politiques:** le gouvernement pense que l'assistance technique peut être un puissant outil de soutien à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques. C'est la raison pour laquelle le Ministre Cham Prasidh a nommé un haut fonctionnaire chargé de l'élaboration des politiques, le Secrétaire d'État au commerce, au poste d'agent de liaison pour toute la durée de l'exercice. Le secrétariat permanent du Cadre intégré était installé à côté de son bureau, ce qui a permis aux membres de l'équipe de discuter immédiatement avec lui des questions de politique et d'autres sujets nécessitant des décisions rapides. L'accès à d'autres responsables politiques du gouvernement a été également possible rapidement grâce au réseau de l'agent de liaison.

2. Coordination

31. Au cours des missions organisées sur le terrain, la coordination entre les différents organismes de l'État, les donateurs et les principales parties prenantes était assurée à la fois par l'administration et par le chef d'équipe de la mission. Des consultations bilatérales et multilatérales ainsi que des réunions ont été menées à plusieurs reprises au cours de la mission.

32. À long terme, il est nécessaire d'élaborer et de consolider des politiques complémentaires qui se renforcent mutuellement et d'établir un lien entre les secteurs du commerce, du développement et de la finance. Le financement est en effet crucial en termes d'efforts d'intégration car à défaut, ces efforts d'intégration seront anéantis. Cela nécessitera une coordination efficace entre les différents organes de l'État et les partenaires de développement (donateurs et organismes) ainsi qu'un partenariat entre l'État et les participants du secteur privé de l'économie, une vision répandue partagée par les pays avancés et les pays en développement lors de la Conférence sur le financement du développement (voir encadré 2 concernant le point de vue du Cambodge).

3. Nécessité impérieuse de s'assurer le soutien permanent des parties prenantes

33. Le gouvernement pense que le Cadre intégré ne sera jamais complet si les partenaires clés ou les bénéficiaires ne sont pas totalement impliqués dans le processus pour en partager les obstacles et, finalement, la réussite. Le fait est que le Cadre intégré sera une entreprise en évolution constante qui nécessitera une contribution permanente de tous les intéressés, et en particulier des Cambodgiens, que ce soit dans le secteur public, le secteur privé et la société civile. Des recommandations concernant les mesures à prendre au titre de l'étude du Cadre intégré devront traduire concrètement ce besoin.

Encadré 2:

Extrait des points de vue du Cambodge présentés lors de la Conférence internationale sur le financement destiné au développement (Monterrey, Mexique, 18-22 mars 2002)

Le Cambodge s'est engagé à réaliser les objectifs de développement définis lors du Sommet du Millénaire, lequel a souligné l'importance des efforts visant à intégrer la paix et le développement, et a demandé que soit adoptée une approche coordonnée et complète par tous les partenaires afin de soutenir la croissance économique, l'investissement dans le secteur social, la protection de l'environnement, le renforcement de la paix et la promotion d'une bonne gouvernance.

Néanmoins, la réunion de l'OSM n'est pas sans enjeux pour le Cambodge. La réduction de la pauvreté reste l'un des principaux défis du pays. En abordant la question des nécessités financières visant à la réalisation des objectifs de développement pour le millénaire, le Cambodge a besoin de traiter simultanément plusieurs domaines essentiels: 1) accroître le flux d'aide publique au développement, 2) mobiliser les ressources nationales par l'intermédiaire d'un système financier et fiscal sain, 3) améliorer les flux de capitaux par l'intermédiaire de l'IED, 4) utiliser le commerce international comme moteur de croissance, 5) développer les capacités; 6) gérer l'endettement; et 7) aborder les questions systémiques et générales telles que la bonne gouvernance et les considérations de sexe.

4. Assurer une cohérence de la politique

34. L'intégration nécessite un cadre de politique générale cohérent. En dernière analyse, l'intégration du commerce signifie une plus grande visibilité des liens existant entre le commerce et d'autres domaines de politique économique y afférents. Le gouvernement pense que le processus d'intégration nécessite la conciliation de deux cultures distinctes, à savoir la culture du commerce (qui est formaliste et très centralisée – la négociation et la mise en œuvre des Accords de l'OMC) et la culture du développement (qui est décentralisée, fondée sur la demande et sur un processus d'appropriation par le pays).^{vi} Cette dernière implique une série de réformes de politique générale complémentaires dans des domaines situés en dehors du dispositif de l'OMC et que soient engagés des investissements coûteux dans des organismes liés au commerce, dans des infrastructures et dans les ressources humaines. À cet effet, le gouvernement a pris des mesures audacieuses pour restructurer et rationaliser les fonctions ministérielles clés placées sous l'autorité du Ministre du commerce, à savoir les investissements, l'intégration économique bilatérale, régionale et mondiale et la protection de la propriété intellectuelle.

5. Engagement politique

35. Sans une volonté politique forte du gouvernement, le rythme accéléré du processus d'intégration n'aurait pas été atteint, de la préparation à l'accession à l'OMC à l'achèvement réussi de l'étude diagnostique puis à l'intégration des politiques et programmes commerciaux en faveur des pauvres au Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté (CSLP). Comme l'a indiqué M. le Premier Ministre HUN SEN "...dans les dix années à venir, le Cambodge sera pleinement maître de son destin et pourra devenir un authentique partenaire dans les affaires régionales et internationales mais sera

également en passe de devenir une nation vraiment libre, libérée surtout de la misère et de la pauvreté...". Tout au long du processus, cet engagement politique, cet appui et cette participation des dirigeants cambodgiens, si nécessaires à la concrétisation de cette vision ambitieuse à long terme, se sont fait clairement sentir. À de nombreuses reprises, M. le Premier Ministre Samdech HUN SEN a réitéré son engagement à accélérer les différentes réformes et à les rendre plus efficaces.

6. Points de vue des partenaires de développement du Cambodge sur le secteur du commerce

36. L'équipe chargée de l'étude du Cadre intégré a rencontré divers donateurs et a constaté qu'un grand nombre d'entre eux étaient prêts à soutenir des efforts plus significatifs en matière de développement des entreprises à condition qu'un cadre solide existe afin de garantir la cohérence globale des interventions des donateurs individuels.

37. En général, la communauté des donateurs du Cambodge admettait que le développement du secteur commercial n'avait pas été, jusque-là, à l'ordre du jour. Depuis 1993, l'accent a été essentiellement mis sur la gouvernance et sur la création d'organismes d'État, sur la réforme macroéconomique, structurelle et juridique, sur la fin des querelles internes, sur la suppression des mines et autres ordonnances et enfin sur la sécurité alimentaire. Dans une large mesure, la communauté des affaires a été abandonnée à son propre sort.

38. Nombreux sont ceux qui reconnaissent aussi que la taille du marché cambodgien, l'expérience des pays voisins et d'autres facteurs suggèrent que le développement commercial doit constituer un élément important de ce cadre. Un effort plus ciblé sur la réduction de la pauvreté au Cambodge nécessite des interventions plus directes aux niveaux mésoéconomique et microéconomique afin d'assurer un développement rapide et efficace des nouveaux investissements et des nouvelles entreprises qui seront la source de la création nécessaire d'emplois et de revenus.

39. En général, l'étude diagnostique parrainée par le Cadre intégré a été bien accueillie par les partenaires de développement, comme par les donateurs et les organismes de coopération. Ceux-ci ont exprimé un grand intérêt pour le Cadre intégré qu'ils ont perçu comme une plate-forme prometteuse qui, si elle est mise en œuvre correctement dans le cadre des responsabilités partagées des donateurs, des bénéficiaires comme des organismes multilatéraux, peut promouvoir l'intégration du commerce et une coordination améliorée des donateurs dans un cadre national de réduction de la pauvreté. Nous devons conserver la dynamique qui a été générée jusqu'à présent et consolider les acquis antérieurs.

IV. QU'EST-CE QUE L'INTÉGRATION DU COMMERCE?

40. L'intégration du commerce implique un processus et des méthodes d'identification et d'intégration des zones d'action prioritaires du commerce dans le cadre global de plans nationaux de développement. Par conséquent, les zones d'action prioritaires du commerce doivent se refléter dans la réduction de la pauvreté et dans les plans et stratégies de développement nationaux.^{vii} En d'autres termes, l'engagement de réformes du commerce et de politiques de développement du commerce seules, c'est-à-dire en l'absence de politiques complémentaires qui se renforcent mutuellement, ne sauraient entraîner tous les bénéfices résultant de la réforme et de la libéralisation du commerce.

Éléments clés de l'intégration commerciale:

- Réforme du commerce soumise à l'ordre du jour des mesures en faveur des pauvres
- Renforcement des capacités commerciales
- Questions relatives à l'accès aux marchés
- Obstacles et avantages du règlement mondial de l'OMC

41. L'ordre du jour commercial du Cambodge était assez modeste au début de la mise en œuvre du Cadre intégré. Une mission du CCI et du PNUD a aidé le Ministère du commerce à préparer les éléments de base d'une stratégie du secteur commercial afin de l'incorporer au projet du deuxième Plan de développement socio-économique et du Plan de mesure décennal, qui a été soumis à l'occasion de la troisième Conférence des Nations Unies sur les PMA (PMA-III) qui s'est tenue à Bruxelles en mai 2001. La formulation du Cadre stratégique provisoire de lutte contre la pauvreté (CSPLP) qui a mis en lumière le cadre de la politique gouvernementale, les stratégies et l'engagement total en vue de sortir le Cambodge et les Cambodgiens des affres de la pauvreté, n'a pas défini le commerce comme une priorité en termes de politique. Le concept principal sous-jacent au PNUD était que le gouvernement avait répondu au problème de la pauvreté en prenant différentes mesures pour accélérer la croissance économique, améliorer la répartition des revenus et de la richesse et promouvoir le développement social. Néanmoins, le commerce n'était mentionné que de façon sporadique comme un sous-composant d'autres mesures.

42. Au fur et à mesure qu'évoluait le processus de consultation du Cadre intégré avec les principales parties prenantes, on reconnaissait de plus en plus qu'il était nécessaire d'intégrer le commerce dans la stratégie globale de développement, en l'occurrence l'ensemble du CSLP qui doit être achevé vers la fin de l'année 2002. Il est prévu que l'ensemble du processus du CSLP qui servira de base aux stratégies d'assistance de la Banque mondiale, aidera le Cambodge en qualité de pays membre de l'ADI/FRPC à formuler une stratégie de réduction de la pauvreté impliquant des efforts pour tirer profit de son intégration au sein de l'économie mondiale. L'autre vecteur consistait également à l'intégrer dans le processus relatif au Cadre d'assistance au développement des Nations Unies (CADNU 2001-2005) et au Cadre de la coopération par pays (2001-2005) du PNUD. Ces deux documents ont permis d'ébaucher une stratégie claire de soutien au projet national de réduction de la pauvreté, par des conseils en amont sur la politique de lutte contre la pauvreté et le renforcement de l'appropriation par l'État du programme de développement et de sa position dominante dans le cadre du processus de développement.

Le rôle du commerce, une fois intégré au CSLP, s'inscrira fermement dans le contexte de la politique nationale cohérente du Cambodge; ses besoins d'assistance technique liée au commerce feront ainsi l'objet d'une meilleure identification, de plus de priorité et seront mieux ordonnés en fonction du diagnostic de la politique et présenteront donc de meilleures chances d'être financés par des donateurs et des organismes.

43. Actuellement, les efforts d'intégration au CSLP se concentrent sur un développement qui passe par un processus participatif et un chapitre sur le commerce, comprenant une matrice de politique commerciale qui définit les objectifs de réduction de la pauvreté, les stratégies visant à réaliser ces objectifs et les mesures permettant de contrôler les résultats, d'évaluer les impacts et de modifier le processus si nécessaire.

44. Le chapitre du commerce figurant dans le CSLP analyse le lien existant entre le commerce et la réduction de la pauvreté, l'impact probable des réformes commerciales sur les différents secteurs et segments de la société, les contraintes qui pèsent sur le développement du commerce comprenant l'accès aux marchés et les contraintes liées aux capacités pesant sur le développement du commerce, notamment des contraintes institutionnelles, des contraintes liées à la main-d'œuvre, des contraintes physiques telles que les services de transport, de télécommunications et les services portuaires. Ce chapitre ainsi que les questions qui s'y rapportent ont récemment fait l'objet de discussions avec les parties prenantes lors de l'atelier national du CSLP et seront abordées lors d'une prochaine session spéciale du groupe consultatif.

45. Au-delà du groupe consultatif, le Ministère du commerce en tant que point focal facilitera un large processus de consultation sur l'élaboration des politiques et la mise en œuvre du programme afin de garantir la réalisation des objectifs de la stratégie commerciale en matière de réduction de la pauvreté. Nous avons besoin de beaucoup plus. La matrice de politique commerciale incluse dans le CSLP expose ces besoins. Voir le tableau 7 pour la matrice de la politique commerciale.

STRATÉGIE COMMERCIALE EN FAVEUR DES PAUVRES

MATRICE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET PLAN D'ACTION

(à inclure dans le CSLP)

Objectifs en matière de lutte contre la pauvreté	Contraintes	Orientations de la politique	Mesures pouvant être prises	Indicateurs
1. Croissance économique par l'amélioration du commerce national et international.	Questions macroéconomiques relatives au régime commercial mondial, transparence des règles, action affirmative pour les PMA et intégration régionale et mondiale.	Stratégie de lutte contre la pauvreté fondée sur l'exportation comprenant la promotion de la production nationale et du commerce.	Capitaliser sur le régime SGP afin d'améliorer le secteur des exportations du Cambodge.	Exportations en augmentation vers les 28 pays garantissant le SGP.
		Engagement rapide dans le système commercial mondial.	Engagement total avec les partenaires commerciaux à travers une coopération économique régionale et mondiale (accession à l'OMC).	Commerce en augmentation avec les pays de l'ANASE.
		Renforcer encore la coopération Sud-Sud.	Promotion du commerce et développement du marché avec les partenaires du Sud.	Adhérer à l'Accord de Bangkok.
			Adapter les politiques tarifaires à la tendance régionale et mondiale, mais négociations difficiles si l'on veut obtenir des concessions en qualité de PMA et faire face aux externalités du système de marché.	Accession à l'OMC. Réformes tarifaires continues.

Objectifs en matière de lutte contre la pauvreté	Contraintes	Orientations de la politique	Mesures pouvant être prises	Indicateurs
	Système juridique et administratif faible.	Aspects commerciaux du régime juridique considérés comme prioritaires en termes de réforme afin d'assurer la croissance économique du Cambodge au sein du système mondial.	Accélérer les réformes juridiques choisies afin d'honorer les délais d'accession à l'OMC en 2003.	Nouvelle législation et renforcement des mécanismes mis en place.
2. Développement des micro, petites et moyennes entreprises, surtout dans les zones rurales.	Infrastructure; accès à la technologie et au capital; développement des ressources humaines surtout des compétences d'entrepreneurs; cadre réglementaire.	Promouvoir l'investissement du secteur privé dans la transformation agroalimentaire, l'artisanat, les pêcheries, le tourisme et les petites industries présentes dans les zones rurales – ces derniers doivent être considérés comme des secteurs prioritaires orientés vers la reconquête des marchés nationaux et du commerce d'exportation.	Favoriser le dialogue entre le secteur local privé, les donateurs et l'État.	
	Absence d'institutions fortes dans le secteur privé au niveau régional.	Appuyer le secteur privé local naissant, développer le capital humain afin d'identifier les besoins de l'économie en matière de structure et de développement au niveau régional.	Fournir des primes à l'investissement orientées vers les secteurs et régions prioritaires.	Projet relatif au Programme de lutte contre la pauvreté axé sur les exportations du CCI opérant dans plusieurs secteurs orientés vers le commerce.
	Les produits cambodgiens ne répondent pas aux normes techniques et sanitaires des marchés mondiaux.	Développer les capacités des entreprises cambodgiennes et des organismes réglementaires afin de répondre aux normes techniques et sanitaires du marché international.	Engager l'appui des donateurs en identifiant et en évaluant les opportunités d'investissement prioritaires pouvant avoir un maximum de répercussion sur la réduction de la pauvreté.	Associations industrielles au niveau régional et national pouvant collaborer directement avec les donateurs et les investisseurs privés en tant qu'institutions partenaires.

Objectifs en matière de lutte contre la pauvreté	Contraintes	Orientations de la politique	Mesures pouvant être prises	Indicateurs
			Encourager la création d'associations industrielles, appliquer les services de développement des entreprises et mettre en place des entreprises pilotes sur les marchés nationaux et d'exportation (projet de pépinière d'entreprises).	Mise en place des normes industrielles, techniques et sanitaires et programmes de mise en œuvre.
			Mettre en œuvre un plan d'action du Ministère de l'industrie des mines et de l'énergie (MIME) concernant les obstacles techniques au commerce (OTC) par la promulgation d'une loi sur les normes industrielles et l'IED pour le développement des capacités institutionnelles liées aux mesures SPS et par la mise en place d'un programme local d'appui aux investissements en faveur des pauvres.	Les produits d'exportation cambodgiens répondent aux normes techniques des partenaires commerciaux; les associations professionnelles existent et des produits cambodgiens nouveaux ou améliorés apparaissent actuellement dans les marchés locaux ou d'exportation.

Objectifs en matière de lutte contre la pauvreté	Contraintes	Orientations de la politique	Mesures pouvant être prises	Indicateurs
Amélioration de l'accès des pauvres à l'emploi et aux bénéfices de la croissance économique axée sur le commerce.	Les bénéfices de la libéralisation ne vont pas forcément vers les pauvres.	Développer les capacités d'analyse, de prévision et de contrôle des répercussions du commerce sur la pauvreté et des politiques d'investissement.	Mettre en place des mécanismes de dialogue, de coordination et de partenariat impliquant les parties prenantes du secteur commercial pour la formulation, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie commerciale en faveur des pauvres: Sous-comité consultatif sur l'écoulement des excédents, Comité directeur du Cadre intégré, Forum des entreprises, société civile.	Projet opérationnel de "renforcement des capacités pour les réformes commerciales en faveur des pauvres" par le Japon et le Cadre intégré.
	Les industries d'exportation se concentrent dans les villes importantes si bien que les opportunités d'emploi ne sont pas accessibles aux pauvres des campagnes.	L'analyse explicite et solide de l'impact sur la pauvreté doit être une composante de toutes les décisions d'investissement.	Programme de renforcement des capacités au sein du Ministère du commerce et d'autres groupes de parties prenantes. Demander une évaluation de l'impact sur la pauvreté pour tous les accords d'investissement.	
		Décentralisation du développement industriel: donner la priorité aux infrastructures de base dans les zones excentrées sélectionnées.	Stimuler les capacités dans le secteur privé afin de réaliser une évaluation de l'impact sur la pauvreté et au sein du Ministère du commerce pour l'examen et le suivi.	
		Effets multiplicateurs accrus pour la production destinée à l'exportation au niveau national.	Établir des zones de traitement des exportations, encourager les investissements dans les zones secondaires à resserrer les relations en amont avec l'économie nationale.	

Objectifs en matière de lutte contre la pauvreté	Contraintes	Orientations de la politique	Mesures pouvant être prises	Indicateurs
Utilisation durable des ressources naturelles, préservation de la biodiversité, de la nature et des valeurs culturelles.	Les matières premières (bois, poisson, fibre végétale, marchandises agricoles) d'exportation tendent à être produites sans avoir fait l'objet d'un minimum de contrôle des répercussions sur l'environnement.	Les accords commerciaux sur les marchandises agricoles doivent tenir compte de la sécurité alimentaire du Cambodge, du développement rural et des besoins de ressources durables.	S'engager avec le Ministère de l'agriculture, de la pêche et de l'industrie alimentaire, le Ministère du commerce et le Ministère de l'industrie des mines et de l'énergie pour élaborer des approches écologiques et des protocoles de respect de l'environnement (par exemple: évaluation de l'impact sur l'environnement, pesticides et autres critères de sélection d'intrants, durabilité des ressources, évaluation de l'impact sur la pauvreté, procédures sanitaires et phytosanitaires).	Production écologique des entreprises, produits écologiques et organiques pour les marchés nationaux et internationaux.
	Absence de capacités techniques et opératoires au niveau local et central pour mettre en œuvre une politique de gestion des ressources durables et un accès équitable aux bénéfices.	Les exploitations agricoles et de transformation agroalimentaire cambodgiennes doivent être écologiques afin d'assurer la durabilité de la dotation en ressources et de mieux exploiter les niches commerciales disponibles.		
Amélioration des conditions en matière d'équité, de santé, de sécurité et de niveau de salaire pour les ouvriers.	Équité relative au sexe et autres questions d'équité au sein de la société cambodgienne; absence de capacité d'application réglementaire.	Amélioration des relations professionnelles.	Coopération du Ministère du commerce, du MSALVY et du secteur privé dans le cadre du développement de la politique du travail conformément à l'analyse de l'OIT.	Amélioration des indicateurs de la qualité de la vie parmi les salariés et les familles.

Objectifs en matière de lutte contre la pauvreté	Contraintes	Orientations de la politique	Mesures pouvant être prises	Indicateurs
		Soutien à l'amélioration de la productivité du travail par le renforcement des capacités et des programmes d'encouragement à l'IED.		
		Adhésion aux principales normes du travail internationales.		

V. LIENS ENTRE LE COMMERCE ET L'INVESTISSEMENT

A. OPTIMISER LE STATUT DE PMA DU CAMBODGE AFIN DE DÉVELOPPER LES EXPORTATIONS GRÂCE À DES POLITIQUES COMPLÉMENTAIRES QUI SE RENFORCENT MUTUELLEMENT

Politiques complémentaires qui se renforcent mutuellement:

- Politiques macroéconomiques stables
- Réglementation saine et favorable à la croissance
- Investissements dans les infrastructures
- Développement des ressources humaines
- Questions relatives à la bonne gouvernance

Application de la loi/Paix et réconciliation nationale

46. En définitive, l'intégration commerciale implique que l'on donne plus de visibilité aux liens existant entre le commerce et tous les autres domaines de la politique économique qui s'y rattachent. La création d'un environnement favorable au commerce contribue à une croissance économique viable. Cet environnement demandera que des modifications soient apportées aux infrastructures liées à l'investissement ainsi qu'aux infrastructures financières, commerciales et institutionnelles. De plus, la nécessité d'une intégration commerciale efficace demandera que des liens soient établis avec d'autres politiques et stratégies en cours menées par le gouvernement dans le cadre de la lutte contre la pauvreté telles que le deuxième Plan de développement socio-économique ou le Plan d'action pour la gouvernance et les réformes du système juridique. L'intégration externe implique que soit encouragée une large coopération économique et une mobilisation des ressources à travers l'établissement de liens économiques au plan régional et mondial. À cet effet, il est bon de souligner quelques récents événements.

1. Formulation du Plan de développement du secteur financier à long terme

47. Un système financier sain et efficace est essentiel pour obtenir une croissance économique forte et atteindre des objectifs socioéconomiques, notamment la réduction de la pauvreté. Un système financier qui fonctionne bien est essentiel pour garantir la stabilité macroéconomique, la mobilisation de l'épargne, l'attribution de ressources à des fins productives, la promotion du développement du secteur privé et donc la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Au Cambodge, le développement d'un secteur financier sain contribuera également à promouvoir l'IED et à protéger l'économie des chocs externes. Une infrastructure financière fragile fait en outre obstacle au développement continu du secteur financier. En particulier, le système financier sous-développé ne jouissant que d'une faible confiance de la population et d'une intermédiation limitée, a constitué un obstacle au développement du secteur privé et donc à une croissance économique forte. Reconnaissant la valeur stratégique du développement du secteur financier, le gouvernement a demandé à la Banque asiatique de développement (BAsD) une aide à la formulation d'une vision à long terme et d'un plan de développement du secteur financier. En réponse à la demande du gouvernement, la BAsD a mené une étude diagnostique complète du système financier et a formulé un plan de développement du secteur financier, à savoir le Projet du secteur financier ("le Projet" pour 2001-2010). Ce projet ébauchait une vision et une stratégie à long terme concernant la continuité des politiques de réforme afin de développer le système financier en trois phases sur dix ans. Le Projet abordait des questions politiques essentielles et proposait un programme de réforme dans les secteurs bancaire et non bancaire pour étayer le développement du secteur financier.^{viii}

2. Capitaliser sur les opportunités d'IED par des réformes du régime d'investissement

48. Les révisions de la Loi sur l'investissement^{ix} ont conclu que celle-ci souffrait de plusieurs lacunes. La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont partagé ces mêmes préoccupations et au début de l'année 2001, les deux organisations ont proposé un certain nombre de réformes de la Loi sur l'investissement dans le cadre de négociations s'inscrivant dans le contexte du "Structural Adjustment Credit" (SAC). Au regard des problèmes associés au régime d'encouragement des investissements, un certain nombre de modifications de la Loi sur l'investissement ont été formulées afin de faire en sorte que le régime contribue mieux à encourager les investissements privés au Cambodge par la transparence, la simplicité et la prévisibilité dans le cadre du processus d'approbation des investissements privés comme dans celui de la prévision de dégrèvement fiscal appliqué à ces investissements.^x En février 2002, le gouvernement a approuvé les modifications apportées à la Loi sur l'investissement et les a soumises au Parlement pour adoption.

3. Amorce du Plan directeur de développement régional du couloir de Phnom Penh - Sihanoukville

49. L'un des trois concepts de stratégie commerciale en faveur des pauvres nécessite une régionalisation et une décentralisation du secteur des exportations au Cambodge. À cet effet, le Ministère du commerce a demandé à l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) de l'aider à élaborer un Plan directeur de développement régional en mettant l'accent sur l'encouragement au développement industriel le long du couloir de croissance de Phnom Penh – Sihanoukville et sur la Zone de traitement des exportations (ZTE) de Sihanoukville. Avec le développement de nombreuses ZTE dans la région de l'ANASE pour attirer l'IED et la nature changeante des investisseurs étrangers pour faire face à la concurrence sur le marché mondial, les ZTE ont de plus en plus tendance à se concurrencer. L'étude va évaluer les avantages comparatifs et concurrentiels des ZTE dans les pays voisins pour clarifier l'évolution des tendances et des questions posées. La dernière année cible du plan directeur régional est fixée à 2015 avec 2008 pour année cible intermédiaire afin de s'adapter à l'évolution de la mondialisation et de la régionalisation.

4. Introduire une participation du secteur privé aux infrastructures

50. De bonnes infrastructures sont vitales pour le progrès économique et social. Il en est de même pour n'importe quelle région du monde. Toutefois, l'établissement d'infrastructures modernes et efficaces dans les pays les plus pauvres est un enjeu essentiel. Les infrastructures ne sauraient être créées sans le secteur privé dans la mesure où son capital est nécessaire et où son efficacité et ses performances sont d'une importance vitale.^{xi} L'amélioration de l'accès à des services de distribution d'eau, d'électricité, de transport et de télécommunications efficaces et abordables peut avoir un impact important sur le niveau de vie des ménages. Des infrastructures efficaces sont également essentielles pour soutenir une forte croissance économique et une compétitivité industrielle créant ainsi des emplois et augmentant l'assiette fiscale du pays.

51. Au regard du rôle clé que peut jouer la participation du secteur privé aux infrastructures en améliorant le niveau de vie de sa population, le gouvernement a demandé à la Banque mondiale et au Service de conseil sur les infrastructures publiques et privées (PPIAF) d'entreprendre la réalisation d'un rapport-cadre sur la participation privée aux infrastructures. Le rapport-cadre du Cambodge, qui est conçu pour aider le gouvernement à améliorer la qualité des infrastructures par la participation du secteur privé, va permettre de réexaminer les opportunités, les priorités et les contraintes dans tous les secteurs relatifs aux infrastructures et devrait contribuer à l'élaboration d'une politique efficace et de choix stratégiques. Il est également prévu que le rapport-cadre aide les investisseurs potentiels à définir les opportunités éventuelles. Le projet a été récemment achevé et le rapport est en cours de publication. En résumé, il présente une vue d'ensemble du contexte cambodgien, les performances actuelles de ses infrastructures ainsi que les promesses et les enjeux associés à une plus grande

implication du secteur privé. Il réexamine les questions et les options relatives aux secteurs de l'eau, de l'électricité, des télécommunications et du transport ainsi que plusieurs questions importantes largement communes à tous les secteurs. Enfin, le rapport présente un projet de plan d'action visant à étendre la participation privée aux infrastructures du Cambodge qui sera soumis à l'examen du gouvernement.

B. BÉNÉFICIER DE L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE

52. Le gouvernement considère l'intégration de l'économie du Cambodge aux économies régionales et mondiales non seulement comme nécessaire à une croissance soutenue mais également comme s'inscrivant dans le processus irrésistible de la mondialisation. À l'issue des élections du 26 juillet 1998, une nouvelle "gestion économique" conduite par M. le Premier Ministre Hun Sen a été mise en place qui a été tout particulièrement consacrée au développement économique.^{xii} Une nouvelle stratégie, appelée "stratégie triangulaire" du gouvernement, a été élaborée afin de concrétiser cette vision à long terme. Elle comprend trois domaines clés, dont l'un est l'intégration économique du Cambodge et la normalisation des relations avec la communauté internationale. Cela a permis au Cambodge d'attirer davantage d'aide étrangère et d'IED pour soutenir les ultimes objectifs en matière de développement. Peu après, le Cambodge est parvenu à regagner son siège aux Nations Unies puis est devenu le 10^{ème} membre de l'ANASE. Il se fixe actuellement pour objectif de devenir membre de l'OMC dans un proche avenir. D'autres initiatives telles que celles de la sous-région du Grand Mékong et de l'Accord de Bangkok sont actuellement menées de façon dynamique et cohérente.

1. "Une opportunité en or" pour le Cambodge: son développement économique conjoint avec la Thaïlande

53. Les gouvernements du Cambodge et de la Thaïlande sont sur le point d'adopter l'Étude sur le développement conjoint de la Thaïlande et du Cambodge.^{xiii} Cette étude définit les stratégies de développement conjoint qui concernent des secteurs spécifiques, à savoir, le tourisme, l'agriculture et le secteur industriel. Ceux-ci sont définis par l'évaluation des avantages comparés du Cambodge et de la Thaïlande en tenant compte du fait que des avantages mutuels peuvent être tirés de la coopération sociale et économique entre les deux pays.

54. À travers cette coopération économique bilatérale, le Cambodge peut garantir une autre source de soutien au développement régional pour contribuer à soutenir la croissance économique globale. En utilisant le SGP du Cambodge et en tirant avantage des infrastructures existantes dans les pays voisins, le Cambodge envisage de créer dès que possible quatre zones de traitement des exportations près de la frontière thaïlandaise à Poipet, Koh Kong et Pailin.

Encadré 3

Avantages de la coopération économique bilatérale Thaïlande/Cambodge:

100 000 emplois, 60 millions de dollars EU de salaires annuels et 500 000 personnes concernées (soit environ 5% de la population totale du Cambodge).

Aux termes de l'Étude sur le développement conjoint de la Thaïlande et du Cambodge, les régions de coproduction seraient situées dans des zones économiques transfrontalières et seraient conjointement exploitées par les deux pays. Les sites possibles concernant une telle proposition sont situés dans trois régions, 1) Aranyaprathet-Poipet, 2) Ban Laem-Kamrieng ou Ban Pakkad-Pailin et 3) Hat Lek-Koh Kong.

1. Zone industrielle de Aranyaprathet-Poipet. L'investissement total nécessaire est de 91 210 000 dollars. Le secteur privé doit prendre en charge le coût total de l'investissement. Deux cent quatre-vingt usines commenceront à fonctionner dans la zone industrielle de Poipet créant chacune 200 emplois. À pleine capacité, l'investissement va générer plus de 33 millions de dollars de salaires annuels. La zone industrielle de Poipet s'étend sur 6 km² situés au Cambodge à environ 7 à 10 km de Aranyaprathet. L'utilisation du terrain de la zone industrielle se décompose en 12 zones allouées aux i) usines, ii) bureaux, iii) parc de stationnement des camions, iv) aires de stockage de conteneurs, v) stockage de marchandises en attente, vi) générateur d'électricité, vii) central téléphonique et des télécommunications, viii) usine de destruction des ordures et déchets industriels, ix) système d'épuration des eaux, x) réservoir d'eau, xi) parc et espace récréatif et enfin xii) zone résidentielle.

2. Ban Laem-Kamrieng ou Ban Pakkad-Pailin. Ban Laem-Kamrieng et Ban Pakkad-Pailin sont deux sites où il est possible d'établir la zone de coproduction du côté de la frontière nommée Chanthaburi. L'investissement total que nécessite la création de la zone industrielle de Ban Laem est de 80 493 000 dollars alors que celui relatif à la création de la zone industrielle de Kamrieng est de 86 493 000 dollars. Le secteur privé doit prendre en charge la totalité du coût de l'investissement pour ces deux zones industrielles.

3. Hat Lek-Koh Kong. Le Cambodge a entamé le projet de développement d'une zone de traitement des exportations dans la zone économique transfrontalière proposée, laquelle pourrait accueillir les usines dans un très proche avenir. La zone spéciale s'étend sur une superficie d'environ 225 hectares. Ce site jouit d'une priorité absolue sur les deux autres, à savoir Aranyaprathet-Poipet qui arrive second en termes de priorité et Ban Laem-Kamrieng ou Ban Pakkad-Pailin à la troisième place. La préparation de la zone industrielle sera achevée dans environ deux ans et disposera de tous les services logistiques nécessaires tels que le bureau des douanes, etc., lesquels seront mis en place et opérationnels d'ici là. Le Cambodge aura besoin de l'investissement des entreprises étrangères et de l'établissement d'usines par ces dernières dans cette zone industrielle. Cela offrirait une bonne opportunité aux usines thaïlandaises existantes pour exploiter une filiale au Cambodge afin de tirer profit du statut de SGP dont jouit le Cambodge. La zone industrielle de Koh Kong possède déjà des infrastructures appropriées, à savoir l'électricité, l'eau, les routes et les télécommunications. L'investissement total que nécessitent les zones industrielles de Koh Kong s'élève à 62 634 000 dollars financés par le secteur privé. Cent quarante usines commenceront à être exploitées dans la zone industrielle de Koh Kong, créant ainsi 200 emplois chacune. À pleine capacité, l'investissement génèrera plus de 17 millions de dollars de salaires annuels.

2. Possibilités offertes par l'adhésion à l'ANASE

55. En dehors des accords bilatéraux visant à promouvoir le commerce et l'investissement, le Cambodge, tout comme d'autres PMA de la région, mesure les avantages potentiels que constitue l'adhésion aux initiatives régionales, ces pays sont notamment parties à un ou plusieurs accords commerciaux régionaux (ACR).^{xiv} Ces accords régionaux ou bilatéraux sont de plus en plus considérés comme permettant des approches accélérées du libre-échange. De plus, le Cambodge les perçoit comme "des pierres ajoutées à l'édifice" ou comme "des tremplins" favorisant une plus large stratégie de libéralisation du commerce conduisant, dans leur phase ultime, à l'accession à l'OMC.

56. Le Cambodge est devenu le 10^{ème} membre de l'ANASE lorsqu'il a rejoint le groupement régional en avril 1999. Aux termes de l'Accord sur le Programme TPEC de la ZLEA, le Cambodge s'est engagé à la réduction progressive de presque tous ses droits de douane de 0 à 5 pour cent sur les marchandises importées d'autres pays membres de l'ANASE d'ici à 2010. De plus, au cours du 3^{ème} Sommet informel de l'ANASE de novembre 1999, le Cambodge ainsi que le Lao, le Myanmar et le Viet Nam se sont mis d'accord pour supprimer les droits de douane affectant la majorité des produits d'ici 2015. (Au sein de l'ANASE, six pays doivent supprimer leurs droits de douane d'ici à 2010.)

57. Les avantages que l'on peut tirer de l'adhésion à l'ANASE des dix sont nombreux et comprennent l'accès à un marché de 500 millions d'individus^{xv}, l'accès aux tissus d'importation des pays de l'ANASE servant à produire des vêtements pour le marché de l'UE tout en répondant aux prescriptions des règles d'origine prévues aux termes du programme du SGP de l'UE, une confiance accrue des investisseurs, une position renforcée du Cambodge dans les négociations avec les grands pays ou organisations et les initiatives de renforcement des capacités ayant pour but de réduire les disparités de développement existant entre les membres de l'ANASE telles que les initiatives en faveur de l'intégration de l'ANASE pour les années 2002-2008.^{xvi}

58. L'ANASE peut permettre au Cambodge de tirer profit du renforcement de la coopération économique avec les partenaires de dialogue de l'ANASE tels que la Chine, le Japon, la République de Corée, l'Australie et la Nouvelle-Zélande (Accord commercial de rapprochement économique), l'Union européenne et les États-Unis. Au cours du Sommet de l'ANASE et de la Chine qui s'est tenu à Brunei l'année dernière, les dirigeants de ces pays ont approuvé l'établissement d'une zone de libre-échange dans dix ans grâce à l'Accord sur la zone de libre-échange de l'ANASE et de la Chine qui doit tout d'abord être conclu en 2004.

3. Renforcement des liens économiques dans la sous-région du Grand Mékong (GSM)

59. En 1992, lorsque les six pays membres^{xvii} ont intégré pour la première fois le programme de coopération économique, leur vision du programme de la sous-région du Grand Mékong consistait à envisager une région qui soit plus intégrée, plus prospère et plus juste. Le programme de la GSM, quoique informel et guidé seulement par une série globale de principes et d'accords institutionnels, a pu renforcer les liens économiques et a agi comme catalyseur de la mobilisation des ressources. Il a également permis de réaliser des économies sur le budget militaire ce qui, tout en contribuant à une plus grande confiance et à de meilleures relations entre les pays membres, constitue peut-être l'une de ses plus importantes réalisations.

60. Le Cadre stratégique du programme de la GSM met l'accent sur ce qui est réalisable au travers d'une coopération économique sous-régionale recouvrant huit secteurs prioritaires, à la fois les infrastructures dites "rigides" (c'est-à-dire les transports, les télécommunications, l'énergie et le tourisme) et les secteurs dits "souples" (c'est-à-dire l'environnement, le développement des ressources humaines, le commerce et l'investissement du secteur privé).

Cinq initiatives stratégiques du programme de la sous-région du Grand Mékong:

- Renforcer les liens entre les infrastructures avec une approche multisectorielle
- Faciliter le commerce et l'investissement transfrontaliers
- Accroître la participation du secteur privé et améliorer sa compétitivité
- Développer les ressources humaines et les compétences
- Protéger l'environnement et promouvoir l'utilisation durable des ressources naturelles partagées

61. Aux termes du programme de la GSM, une série d'études sur la faisabilité a conduit à la mise en œuvre des dix premiers projets d'infrastructures constituant un investissement global de 2 millions de dollars EU. Parmi eux figuraient la modernisation de l'autoroute reliant Phnom Penh à Ho Chi Minh Ville et le projet du couloir est-ouest reliant le nord-est de la Thaïlande, la République démocratique populaire du Lao et le centre du Viet Nam. L'investissement dans l'infrastructure des transports a été complété par l'amélioration du cadre réglementaire. Un accord-cadre a ainsi été signé par le Cambodge, la République démocratique populaire du Lao, la Thaïlande et le Viet Nam pour faciliter le mouvement transfrontalier des biens et des personnes. L'accord aborde des questions telles que les procédures douanières, les droits de passage transfrontaliers pour les véhicules et les conducteurs, les spécifications en matière de véhicule et de chargement, les dispositions d'assurance et les droits de transit et les redevances. De plus, des progrès importants ont été réalisés concernant le commerce de l'énergie et l'établissement d'un réseau de télécommunication pour la sous-région. Deux projets hydroélectriques de 380 millions de dollars ont constitué des avancées capitales, à la fois en termes de partenariat bilatéral (entre le Lao et la Thaïlande) et en termes de participation du secteur privé. Les pays de la GSM favorisent également des accords de partage d'énergie de nature multilatérale.

62. Le plus important est que le programme de la GSM a servi de catalyseur aux pays membres de la GSM afin d'initier de nouveaux accords de coopération. En voici quelques exemples: l'ouverture de nouvelles lignes aériennes et la désignation de nouveaux aéroports dans la sous-région (par exemple Siem Reap, Luang Prabang), l'Accord quadripartite sur la navigation commerciale le long de la partie supérieure du fleuve Mékong. Les accords bilatéraux comprennent également l'accès de la RDP lao au port de Sihanoukville au Cambodge.

... Tout bien considéré, ce qui importe le plus, au regard des liens existant entre la clause relative au commerce et celle relative à la main-d'œuvre – c'est que le Cambodge a été à même de développer une nouvelle image: celle d'un pays débarrassé des ateliers clandestins, de la main-d'œuvre enfantine, un pays stable ... bref, le Cambodge est maintenant un havre pour toutes les marques mondiales réputées, ce qui en fait un lieu d'approvisionnement sûr et fiable.

Déclaration de S.E. M. CHAM Prasidh, Ministre du commerce, lors de l'Exposition et de la Conférence 2002 sur l'approvisionnement mondial en Asie qui ont eu lieu à Jakarta, le 14 février 2002.

63. Les initiatives en matière de commerce et d'investissement ont été étroitement coordonnées avec l'ANASE et la CESAP de façon à éviter la répétition d'efforts et à mettre l'accent sur les obstacles locaux. Le Forum des entreprises de la GSM a été récemment mis en place afin de promouvoir la participation du secteur privé à la GSM. Le Cambodge a l'honneur d'accueillir cette année trois événements majeurs de la GMS: la Réunion pour la coordination des donateurs en septembre 2002, la 11^{ème} Conférence ministérielle de la GSM, du 23 au 25 septembre et le Sommet du Mékong des Chefs de gouvernement le 3 novembre 2002 pour marquer le 10^{ème} anniversaire du Programme de la GSM.

4. Possibilités de garantir un accès aux marchés mondiaux par l'adhésion à l'OMC

64. L'objectif du gouvernement est d'accéder à l'OMC et de tirer profit de l'ensemble des avantages de l'accès aux marchés mondiaux. Le Cambodge, comme les 28 autres pays qui cherchent à accéder à l'OMC, considère l'OMC comme une opportunité d'étayer ses propres efforts de libéralisation et de s'opposer à la discrimination de manière à faire face plus efficacement à la concurrence sur le marché international. Lors de son adhésion, le Cambodge se verra offrir un accès garanti aux concessions commerciales qui ont été négociées au cours des huit cycles de négociation commerciale qui se sont échelonnés sur une période de 50 ans, comprenant la réduction des droits de

douane et des obstacles non tarifaires à ses exportations. Le Cambodge jouira des avantages de la réglementation du droit commercial international dans le cadre de l'application des mesures autorisées telles que les mesures antidumping et les mesures de sauvegarde. La suppression graduelle des restrictions appliquées aux textiles et aux vêtements ainsi que les premières phases de libéralisation de l'agriculture et des services devraient être très profitables au Cambodge. De plus, le Cambodge aura accès à un nouveau mécanisme renforcé de règlement des différends afin de faire valoir ses droits. Enfin, le Cambodge pourra prendre part au processus d'élaboration des règles et de leur interprétation ainsi qu'aux futures négociations.

5. Approfondissement de l'intégration régionale: envisager le processus d'accession à l'Accord de Bangkok

65. L'Accord de Bangkok (AB) appartient à la première génération des ACR et se trouve être le seul accord commercial "régional" de l'Asie et du Pacifique qui ait un potentiel en termes de marché de l'ordre de 2,5 milliards d'individus présentant un PIB par habitant de 798 dollars en moyenne. De l'entrée en vigueur de l'Accord de Bangkok au milieu des années 70 jusqu'au 31 décembre 2001, seuls cinq pays sont devenus membres de cet Accord, à savoir le Bangladesh, l'Inde, la République démocratique populaire du Lao, la république de Corée et le Sri Lanka. Récemment, la dynamique a changé lorsque la Chine a accédé à l'Accord de Bangkok en 2000, devenant ainsi le sixième membre à part entière de l'Accord. Reconnaisant les changements qui sont intervenus dans le système commercial multilatéral ces dernières années et le fait que plusieurs accords commerciaux régionaux offrent une couverture beaucoup plus large que l'Accord de Bangkok, les membres de l'Accord ont dernièrement engagé un processus de modernisation et de revitalisation de l'Accord comprenant la mise en place d'un Conseil ministériel afin de fournir un appui politique à l'Accord ainsi que le lancement d'un troisième cycle de négociations au cours duquel les membres sont convenus d'approfondir et d'élargir de façon significative les concessions offertes. L'accession de la Chine à l'Accord de Bangkok et la mise en œuvre de ces concessions le 1^{er} janvier 2002 ont eu un effet stimulant considérable sur l'Accord et les efforts entrepris pour le revitaliser.

66. Dans la mesure où l'adhésion est accessible à tous les pays en développement membres de la CESAP, il est possible au Cambodge d'accéder à l'Accord. Les concessions accordées au Cambodge aux termes de l'Accord de Bangkok contribueront à stimuler les exportations du Cambodge vers les pays membres de l'Accord. La CESAP a réalisé une analyse préliminaire qui a montré que la structure des exportations du Cambodge est un complément aux marchés majeurs de l'Accord de Bangkok^{xviii} et qu'à ce titre, d'excellentes opportunités d'exportation s'offrent au Cambodge dans la région de l'Accord de Bangkok, tout particulièrement les énormes marchés chinois, indien et coréen.

67. L'Accord de Bangkok fournit des types d'opportunité différents de ceux de l'ANASE dans des pays différents. Du fait d'un calendrier plus souple en matière de libéralisation, les industries nationales disposent de plus d'occasions (et de temps) pour s'adapter aux modèles changeants de la concurrence. Les avantages pouvant être tirés des opportunités d'exportation l'emportent largement sur les obligations, surtout pour un pays comme le Cambodge.

C. BONNE GOUVERNANCE

68. Les États ayant demandé leur adhésion à l'OMC ont fait une démarche importante et très sérieuse en matière de politique qui changera leur économie de façon permanente. Cela marquera la maturité du processus de réforme entamé ces dix dernières années dans presque toutes les économies émergentes. Le Cambodge ne fait pas exception. Dans la mesure où le pays réalise des progrès importants dans le processus d'accession à l'OMC, on reconnaît que des liens étroits existent entre la libéralisation commerciale et les réformes nationales. L'ouverture commerciale crée du rendement et par conséquent incite et fait pression sur les décideurs pour qu'ils poursuivent une bonne politique, soit parce qu'ils sont confrontés à la menace d'une fuite des capitaux, soit parce qu'ils se sont retrouvés

engagés dans des accords internationaux, implicites ou explicites, qui induisent une vérification de leur politique.

69. Comme pour le processus du Cadre stratégique provisoire de lutte contre la pauvreté, les questions commerciales ont été marginalisées au début de l'élaboration du premier Plan national d'action pour la gouvernance (PAG). Le PAG est un cadre stratégique continu qui prévoit une approche cohérente et transparente pour mieux coordonner les efforts dans ce qui constituait alors les huit domaines de réforme prioritaires tels que le système juridique, la lutte contre la corruption et les finances publiques.^{xix} Le PAG donne un aperçu de la stratégie et du plan d'action du gouvernement afin de poursuivre une bonne gouvernance qui constitue la base d'un développement durable, de la justice sociale et de la réduction de la pauvreté. À ce jour, les initiatives du PAG ont mis l'accent sur le renforcement et la création d'institutions et de procédés nécessaires pour que l'État applique les principes de la bonne gouvernance dans le cadre de ses compétences et afin d'acquérir les leviers nécessaires à cette dernière. Dans le suivi du PAG qui mettra davantage l'accent sur l'habilitation, l'intégration commerciale a été reconnue et s'est vu accorder une juste place dans l'ensemble des réformes économiques et juridiques. Le deuxième PAG envisagé incorporera une section sur le commerce et l'investissement.

D. APPLICATION DU PRINCIPE DE LÉGALITÉ ^{xx}

70. Les réformes juridiques sont passées au premier plan du fait de leur caractère prioritaire en ce qui concerne le calendrier de développement du Cambodge. Celles-ci sont engagées pour stimuler le développement d'un secteur privé vigoureux, pour répondre aux exigences de la régionalisation et de la mondialisation du commerce et pour rendre le gouvernement davantage responsable devant ses propres citoyens. L'économie devient de plus en plus complexe du fait de l'augmentation des taux d'urbanisation, du déplacement de la main-d'œuvre de l'agriculture vers l'industrie légère et les services, de l'expansion des marchés et de la croissance du secteur des entreprises. L'adhésion récente du Cambodge à l'ANASE et sa prochaine accession à l'OMC nécessitent des stratégies économiques qui soient plus à même de s'adapter aux changements de l'environnement. Dans ce contexte, le Cambodge doit tirer les enseignements de l'évolution historique sans précédent de l'Asie, sur le plan de l'industrialisation, de l'urbanisation et de la division croissante du travail qui ont modifié la société, l'économie et la politique. Tous ces changements demandent également la mise en place d'un cadre juridique qui apportera de la souplesse aux acteurs du marché, des institutions stables pour faire respecter les contrats et les droits de propriété et accroître la prévisibilité, la transparence et la responsabilité financière des actions menées par l'État.

71. La réforme du principe de légalité doit également faire progresser les aspects fondamentaux de la bonne gouvernance lorsque les organismes publics et les fonctionnaires sont tenus pour responsables devant le peuple de décisions prises ou d'actions engagées qui portent préjudice à la nation ou aux droits individuels, lorsqu'un système décisionnel fondé sur la réglementation fonctionne de façon prévisible, lorsque les informations sur les prises de décision, les politiques, les actions et les performances du secteur public sont mises à la disposition de la population selon le mode de transparence, et lorsque les responsables publics facilitent et favorisent un environnement dans lequel la population peut participer de façon significative au processus de développement.

72. De plus, dans la mesure où le Cambodge poursuit actuellement une politique orientée vers les marchés, en ouvrant le secteur industriel à la concurrence internationale, en attirant les investissements étrangers directs, en libéralisant le commerce des biens et services par la suppression des obstacles et par l'élaboration d'une réglementation de nouveaux domaines à caractère commercial, il est vital que les engagements de l'ANASE sur le plan juridique et les règles uniformes figurant dans les instruments juridiques de l'OMC soient appliqués ou définis comme des normes pour toutes les initiatives du gouvernement en matière de législation.

73. Au regard de toutes ces forces en présence, il est nécessaire, maintenant plus que jamais depuis 1993, d'élaborer un programme législatif cohérent qui définisse les desseins et les objectifs du programme de réforme de la législation dans son ensemble ainsi que les objectifs de chacun des textes de loi. Ce programme a été élaboré et révisé à plusieurs reprises afin de répondre aux nécessités politiques de l'accession à l'OMC. De plus, les progrès de la réforme du système juridique, bien qu'encore lents, commencent à montrer des signes d'une vigueur renouvelée avec la restructuration du Conseil pour la réforme du système juridique.

E. LE RENFORCEMENT DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT

74. Dans le cadre de ce plus vaste programme de développement économique, le Cambodge considère les politiques et la législation relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle comme des instruments importants dans la stratégie du pays en matière de développement économique, social, scientifique et technologique à court et long termes, comme en témoigne une série d'activités visant à réaliser ces objectifs, à savoir l'adhésion à l'OMPI en 1995, à la Convention de Paris en 1998, à l'Accord-cadre de l'ANASE sur la coopération en matière de propriété intellectuelle en 1999 et à l'Accord bilatéral sur la protection des droits de propriété intellectuelle et des relations commerciales avec les États-Unis en 1996. À court terme, le Cambodge a l'intention d'adhérer à la Convention de Berne et au Traité de coopération en matière de brevets.

75. Sur le plan de l'élaboration de la législation, la Loi sur les marques, les noms commerciaux et les actes de concurrence déloyale a été adoptée et promulguée le 17 février 2002. Un projet de loi sur les brevets, les certificats de modèles d'utilité et les dessins et modèles industriels a été approuvé par le Conseil des ministres le 12 octobre 2001 et soumis à l'examen de l'Assemblée nationale. Un projet de loi sur les droits d'auteur et droits connexes a également été adopté par le Conseil des ministres en mars 2002 et soumis à l'examen de l'Assemblée nationale.

76. Dans le cadre du processus d'accession, le Cambodge a également défini un calendrier national très ambitieux en matière de législation pour les années 2002, 2003 et 2004 afin de mettre en œuvre les prescriptions de l'OMC. Au terme du Plan d'action pour la mise en œuvre de la législation nationale a été prévue l'adoption de plus de 40 projets de loi ou de réglementations afin de compléter le Cadre juridique du Cambodge. Parmi ces derniers, on trouve différentes lois sur la propriété intellectuelle comme le projet de loi sur les indications géographiques comprenant les appellations d'origine, le projet de loi sur la protection des variétés végétales, le projet de loi sur les schémas de configuration de circuits intégrés et le projet de loi sur la protection des renseignements non divulgués.

F. RELIER LES NORMES DU COMMERCE ET CELLES DU TRAVAIL: FAIRE DU CAMBODGE UN LIEU D'APPROVISIONNEMENT SÛR ET FIABLE POUR LES TEXTILES ET LES VÊTEMENTS

77. L'année 1996, pendant laquelle le Cambodge a signé un accord commercial bilatéral avec les États-Unis et un Accord sur le textile avec l'Union européenne, a vu la naissance de l'industrie du vêtement au Cambodge. Avec l'octroi du statut NPF permanent par les États-Unis, les investisseurs ont commencé à venir installer leurs usines de vêtement et à exporter de manière intensive. Dans la mesure où l'industrie croissait à un taux exponentiel de 2 000 à 5 000 pour cent par an, les États-Unis se hâtèrent d'imposer des restrictions quantitatives sur les exportations cambodgiennes de vêtements en 1998. Les négociations durèrent près d'un an, car les États-Unis tentaient d'introduire, dans un accord sur le textile, un lien entre les normes du commerce et celles du travail. Les négociations étaient assez difficiles dans la mesure où les archives montraient qu'aucun pays au monde n'avait adhéré à la position américaine concernant ce lien entre les normes du commerce et celles du travail pour la simple raison que personne ne faisait confiance à l'altruisme des États-Unis; d'aucuns admettaient que les États-Unis pouvaient avoir un intérêt authentique à protéger les droits des

travailleurs dans ces lieux d'approvisionnement mais tout le monde considérait l'invocation de ce lien comme une tentative évidente de créer un autre obstacle technique au commerce.

78. Pourtant, le Cambodge a accepté l'existence de ce lien et ce faisant, a créé un précédent dans les annales des négociations sur le textile. Cela s'expliquait très clairement:

- Le Cambodge pensait que lier le commerce à la mise en œuvre des normes du travail devait constituer, pour un pays en développement, le moyen interne le plus efficace de s'assurer que les investisseurs étrangers n'exploitent pas les travailleurs locaux. En effet, le fait que le Ministre du commerce ait le pouvoir de refuser de délivrer des documents d'exportation à tout industriel du fait de la violation du droit cambodgien du travail n'a, jusqu'à présent, jamais manqué de le forcer à prendre des mesures correctives. Sans cette intervention, l'application du droit du travail serait ignorée par les investisseurs étrangers qui préféreraient payer 100 ou 200 dollars de pénalités et continuer à enfreindre la loi en licenciant tout salarié indésirable.
- Le lien établi entre les questions commerciales et les questions liées au travail ne constituait pas un "outil répressif" avec lequel les États-Unis pouvaient interdire l'accès des exportations cambodgiennes au marché américain. Il s'agissait d'une "faveur" visant à récompenser le Cambodge lorsque les conditions de travail s'amélioreraient dans le secteur du textile et du vêtement. Les États-Unis ont suffisamment assuré et réassuré que cette faveur était bien "réelle" et non "virtuelle".
- Le système de surveillance de l'OIT permettra de garantir que ce mécanisme ne sera pas partial ni utilisé à des fins politiques secrètes.
- Le Cambodge était également tout à fait sûr que les acheteurs américains fixeraient leurs propres règles (Code de conduite du vendeur) pour s'assurer qu'il n'achètent pas à un atelier clandestin et qu'ils aideraient ainsi le gouvernement du Cambodge à faire appliquer le droit du travail de la façon plus appropriée.

79. D'après l'Accord américano-cambodgien sur l'industrie du textile et du vêtement de 1999, les États-Unis étaient tenus de déterminer annuellement si les conditions de travail dans le secteur du textile et du vêtement au Cambodge étaient conformes au droit du travail et aux normes fondamentales du travail reconnues au plan international et, si c'était le cas, d'augmenter les contingents de 14 pour cent pour l'année suivante de l'accord. Au cours des trois dernières années, les États-Unis n'ont accordé au Cambodge qu'une augmentation de 9 pour cent du contingent et ce, malgré les nombreuses améliorations substantielles des conditions de travail. Cette situation a suscité beaucoup de mécontentement et a soulevé un doute sur la sincérité de l'engagement des États-Unis.

80. Rétrospectivement, l'expérience du Cambodge dans le secteur du vêtement sera difficile à répéter ou à imiter dans un autre pays pour les raisons suivantes:

- Le Cambodge est parti de zéro et n'a guère bénéficié de droits acquis grâce à des sphères d'influence.
- Les dirigeants actuels du Cambodge disposent de la volonté politique et du courage nécessaires pour lier les normes du commerce et celles du travail car, quoiqu'on en dise, le droit cambodgien du travail doit être appliqué par les Cambodgiens et moyennant quelques "encouragements" de l'étranger et quelques "mesures répressives" locales (refus de délivrer les documents d'exportation aux contrevenants), le droit du travail peut sûrement être mieux appliqué.

- La société cambodgienne est toujours très favorable à la démocratisation. Les grèves et manifestations de rue se produisent fréquemment et n'ont pas été réprimées même si la plupart d'entre elles sont illégales. Les gouvernements d'autres pays auraient, dans de telles circonstances, affiché une position bien plus ferme.
- Le lien existant avec les normes du travail peut être qualifié "d'épée à double tranchant": en théorie, ce lien était censé encourager les acheteurs américains à passer commande au Cambodge (moyennant la disparition des ateliers clandestins, de la main-d'œuvre enfantine et des heures supplémentaires forcées), mais en pratique, l'organisation de trop nombreuses grèves – parfois à l'initiative d'opposants politiques et parfois pour des raisons insignifiantes – a eu pour effet de dissuader l'acheteur américain (perturbations dans la production et dans les délais de livraison). Avec le temps, les syndicats ont acquis de la maturité, un meilleur niveau scolaire et plus de responsabilités envers les salariés.
- La clause du travail a été appliquée à toutes les usines de vêtement, y compris à celles n'exportant pas vers les États-Unis, (c'est-à-dire celles n'exportant que vers l'Union européenne). C'est la raison pour laquelle pas moins de 183 usines ont été incluses dans le système de suivi de l'OIT (y compris leurs sous-traitants).
- Le gouvernement souhaite ces mesures incitatives car elles constituent pour le Cambodge un avantage concurrentiel par rapport aux autres pays exportateurs de textile.
- Bien que les contingents doivent être supprimés progressivement d'ici à la fin 2004, des niveaux de contingent plus importants et plus généreux devraient être accordés à des PMA exemplaires comme le Cambodge; cela permettrait d'aider ce dernier à renforcer le secteur privé et à fournir davantage d'emplois aux Cambodgiens. À ce jour, les salaires de plus de 180 000 ouvriers du vêtement s'élèvent à plus de 12 millions de dollars.

VI. PRÉPARATION DE L'ACCESSION À L'OMC

A. UNE PERSPECTIVE HISTORIQUE: LES RELATIONS SPÉCIFIQUES DU CAMBODGE AVEC LE GATT^{xxi}

81. Le Cambodge jouissait jadis d'un statut spécial dans le cadre de l'Accord général sur les droits de douane et le commerce (GATT) du fait de ses liens passés avec la France et a également failli accéder au GATT par ses propres moyens. Son statut passé de colonie aurait pu faciliter l'accession du Cambodge au GATT. Aux termes de l'article XXVI:5 c) du GATT de 1947 – qui n'a actuellement aucun équivalent à l'OMC – les pays tels que le Cambodge ont été autorisés à emprunter un itinéraire relativement facile pour accéder au GATT. Les anciennes colonies des parties contractantes du GATT pouvaient acquérir de fait le statut du GATT dès l'obtention de leur indépendance. Le pays pouvait alors convertir ce statut de fait en statut de partie contractante du GATT à part entière par succession, un processus qui nécessitait un examen beaucoup moins strict de son régime commercial mais aussi beaucoup moins d'engagements nouveaux que le processus d'accession ordinaire prévu aux termes de l'article XXXIII du GATT. Certains pays sont parvenus à accéder au GATT peu après avoir obtenu leur indépendance alors que d'autres ont attendu des années avant de faire cette démarche. Le Cambodge a obtenu le droit d'emprunter l'itinéraire de l'accession dans la mesure où la France a véritablement appliqué les règles du GATT au commerce cambodgien alors que le pays était sous protectorat et en a dûment informé le GATT lors de l'indépendance du Cambodge. Cette option a

toutefois disparu avec le GATT et le Cambodge, au même titre que tous les autres pays qui se trouvent encore en dehors du système, doit répondre aujourd'hui à des exigences bien plus strictes pour l'accession à l'OMC.

82. Le Cambodge a en effet joui, de fait, d'un statut de partie contractante du GATT à l'instar des autres colonies françaises. Il a fait de sérieux efforts pour accéder au GATT par ses propres moyens et est même allé jusqu'à conclure les négociations avec les parties contractantes existantes concernant les termes de son protocole d'accession, lesquels ont été officiellement conclus le 6 avril 1962.^{xxii} Bien que la partie genevoise du processus fût terminée, le Cambodge n'a jamais achevé les procédures de ratification nationale. Le protocole de 1962 a disparu avec le GATT en 1995 et n'est pas pertinent au regard du statut de l'OMC. Le Cambodge est donc confronté à présent au même processus d'accession que les autres pays.

83. Le 19 octobre 1994, le Cambodge a posé sa candidature à l'accession aux termes de l'article XII de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce; un Groupe de travail a alors été créé en décembre de la même année pour examiner le processus d'accession du Cambodge. Avec l'assistance de la CNUCED et de la Banque mondiale, le Cambodge a achevé son Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur puis l'a soumis au Groupe de travail en mai 1999. Par la suite, le Cambodge a reçu 179 questions et observations sur l'Aide-mémoire de la part du Japon, de l'Union européenne, de l'Australie et des États-Unis. Le 8 novembre 2000, le Cambodge a fourni ses réponses ainsi que des documents appropriés, ce qui a donné lieu à l'organisation de la première réunion du Groupe de travail le 22 mai 2001 ainsi qu'à une série de négociations bilatérales avec certains membres concernés.

84. Alors que les résultats du premier cycle de négociations multilatérales et bilatérales étaient positifs, de nombreuses questions en suspens restaient encore à résoudre pour le Cambodge. Cent sept questions supplémentaires de nature substantielle et éclairante ont été reçues relativement aux réponses apportées à l'Aide-mémoire. À l'ordre du jour du deuxième Groupe de travail figurait la soumission d'un Plan d'action sur la législation nationale de même qu'une série de listes de contrôle sur la réglementation affectant le commerce des services, la réglementation affectant les obstacles techniques au commerce et les mesures sanitaires et phytosanitaires et la réglementation sur les ADPIC. Les documents préparés pour le deuxième Groupe de travail et les membres concernés étaient les suivants: 1) exemplaire électronique du recueil des droits de douane appliqués (nomenclature des droits de douane à six chiffres); 2) Plan d'action sur la législation; 3) proposition initiale de tarifs; 4) offre initiale de services (engagement sur les services); 5) Formulaire ACC/4 (liste de contrôle sur les mesures de soutien dans le secteur agricole); 6) ACC/5 (liste de contrôle sur la réglementation affectant le commerce des services); 7) ACC/8 (liste de contrôle sur la réglementation relative aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires); 8) ACC/9 (liste de contrôle sur les ADPIC); 9) réponses fournies par écrit aux questions posées par les membres concernés au cours de la première réunion du Groupe de travail.^{xxiii}

85. Immédiatement après la 4^{ème} Réunion ministérielle de Doha, M. Mike Moore, Directeur général de l'OMC, a visité le Cambodge le 27 novembre 2001, date à laquelle ce dernier a soumis ces documents pour la deuxième réunion du Groupe de travail. Au cours de la période du 6 au 17 février 2002, une deuxième réunion du Groupe de travail a été convoquée offrant au Cambodge la possibilité de s'engager dans deux voies de négociation distinctes - la voie bilatérale et la voie multilatérale - et d'engager une réunion plurilatérale informelle sur l'agriculture.^{xxiv} En conclusion, le Président du Groupe de travail, M. l'Ambassadeur Andrea Meloni, à l'occasion de la motion soulevée par la délégation de l'Union européenne, a recommandé que le Secrétariat de l'OMC entame la préparation du résumé factuel qui servirait à la rédaction du projet de rapport sur l'accession du Cambodge.

86. Il est intéressant de noter que le Cambodge est le premier PMA à avoir participé à une réunion d'un Groupe de travail après la Réunion ministérielle de Doha. Dans son discours d'ouverture de la deuxième réunion du Groupe de travail, le Ministre du commerce, M. Cham Prasidh, a souligné l'importance que revêtait cette réunion, qui était aussi la toute première d'un PMA après la 4^{ème} Réunion ministérielle de l'OMC de Doha. La Déclaration ministérielle de Doha (DMD) a renvoyé plus particulièrement au paragraphe 42 dans lequel figurent des dispositions soulignant la nécessité d'accélérer et de faciliter l'accession des PMA. M. Cham Prasidh a répété au Groupe de travail que l'accession du Cambodge mettait à l'épreuve la sincérité et les intentions des pays avancés relativement à la DMD.

87. Le Cambodge vient tout juste d'achever sa préparation à la troisième Réunion du Groupe de travail prévue vers la fin du mois de juillet 2002. Pour ce cycle, la documentation comprend la soumission d'un Plan d'action révisé sur la législation nationale, une proposition de droits de douane révisée, une offre de services révisée, une liste de contrôle des ADPIC révisée et une série de plans d'action relatifs à des domaines tels que les obstacles techniques au commerce, les mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS), l'évaluation en douane pour laquelle le Cambodge a demandé une période de transition. Le Cambodge est également sur le point d'adopter un sous-décret afin de définir trois points à examiner (les mesures sanitaires et phytosanitaires, les obstacles techniques au commerce et les services) ainsi qu'une unité chargée de la mise en conformité avec les règles de l'OMC.

Déclaration de Cham Prasidh, Ministre du commerce, lors de la 2^{ème} Réunion du Groupe de travail en février 2002

"... Ce n'est peut-être pas en essayant, à ce stade, d'obtenir le maximum de concessions d'un tout petit pays comme le Cambodge que les Membres de l'OMC obtiendront quelque chose d'important pour leur pays, c'est en revanche dans le nouveau cycle de négociations commerciales qui s'est amorcé à Doha en novembre dernier que des profits plus substantiels doivent être recherchés. Nous ne sommes pas pressés d'adhérer à l'OMC simplement pour en devenir membre mais au contraire pour nous trouver en position de jouer un rôle plus actif et de tirer profit du système commercial mondial. Si nous ne recueillions pas au Cambodge les bénéfices de la mondialisation, l'ensemble du processus de préparation que nous avons engagé jusque-là serait compromis par les forces d'opposition à la mondialisation, lesquelles adoptent encore, dans notre pays, une position attentiste ..."

88. Même si les implications à court terme de l'adhésion à l'OMC devraient indiquer probablement que les coûts l'emportent sur les profits, à long terme, les profits pourraient bien dépasser largement les coûts. Non seulement l'adhésion à l'OMC fournit aux économies plus modestes et plus vulnérables comme celle du Cambodge une meilleure protection, un régime NPF non discriminatoire et un recours au principe de légalité, mais elle leur fournit également un bien meilleur accès aux marchés internationaux, stimule les réformes nationales et le développement économique tout en permettant, dans le même temps, de tenir compte des nombreuses exceptions aux termes des clauses spéciales et différenciées et de l'assistance technique.

B. ENSEIGNEMENTS À TIRER DU PROCESSUS D'ACCESSION DU CAMBODGE ... LES ENJEUX POUR L'AVENIR

89. L'accession imminente du Cambodge à l'OMC constitue un enjeu majeur pour le pays. Le Cambodge doit préparer des documents complexes et volumineux concernant son régime commercial des biens et des services et va s'engager dans de longues négociations avec les pays membres de l'OMC au niveau bilatéral comme au niveau multilatéral. Nous devons également réaliser des réformes législatives pour parvenir à une parfaite conformité avec les prescriptions relatives à la mise en œuvre des Accords de l'OMC. Par ailleurs, l'accession à l'OMC demande une parfaite compréhension des Accords qui vont du commerce des biens et services aux droits de propriété

intellectuelle qui touchent au commerce et aux mesures concernant les investissements et liées au commerce.

90. Bien que de nombreuses délégations de l'OMC reconnaissent que le Cambodge a réalisé des progrès considérables dans la préparation de son accession, le pays présente encore des insuffisances dans le domaine de la négociation sur l'agriculture et de l'élaboration d'une législation conforme aux prescriptions de l'OMC. En matière d'offre de services, le Cambodge doit continuer à faire preuve de discernement sur les implications en termes d'économie et de politique résultant des différents engagements dans le secteur des services tels que les télécommunications, les services financiers, les services professionnels, etc.

91. Le Cambodge doit mobiliser les ressources nécessaires, à la fois financières et en nature, afin de couvrir les dépenses associées au processus d'accession, notamment la participation aux réunions, les missions à Genève et les missions bilatérales, les adaptations du cadre national juridique et institutionnel, le coût des services de traduction et le manque à gagner pour l'État résultant des concessions accordées. Par ailleurs, le Cambodge doit s'assurer que ses concessions et engagements pris aux termes du processus d'accession à l'OMC sont conformes à ses autres obligations (par exemple les conditions de prêt du FMI ou de la Banque mondiale) et qu'ils sont compatibles avec ceux que le Cambodge a déjà pris ou doit prendre aux termes d'accords commerciaux régionaux tels que l'ANASE ou l'Accord de Bangkok. En cette matière, de fréquentes consultations avec les autres pays membres des accords commerciaux régionaux sont vraiment nécessaires pour éviter tout conflit ultérieur éventuel.

C. OBJECTIF: LE CAMBODGE ASPIRE À DEVENIR LE PREMIER PMA À ACCÉDER À L'OMC ... DEPUIS 1995

92. Au rythme où se déroule le processus d'accession, le Cambodge a de bonnes chances de devenir le premier PMA à accéder à l'OMC. Toutefois, la volonté et l'engagement politiques du Cambodge visant à accélérer le processus d'accession ne sauraient suffire. L'OMC doit réexaminer la notion de procédures "accélérées" concernant l'intégration des procédures administratives relatives à l'admission des PMA comme l'a proposé l'Union européenne.^{xxv}

93. Pour leur part, les Membres de l'OMC doivent faire preuve de réalisme dans le cadre de leurs demandes de concessions au Cambodge et prendre dûment en considération les contraintes financières, économiques, institutionnelles et autres qui sont les siennes. Par ailleurs, les Membres puissants de l'OMC doivent s'abstenir d'insister sur les obligations dépassant le cadre des PMA ou pire encore celui de l'OMC, pour le Cambodge, pays ne disposant pas des capacités actuelles ou potentielles pour devenir un acteur majeur sur le marché mondial. Ils doivent tenir compte des chocs internes dus aux adaptations auxquels le Cambodge va être confronté lorsqu'il se conformera aux nouvelles règles, à défaut de concessions raisonnables durant cette transition. La simple demande qu'un calendrier raisonnable de quelques engagements soit établi en matière de biens et de services serait perçue comme un geste positif de la part de tous les Membres de l'OMC. Par conséquent, l'exclusion des conditions dépassant le cadre de l'OMC pour l'accession et l'extension automatique des dispositions spéciales et différenciées pour le Cambodge – en qualité de PMA – semblerait être un bon point de départ.

94. Parallèlement, le Cambodge peut tirer profit de son statut de participant au programme pilote du Cadre intégré pour s'assurer une partie du nécessaire renforcement des capacités liées au commerce à la fois pour améliorer ses connaissances et la mise en œuvre des règles commerciales et pour mieux exploiter l'amélioration de l'accès aux marchés pour ses exportations. Les nations avancées doivent étendre leur assistance technique au Cambodge suivant une méthode accélérée dans certains domaines spécifiques où la conformité immédiate aux règles de l'OMC est nécessaire conformément aux promesses faites dans de nombreuses déclarations politiques telles que:

- les objectifs de développement pour le millénaire (septembre 2000), en particulier l'objectif concernant l'élaboration d'un partenariat mondial pour le développement (Objectif n° 8), orienté vers l'établissement d'une mondialisation non discriminatoire et juste à laquelle il sera plus facile de parvenir en utilisant un "paradigme de développement humain". La Déclaration du millénaire comprend des considérations critiques sur la poursuite de l'élaboration d'un système commercial ouvert, réglementé, prévisible et non discriminatoire ainsi qu'un engagement envers une bonne gouvernance, au développement et à la réduction de la pauvreté – aux plans national et international.
- l'appel lancé l'année dernière par les pays de la Quadrilatérale concernant les Règles de l'OMC et leur mise en œuvre (mai 2001) dans lequel ces derniers disaient vouloir user pleinement de la souplesse prévue aux termes des Accords de l'OMC pour les PMA, ce qui consistait notamment à accorder des périodes de transition pour la mise en œuvre complète des règles spécifiques. Bien que leur objectif doive être l'adoption des dispositions de l'OMC lors de l'accession, ces périodes de transition peuvent être appliquées aux PMA en cours d'accession sur demande et sur présentation d'un plan d'action détaillé afin d'assurer la conformité aux règles de l'OMC, plan qui devra être inclus au protocole d'accession. La mise en œuvre d'un plan d'action pourrait être favorisée par une assistance technique.
- la quatrième Déclaration ministérielle de l'OMC établie à Doha (Qatar) en novembre 2001 qui a souligné que la coopération technique et le renforcement des capacités étaient des éléments essentiels sur le plan du développement d'un système commercial multilatéral. Cette Déclaration fournit le mandat et les ressources nécessaires pour aider les pays à intégrer le commerce aux plans nationaux de développement économique et de stratégie en matière de réduction de la pauvreté.
- La Conférence sur le financement du développement (mars 2002) qui a fourni des opportunités supplémentaires pour résoudre le problème des besoins en capacités pour les PMA relativement au commerce et à la réduction de la pauvreté. La Conférence sur le financement du développement va permettre d'orienter le débat vers un nouveau cadre de ressources qui dépasse le cadre de l'aide publique au développement et comprend, entre autres, la mobilisation des ressources nationales, les recettes générées par le commerce et l'IED.
- ... d'autres déclarations sont éventuellement à venir lors du prochain Sommet mondial pour le développement durable qui se tiendra à Johannesburg en Afrique du Sud en août 2002 où l'on s'attend à la mise au point d'un plan d'action solide à présent que de nouvelles ressources ont été mises au jour à Monterrey à la suite de la décision prise par l'Union européenne et les États-Unis d'intensifier l'aide au développement.

VII. INTÉGRATION ET "RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE"

Le renforcement des capacités liées au commerce renvoie à:

une série d'activités cohérentes financées par des donateurs (bilatéraux et multilatéraux) et des pays partenaires et conçues pour accroître les capacités des décideurs, des entreprises et des acteurs de la société civile à l'échelon national afin d'améliorer les performances commerciales par le renforcement des politiques et des institutions dans le cadre d'une approche complète permettant à un pays d'atteindre l'ensemble de ses objectifs en matière de développement et de lutte contre la pauvreté (DFID 2001, OCDE 2001).

95. Les économistes spécialisés dans le développement s'accordent à penser que la capacité de chaque PMA (et le Cambodge ne déroge pas à la règle) à participer plus complètement à l'économie mondiale est généralement freinée par des facteurs de blocage et des restrictions résultant de trois éléments principaux: 1) des obstacles au commerce aux frontières, 2) des obstacles "au-delà de la frontière" et 3) des obstacles à l'accès aux marchés mondiaux. Ce diagnostic s'applique très largement au Cambodge dont l'expérience a montré qu'en dépit de la réussite des dernières années (le Cambodge est le seul PMA à avoir atteint le seuil du milliard de dollars d'exportation), les exportateurs cambodgiens doivent souvent se battre pour rester compétitifs. Les coûts des activités d'exportation au Cambodge sont souvent très élevés. Cela s'explique peut-être par le fait que certaines pièces de notre cadre macroéconomique et juridique sont toujours manquantes dans la mesure où les incitations à l'investissement ne sont pas toujours appropriées en raison des faiblesses des infrastructures physiques, des coûts excessivement élevés de la facilitation du commerce (les réformes de l'administration fiscale et douanière ne sont pas encore mises en place) ou pour d'autres raisons. Par conséquent, la consolidation, l'expansion et la diversification des secteurs d'exportation du Cambodge nécessiteront la suppression de ces facteurs de blocage et l'assouplissement des restrictions qui, à l'heure actuelle, freinent son développement.

96. L'un des résultats cruciaux de l'étude diagnostique sur le Cadre intégré est que les facteurs de blocage de l'approvisionnement constituent davantage une contrainte que l'accès aux marchés en matière de développement du commerce au Cambodge. Le nouveau régime commercial multilatéral et la libéralisation des comptes de capitaux ont créé un environnement dans lequel les pays les plus compétitifs tirent profit de l'ouverture.

97. La compétitivité des entreprises et des produits du Cambodge sur le marché mondial est fonction de la structure des coûts de leur production, de leur productivité et de leurs taux de change. La structure des coûts est en partie influencée par le coût des services en matière d'infrastructure (télécommunications, services publics, zones industrielles, etc.) et par des impôts directs ou indirects sur les exportations. Certains de ces coûts sont élevés comparés à ceux des pays concurrents. Les salaires et la productivité du travail sont d'autres éléments de cette compétitivité. Comparée à celle des pays concurrents, la productivité du travail au Cambodge a tendance à être faible en raison d'un certain nombre de facteurs, notamment le niveau de qualification assez peu élevé de la main-d'œuvre et le régime d'incitation pour la croissance de la productivité. Il est absolument nécessaire de développer des conditions favorables à une croissance plus rapide de la productivité dans le secteur de l'exportation.

98. Le développement de nouveaux produits et marchés d'exportation demande que soit également mise en place une série de services d'appui au commerce (information commerciale, promotion commerciale, financement du commerce et autres) pour aider les sociétés d'exportation et pour stimuler les diverses compétences en matière d'exportation au sein de ces entreprises. Les

capacités humaines et institutionnelles actuelles du Cambodge dans ce vaste domaine sont inappropriées.

99. Le développement de nouveaux produits et marchés d'exportation demande également de nouvelles capacités d'entreprise, lesquelles sont également faibles au Cambodge. Même si les économies nationales sont mobilisées pour l'investissement dans le secteur du commerce, on est confronté à un manque de capital "non actif", c'est-à-dire le savoir-faire dont les entrepreneurs ont besoin s'ils veulent réussir. Les modalités de transfert ou de développement de ce savoir-faire au Cambodge doivent faire l'objet de l'attention du gouvernement et des entreprises.

100. Si le Cambodge veut améliorer son rendement commercial, il doit à l'évidence franchir nombre de ces obstacles. Le manque de capacité doit être résolu dans des domaines très divers, souvent simultanément, et une grande variété de parties prenantes doit être engagée. "Une grande capacité à se conformer aux règles commerciales" est nécessaire pour permettre au Cambodge d'améliorer ses connaissances et la mise en œuvre de règles commerciales tandis que "la capacité de compétitivité commerciale" est nécessaire pour permettre au Cambodge de mieux exploiter l'amélioration de l'accès aux marchés pour ses exportations. Sans assistance technique et financière pour accroître les capacités du pays à répondre à l'offre et pour renforcer la compétitivité des produits cambodgiens, l'économie nationale ne sera pas en mesure de participer à l'économie mondiale d'une façon qui lui permettrait d'en bénéficier.

101. Tout au long de l'étude diagnostique, ces obstacles ont été identifiés et des diagnostics sains ont été formulés, adoptés et rapportés dans la matrice d'assistance technique. L'enjeu immédiat pour le gouvernement était alors de conserver cette dynamique et de faire de cette matrice pour l'assistance technique une réalité concrète. La stratégie du gouvernement a été de lancer immédiatement quelques petites initiatives établies à partir de la matrice d'assistance technique grâce aux fonds existants affectés aux études diagnostiques sur le Cadre intégré tout en accordant le temps nécessaire à la préparation de projets plus vastes devant être mis en œuvre à moyen ou long terme. Dans les mois qui ont suivi l'adoption de la matrice pour l'assistance technique, le Cambodge y a régulièrement fait appel en tant qu'outil de coordination dans sa volonté de mobiliser l'aide au renforcement des capacités. À cet égard, la matrice d'assistance technique est un indicateur concret de la réussite du Cadre intégré concernant la collaboration et la coordination entre les donateurs. Nombre de ces activités se sont concrétisées tandis que d'autres (comme le soulignent les pages suivantes) sont en cours de développement.

102. Lors de la prochaine réunion du groupe consultatif en juin 2002, le Cambodge tentera de tirer profit de son statut de participant au programme pilote du Cadre intégré afin de garantir un nouveau renforcement nécessaire des capacités liées au commerce à la fois pour parfaire ses connaissances et la mise en œuvre des règles commerciales et pour exploiter l'amélioration de l'accès aux marchés pour ses exportations. Certaines propositions concrètes ont été faites par divers organismes, lesquelles sont rapportées au dessous de l'intitulé de chacun d'eux.

A. LISTE DES ACTIVITÉS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS LIÉES AU COMMERCE ENTREPRISES OU PROPOSÉES PAR LES SIX PRINCIPAUX ORGANISMES ET LES DONATEURS BILATÉRAUX

a) Fonds monétaire international (FMI)

103. L'assistance technique liée au commerce fournie par le FMI a tout d'abord mis l'accent sur les questions relatives à la facilitation du commerce (administration douanière), sur l'amélioration des capacités en termes de politique fiscale et d'administration, et sur les capacités à collecter, composer, analyser et diffuser de très nombreuses statistiques économiques et des données externes sur le commerce par une réforme du cadre institutionnel des statistiques.

Projet de loi sur l'insolvabilité:

104. Le FMI a assisté le Ministère du commerce dans la formulation et la mise en œuvre de la loi et de la réglementation relative à l'insolvabilité des entreprises dans le cadre des efforts de réforme juridique globale. Le projet s'inscrit dans le Plan d'action sur la coopération technique du FMI et se trouve mis en œuvre comme un projet d'assistance technique conjoint du FMI et du PNUD.

b) Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI)

105. Le CCI s'est activement impliqué dans les activités liées aux améliorations et en particulier au développement de l'offre, dans la préparation de secteur privé à l'exportation et à la formation pratique au développement des entreprises.

Création d'un réseau d'appui au commerce:

106. Avec l'assistance du CCI et à la suite des résultats du Forum exécutif du CCI de 2001 qui s'est tenu à Montreux, le Cambodge a été en mesure de créer, sur cette base, un réseau d'appui au commerce. Ce réseau s'écarte de l'approche traditionnelle et a consisté pour le Ministère du commerce à tenter de satisfaire les besoins des exportateurs en matière de service d'appui au commerce. Des entités très diverses issues du secteur privé comme du secteur public et capables de fournir des services d'appui au commerce ont été rassemblées, quoique de façon informelle et improvisée.

... Cela m'intéresse beaucoup de participer au séminaire sur le réseau d'appui au commerce. Les informations qu'il apporte sont très importantes pour nos étudiants dans le cadre des travaux de recherche, des épreuves ou des dissertations. Je distribue toujours vos présentations à nos étudiants, à notre personnel ou à nos maîtres de conférence ... L'Institut international du Cambodge croit fermement que la formation constitue l'un des facteurs les plus importants pour créer une société civile juste, prospère et paisible au Cambodge. Ce qui nous intéresse tout particulièrement, c'est de rassembler des documents sur l'économie, les entreprises et les pratiques commerciales du Cambodge et des pays du monde entier... les documents disponibles tels que "Le guide des entreprises du système commercial mondial" nous seraient très précieux pour faire comprendre à nos étudiants les nouvelles questions qui se posent au Cambodge et au monde ...

Chhuon Chan Than, Directeur
Institut international du Cambodge (IIC), Phnom Penh

Adhésion au World Tr@de Net du CCI:

Le 17 décembre 2001, le Ministère du commerce du Cambodge a officiellement mis en place, dans ses locaux, un point focal local: World Tr@de Net. L'accès à ce réseau permettra aux entreprises du Cambodge de mieux gérer leur participation commerciale grâce à une meilleure connaissance du système commercial mondial. Les directeurs de société seront ainsi mieux informés et pourront donc améliorer leurs stratégies commerciales. De plus, le réseau permettra également aux responsables du gouvernement et aux entreprises de travailler ensemble plus efficacement.

Programme relatif à la promotion du commerce Sud-Sud:

107. Enquête sur la demande des produits agroalimentaires et des produits de l'industrie alimentaire. Le CCI a commandé une enquête sur la demande couvrant les intrants de matières premières et les importations de produits sélectionnés destinées aux utilisateurs finals, y compris des ingrédients et des arômes alimentaires, des jus de fruit et de légumes, des produits céréaliers, des produits oléagineux, des produits apicoles, des épices, de la pâtisserie et des spécialités alimentaires

du Cambodge. Le principal objectif de l'enquête sur la demande était de fournir une information complète sur le marché des produits sélectionnés ci-dessus, en vue d'aider les fournisseurs potentiels de ces produits à tirer profit des opportunités commerciales existantes. Le résultat de cette enquête a été utilisé par le CCI lors d'une réunion entre acheteurs et vendeurs sur les produits agroalimentaires et les produits de l'industrie agroalimentaire en novembre dernier (2001) à Singapour. En plus de la description des caractéristiques du marché favorables aux fournisseurs potentiels du Cambodge, l'enquête avait également pour but d'analyser les contraintes existantes du secteur des importations concerné et de formuler des recommandations d'actions au gouvernement et aux autres décideurs en matière de développement.

Développement de l'industrie des huiles essentielles et des épices:

108. Dans le cadre d'une série d'initiatives visant à diversifier le secteur agricole et en soutien à la stratégie commerciale en faveur des pauvres, le CCI a récemment achevé une évaluation des capacités potentielles du Cambodge à pénétrer, en tant qu'exportateur, sur le marché international des huiles essentielles et des épices et a identifié les prochaines étapes qui jalonnent la voie conduisant au développement. Pour les deux groupes de marchandises, la concurrence est effective entre les fournisseurs existants sur la base du prix du produit, de sa qualité et des normes de services commerciaux. Toutefois, ces conditions n'excluent pas que le Cambodge réussisse à pénétrer sur le marché à l'aide de marchandises soigneusement sélectionnées. Pour réussir, il s'agit de: i) se fixer pour objectif de conquérir une petite part d'un vaste marché international, lorsque l'accès aux marchés est relativement aisé; ii) sélectionner les marchandises qui ne présentent pas de grandes difficultés en ce qui concerne l'acquisition des compétences techniques pour une production de qualité acceptable; et iii) tirer profit des avantages comparatifs constatés du Cambodge, en particulier le faible coût du travail en matière agricole, les terres arables sous-exploitées et l'intérêt considérable que représente pour l'agriculteur l'adoption de nouveaux produits générateurs de bénéfices. Le CCI dispose d'un projet achevé de l'ordre de 300 000 à 400 000 dollars EU pouvant être soumis au gouvernement suisse ou à tous autres donateurs intéressés.

Programme de lutte contre la pauvreté basé sur l'exportation du CCI:

109. Le CCI a choisi six pays (la Bolivie, le Cambodge, la Namibie, Madagascar, le Pérou et le Viet Nam) pour mettre en œuvre le programme de lutte contre la pauvreté, lequel s'attache pour commencer à deux sous-secteurs: les produits agricoles transformés et les composants manufacturés simples. La priorité de l'intervention sera d'aider les communautés défavorisées à produire des produits destinés à l'exportation (création de groupes de producteurs, formation aux compétences d'entrepreneurs, aide à l'adaptation des produits aux nécessités des marchés d'exportation, partenariat avec des organismes de microfinancement pour répondre aux besoins de crédit des producteurs).

Stratégie industrielle dans le domaine des plantes médicinales et aromatiques:

110. Le CCI a également envisagé d'aider le Cambodge à élaborer une stratégie industrielle dans le secteur des plantes médicinales et aromatiques, le Cambodge disposant, selon lui, du climat et des sols qui permettraient à cette stratégie de réussir. Ce sous-secteur peut générer d'excellents rapports comparé à d'autres produits agricoles.

Outils d'analyse des marchés stratégiques et opérationnels du CCI:

111. Le CCI réalise et diffuse des travaux de recherche sur les marchés et des analyses commerciales à l'intention des exportateurs, des importateurs et des organismes d'appui au commerce dans les pays en développement et les économies de transition. Les activités du CCI en matière d'analyse des marchés ont porté tout particulièrement sur l'analyse approfondie des flux commerciaux internationaux qui s'appuie sur le programme TradeMap et le développement d'outils d'analyse des

marchés et la promotion commerciale accessibles par les deux nouveaux portails d'analyse des marchés (MAP) (par pays et par produit).

a) Portails d'analyse des marchés par pays (Country MAPs):

Cette application a été conçue pour évaluer les performances commerciales de 184 pays par secteur et par produit spécifique en se fondant sur un large choix d'outils d'analyse. Ceux-ci comprennent l'indice de performance commerciale sur la compétitivité des exportations, le programme National Export TradeMaps portant sur le portefeuille d'exportations du pays concerné, le modèle de simulation commerciale économétrique Trade Sim portant sur le potentiel commercial bilatéral, les liens entre le commerce et l'emploi et une estimation de la fiabilité et des caractéristiques relatives aux statistiques commerciales nationales.

b) Portails d'analyse des marchés par produit (Product MAPS):

Cette application doit être lancée début 2002 et représente une source très précieuse d'informations, à la fois sur les aspects quantitatifs et qualitatifs de l'analyse des marchés. Les portails d'analyse du marché par produit comportent 72 portails de produits qui recouvrent le commerce de 5 000 produits dans 184 pays et constituent un organisme virtuel pour l'analyse des marchés soulignant tout particulièrement les besoins des pays en développement. Les portails d'analyse du marché par produit facilitent l'identification des marchés dynamiques de l'importation et des exportateurs compétitifs et offrent un service interactif permettant de suivre les flux commerciaux internationaux.

c) Portail d'analyse des marchés commerciaux par l'organisme d'appui au commerce (TSI TradeMap):

Cet outil interactif présente les valeurs et les quantités d'importation et d'exportation, les taux de croissance et la part de marché de 5 000 produits et 200 pays et permet aux utilisateurs d'analyser leurs marchés d'importation et d'exportation dans le cadre de commercialisations ciblées, d'étudier les performances des pays qui se font concurrence et d'évaluer les possibilités de diversification des produits. À compter de l'année 2002, TSI TradeMap fournira également des données sur les droits de douane et les obstacles non tarifaires.

d) Service d'informations sur les marchés:

Ce service fournit les prix ainsi qu'une analyse des marchés hebdomadaire et mensuelle pour plusieurs centaines de produits répartis dans huit catégories. Les secteurs couverts comprennent les fruits, les légumes et fleurs coupées, les matières premières pharmaceutiques, les jus de fruit, les épices et le riz.

e) Base de données commerciales (PC-TAS):

La plus vaste base de données au monde mise à jour tous les ans sur CD-Rom comporte des statistiques sur les exportations et les importations spécifiques à chaque produit dans quelque 200 pays.

f) Rapport de synthèse des marchés:

Chaque année, le CCI publie un rapport de synthèse des marchés sur les produits intéressant les pays en développement. Le rapport de synthèse des marchés fournit une vue

d'ensemble des marchés, des statistiques et tendances commerciales, des développements récents du marché, des règlements, des renseignements sur les prix, sur les emballages, des informations sur les importateurs, des adresses importantes ainsi que le calendrier des foires.

112. Le Ministère du commerce recherche actuellement des soutiens financiers s'élevant à 50 000 dollars EU afin d'acquérir l'ensemble de ces outils pour trois ans.

c) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

113. La CNUCED s'est activement engagée à fournir une analyse de la politique relative au commerce et à l'investissement. L'assistance technique liée au commerce fournie jusqu'à ce jour comporte une formation et une assistance à la négociation commerciale et à la mise en œuvre des engagements, des conseils sur l'accession à l'OMC, une formation et une assistance à la conformité des règles, à la gestion portuaire et à l'administration douanière.

Accession à l'OMC:

114. Le Cambodge considère la CNUCED comme l'organisme principal en matière de formation et d'assistance aux négociations et à l'accession à l'OMC depuis 1997. Des missions ont été organisées en fonction des besoins afin d'aider le gouvernement à finaliser les documents de l'OMC avant leur soumission au Groupe de travail. Les conseils dispensés recouvrent l'ensemble des domaines visés par les réponses donner à l'OMC, l'offre concernant les droits de douane appliqués aux marchandises, l'offre concernant les services, des listes de questions techniques (agriculture, obstacles techniques au commerce, mesures SPS et ADPIC), ainsi que différents plans d'action pour les deux dernières réunions du Groupe de travail de l'OMC en 2001-2002.

Traduction des documents relatifs aux négociations commerciales:

115. Ce projet implique que soient traduits et publiés en khmer les trois documents clés, à savoir: le Guide professionnel sur le système de commerce international, publié par le CCI et le Secrétariat du Commonwealth, "Outil pour les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture", et "Outil pour les négociations commerciales multilatérales sur le commerce des services" publiés par le Programme sur la diplomatie commerciale de la CNUCED. Ce projet était tout à fait opportun et utile dans la mesure où le Cambodge se préparait au troisième cycle de négociations. De plus, une série d'ateliers de formation a été organisée à l'intention des parties prenantes telles que les organismes d'État concernés par l'OMC, les participants du secteur privé et les organisations de la société civile, notamment le milieu universitaire.

Voyages d'études:

116. En 2000 et 2001, la CNUCED a parrainé plusieurs voyages d'études et formations à l'intention de 12 représentants cambodgiens à Genève. Les autres activités comprenaient le lancement du Rapport sur l'investissement mondial au Cambodge et la participation à un Séminaire sur le savoir traditionnel en Inde.

Formation en langue anglaise des négociateurs commerciaux:

117. Le Cambodge sera habilité à recevoir une assistance technique complémentaire dans le cadre de la formation en langue anglaise des négociateurs commerciaux à Londres ainsi qu'une aide affectée à l'acquisition d'un matériel informatique lorsque ces projets auront été approuvés par les donateurs.

Programme de formation au commerce:

118. Le programme de formation au commerce a pour but de renforcer les capacités de formation dans les pays en développement, en particulier les PMA, dans le domaine du commerce international et des services liés au commerce. La stratégie de ce programme comprend la mise en place de partenariats pour le développement avec d'autres organismes de formations afin de permettre un échange permanent d'informations, de cours et d'enseignants, le développement, la création et l'actualisation de stages de formation de grande qualité qui répondent aux besoins des personnes concernées par le commerce international, la participation de cadres issus du secteur privé comme du secteur public et l'organisation de séminaires nationaux et régionaux et de stages de formation au sein des membres institutionnels du réseau. Ce projet aura également pour but d'aider le Ministère du commerce à créer un institut commercial international en partenariat avec le secteur privé et le milieu universitaire. Il est prévu que le financement soit assuré par le gouvernement français afin de couvrir le coût des programmes concernant le Cambodge et la République démocratique populaire du Lao.

Projets de Guides de l'investissement de la CNUCED et de la CCI:

119. La CNUCED, en partenariat avec la Chambre de commerce internationale (CCI), a lancé une mission visant à entamer la préparation d'un guide de l'investissement destiné au Cambodge à l'usage des investisseurs étrangers potentiels.

*Projets proposés par le Cadre intégré de la CNUCED:**Assistance à l'accession à l'OMC:*

120. Bien que la CNUCED ait entamé diverses activités en faveur du renforcement des capacités telles que la formation des négociateurs commerciaux, des séances de réflexions approfondies et des séminaires à l'intention des responsables cambodgiens, beaucoup reste encore à faire pour aider le Cambodge à adhérer à l'OMC afin qu'il devienne un acteur efficace au sein du système commercial multilatéral. Par conséquent, l'objectif de ce projet est de poursuivre l'assistance des négociateurs commerciaux et des décideurs du Cambodge à travers la formation et l'assistance technique afin de lui permettre de participer efficacement au système commercial international et notamment d'accéder à l'OMC et de prendre part aux négociations commerciales de l'après-Doha.

Examen de l'accord préférentiel dans le secteur du textile:

121. Ces dernières années, le suivi et l'analyse par la CNUCED des préférences commerciales mis à la disposition du Cambodge démontrent que, dans bien des cas, une partie conséquente des exportations cambodgiennes, bien que pouvant bénéficier des préférences commerciales (principalement du SGP), n'ont pas été autorisées, et ne sont toujours pas autorisées, à jouir de ces droits de douane préférentiels, provoquant ainsi le paiement superflu de droits de douane NPF, le rejet d'importations, des épreuves superflues, du gaspillage, des frais juridiques et un manque à gagner général. Parmi les facteurs identifiés comme affectant l'efficacité (c'est-à-dire l'utilisation) du SGP et d'autres accords préférentiels figure le manque de compréhension des régimes de préférence disponibles et, plus important encore, les difficultés techniques à remplir les conditions associées aux préférences, entre autres les règles d'origine. Le présent projet assistera et permettra aux responsables du Ministère du commerce cambodgiens, aux exportateurs, à la Chambre du commerce et aux entreprises en général de tirer pleinement profit des possibilités commerciales offertes au Cambodge par l'utilisation optimale des préférences commerciales multilatérales, régionales et bilatérales réciproques ou non réciproques.

Aide à la réforme portuaire:

122. Étude sur la réforme portuaire: le projet examinera le secteur des ports maritimes dans le but de définir les réformes requises pour réduire les coûts portuaires et améliorer les services offerts aux usagers des ports, en améliorant ainsi le climat de l'investissement commercial et régional. Une équipe de conseils collaborera avec des responsables du transport et des négociateurs locaux afin d'établir un plan stratégique pour le secteur portuaire qui comprendrait un plan des changements requis pour améliorer la rentabilité des ports. Cette étude examinera les objectifs du gouvernement concernant le port de Sihanoukville, les procédures utilisées pour définir les droits de douane, le rôle du secteur privé, les moyens d'encourager la concurrence et l'effet des procédures administratives sur la rentabilité et les coûts portuaires.

Formation des directeurs de port (formation au commerce):

123. Le projet portera sur le renforcement des capacités des directeurs de port cambodgiens dans le cadre du programme de certification professionnelle des directeurs de port de la CNUCED; il s'agit d'un stage de formation complet qui a pour but de préparer les nouveaux arrivants et les directeurs qualifiés pour la formation à toutes les questions relatives à la gestion des ports.

SYDONIA (assistance aux douanes):

124. Ce projet consistera à mettre en place un site pilote nommé SYDONIA.

Renforcement des capacités dans le secteur du tourisme:

125. Ce projet fournira les moyens nécessaires pour aider le Cambodge à développer ses capacités administratives et sa capacité d'entreprise afin d'améliorer la compétitivité du tourisme par des relations en amont avec le reste de l'économie nationale. Cela apportera au pays plus de revenus et moins de pertes de recettes issues du tourisme. Ce projet va donc contribuer à un meilleur usage du secteur du tourisme et constitue un outil de développement et de lutte contre la pauvreté.

OUTILS DESTINÉS À LA NÉGOCIATION COMMERCIALE

L'un des objectifs stratégiques de l'initiative d'intégration commerciale est de promouvoir un plus large consensus sur le commerce et la pauvreté par une approche stratégique du développement d'un partenariat fondé sur l'information entre le Ministère du commerce, première institution de l'État en matière de réforme commerciale et les autres parties prenantes principales en matière de commerce. La traduction systématique des documents essentiels relatifs au Cadre intégré et à d'autres documents à caractère commercial fournira d'autres possibilités de renforcer le cadre de partenariat et permettra un dialogue éclairé.

... Bien que le chef des négociateurs cambodgiens et quelques autres hauts responsables parlent couramment l'anglais ou encore le français et conduisent les négociations avec aisance, le reste de l'équipe a des connaissances de l'anglais assez limitées. Le fait que ces documents aient été disponibles en langue khmère s'est révélé très précieux ...

Sok Siphana, JD

Secrétaire d'État au commerce et point focal du Cadre intégré (Cambodge)

d) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

126. L'implication du PNUD dans le domaine commercial s'inscrit dans un cadre plus large de développement économique et social comme le soulignent plusieurs projets du PNUD: ICMB/01/009: "Développement des capacités pour le suivi et l'analyse de la pauvreté" supervisé par le Ministère au Plan et le Sous-Comité consultatif sur l'écoulement des excédents en partenariat avec l'Agence suédoise de développement international et le PNUD; le programme TCAP supervisé par le Ministère de l'économie et des finances en partenariat avec le FMI, la BASD et le PNUD – liens entre la pauvreté, les réformes économiques et la croissance; le Programme régional de l'Asie et du Pacifique sur les aspects macroéconomiques de la lutte contre la pauvreté – dialogue et partenariat en matière de politique au niveau régional; Programme CMB/01/002: renforcement des capacités en matière de partenariat sur la coordination de l'aide et des capacités de coopération sur le développement supervisé par le CDC en partenariat avec le PNUD: promouvoir des modèles novateurs de partenariat sur le développement fondés sur le leadership, l'appropriation et la responsabilité du Cambodge.

Renforcement des capacités relatives aux réformes commerciales en faveur des pauvres:

127. Première réussite du Cadre intégré. Lors de la 29^{ème} réunion de Paris de janvier 2002, reconnaissant que la crédibilité du programme pilote dépendait de l'efficacité du suivi des études diagnostiques, le Groupe de travail du Cadre intégré a encouragé tous les organismes multilatéraux, y compris d'autres fournisseurs de l'assistance technique liée au commerce, à identifier les domaines dans lesquels ils pouvaient contribuer à un processus de renforcement des capacités commerciales tel que celui établi par les études diagnostiques du Cadre intégré et résultant de matrices d'assistance technique prioritaire. Lors de la réunion commune du Groupe de travail interorganisations et de l'OCDE/CAD qui a eu lieu à Paris en janvier 2002, les donateurs ont souligné la nécessité d'un suivi urgent des études diagnostiques et de la nécessité que les organismes aident les pays pilotes à faire de leurs plans d'action des plans concrets de financement. En conséquence, le 30^{ème} Groupe de travail interorganisations et le Comité directeur du Cadre intégré ont approuvé le premier projet de Cadre intégré résultant de l'étude diagnostique.

128. Ce projet, qui utilisera les 500 000 dollars de fonds affectés par le Japon au Fonds spécial des Nations Unies pour le Cadre intégré ainsi que des fonds du PNUD, a pour but de poursuivre trois objectifs prioritaires, à savoir: i) promouvoir un plus large consensus national sur le commerce et la pauvreté par une approche stratégique appliquée au développement d'un partenariat basé sur l'information, ii) accroître les opportunités d'allocation effective de l'aide publique au développement en faveur du commerce, par le renforcement des capacités d'offre dans trois secteurs de production, à savoir l'agriculture diversifiée et l'industrie agroalimentaire, la dulçaquiculture et l'artisanat et iii) de continuer à créer des liens entre la réduction de la pauvreté/le développement humain et l'expansion commerciale.

129. Le projet est exécuté au plan national avec l'aide du Ministère du commerce chargé de l'exécution, du CCI en qualité d'agent coopérateur et du PNUD qui assure les services d'assistance technique et financière auprès du Ministère du commerce.

Les programmes e-Trade Bridge et Trade Secrets du CCI:

130. Le PNUD envisage également de financer le lancement par le CCI des programmes e-Trade Bridge et Trade Secrets.

e) Banque mondiale

131. La Banque mondiale s'est engagée de manière proactive avec les responsables des orientations politiques commerciales du Cambodge à déterminer la nature et l'étendue des besoins du pays en termes d'assistance technique liée au commerce et de renforcement des capacités. Les domaines d'assistance comprennent le développement et la diffusion d'outils d'information commerciale, de travaux de recherche en politique commerciale, d'assistance juridique et du renforcement des capacités des responsables du Ministère du commerce et des participants du secteur privé.

Développement du secteur privé:

Développement du site Web du Ministère du commerce:

132. Le Ministère du commerce possède un site Web opérationnel, financé à l'origine par l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA), qui est en cours de révision et de développement avec le soutien de la Banque mondiale. L'objectif est de fournir de multiples informations sur la promotion, la commercialisation, les investissements, la législation et le commerce. Les politiques commerciales, les rapports sectoriels, l'étude diagnostique et d'autres informations pertinentes pour la mise en œuvre de la stratégie du secteur commercial, la connaissance des marchés par les producteurs et les exportateurs sont également disponibles. Le Ministère du commerce envisage également d'utiliser le site pour diffuser des informations utiles à la mise en œuvre de la stratégie commerciale et le suivi des résultats sur la pauvreté dès qu'elles seront disponibles. Ces travaux ont été rendus possibles par un renforcement continu des capacités grâce à cinq homologues du Ministère du commerce qui ont été désignés pour travailler quotidiennement avec les logiciels utilisés pour la conception et la mise à jour du site Web. Après le lancement du site Web, de nombreux retours positifs ont été reçus sur l'exhaustivité et l'utilité des données disponibles.

... Je viens de surfer sur le site Web du Ministère du commerce. Mes plus sincères et chaleureuses félicitations pour ce travail remarquable! La transparence et le partage des informations sont une réelle contribution à l'élaboration des politiques au Cambodge. J'espère que d'autres Ministères suivront ...

Francesco Goletti
Chef d'équipe
Ministère de l'agriculture, de la forêt et de la pêche
ADB TA 3695-CAM
Programme de développement du secteur agricole

Renforcement des capacités pour le soutien au commerce et l'élaboration des politiques:

133. Les débuts du processus lié au Cadre intégré ont été difficiles en raison de la nouveauté de ce projet et des efforts embryonnaires consentis pour encourager une entité nationale plus large sur le commerce et la pauvreté entre le Ministère du commerce et la principale institution gouvernementale sur les réformes commerciales ainsi que d'autres acteurs commerciaux déterminants. Le Cambodge manque en outre d'un réseau d'experts nationaux et de personnes connaissant les règles du commerce international et de la gestion des fonctions liées au commerce international. La Banque mondiale a apporté son assistance au développement et au renforcement de la propriété et des mécanismes de partenariat permettant de soutenir la formulation, la mise en œuvre et le suivi de la stratégie commerciale en faveur des pauvres. Les travaux de renforcement des capacités ont tenu compte des conditions humaines et institutionnelles très particulières du Cambodge en raison du niveau de développement du pays et de son passé récent. On peut citer comme exemples concrets la formation sur les règles du commerce international et la gestion des fonctions liées au commerce international,

le renforcement de la capacité des institutions cambodgiennes de soutien au commerce et d'élaboration des politiques.

Outils de soutien au secteur privé:

134. Une banque de données sur les ressources nationales et provinciales est en cours d'élaboration et devrait être un outil multimédia convivial à l'usage des entrepreneurs et des investisseurs. Elle présente des textes contenant des hyperliens et des images sur les ressources humaines, l'enseignement, les affaires, le tourisme ainsi que sur les ressources culturelles, environnementales, minérales et géologiques, les infrastructures, le transport, le commerce international, l'agriculture, l'investissement et la cartographie. Ces données seront mises sur un support CD-ROM à disposition des principales parties prenantes dans les secteurs du commerce et de l'investissement.

Publications des bulletins khmers d'information commerciale:

135. Le Ministère du commerce a fait appel à des chercheurs afin qu'ils fournissent des articles pour son bulletin trimestriel d'information commerciale. La diversité du lectorat renforce la conviction du Ministère du commerce selon laquelle la société dans son ensemble souhaite largement participer d'une manière ou d'une autre au processus de développement économique et commercial du pays dans le contexte de la mondialisation.

Élaboration du cadre juridique:

136. Le développement d'un secteur privé solide et actif implique la nécessité de mettre en place un cadre législatif fiable en matière de commerce. La Banque mondiale a joué un rôle décisif dans ce processus et les résultats ne se sont pas fait attendre avec l'adoption en janvier 2002 par le Parlement de la Loi sur les marques, les noms commerciaux et les actes de concurrence déloyale et l'adoption en avril 2002 par le Conseil des ministres du projet de Loi sur les entreprises commerciales, qui sera suivi du projet de Loi sur l'arbitrage commercial.

Intégration économique et commerce international:

Traduction et publication du rapport de diagnostic commercial:

137. "Cambodge: Étude sur l'intégration et la compétitivité" - version anglaise et khmer: L'étude diagnostique touchera un plus large public parmi les parties prenantes cambodgiennes lorsqu'elle sera traduite en khmer.

Conférence sur la mondialisation:

138. Une conférence sur la "mondialisation: commerce et législation" s'est tenue en juin 2001 et a offert aux parties prenantes la première possibilité réelle de débattre des opportunités et des enjeux que doit affronter le Cambodge dans le cadre de l'accession à l'OMC. Le compte rendu de la conférence a été publié et largement diffusé en anglais et en khmer.

Soutien à l'accession à l'OMC:

139. Publication des résultats du Cycle d'Uruguay en khmer: Le Ministère du commerce a entrepris la traduction et la publication des résultats du Cycle d'Uruguay en khmer. Ce document sera extrêmement utile à court terme aux membres de l'équipe de l'OMC qui ne sont pas familiers avec les Accords de l'OMC et leur terminologie commerciale. À moyen terme, le Ministère du commerce pourra utiliser ces supports pour renforcer encore davantage la capacité du groupe de réflexion sur l'OMC et du secteur privé cambodgien et pour encourager une meilleure connaissance des règles et

des obligations liées à l'OMC. Ces textes juridiques devront enfin être soumis au Parlement qui devra les ratifier dans le cadre d'une prescription constitutionnelle avant que le Cambodge ne devienne un Membre de l'OMC à part entière.

Matrice de politique commerciale pour le CSLP:

140. La Banque mondiale a également fourni un soutien technique à l'élaboration d'un projet de matrice de politique commerciale devant être inclus dans le CSLP complet afin de faire de la stratégie commerciale un instrument de lutte contre la pauvreté. La matrice a été largement diffusée et étudiée lors du récent atelier national sur le CSLP.

Atelier de sensibilisation des parties prenantes:

141. "Intégration du commerce: faire du commerce un allié des populations pauvres". Le Ministère du commerce devrait organiser dans les prochains mois une série d'ateliers/séminaires interministériels afin d'améliorer la connaissance globale des efforts de libéralisation du commerce et de leur impact sur la pauvreté.

Autre soutien du Groupe de la Banque mondiale

142. Le projet MPDF (Mekong Project Development Facility) est une initiative financée par plusieurs donateurs et dirigée par le Département des PME du Groupe de la Banque mondiale. Son objectif est d'encourager le développement de petites et moyennes entreprises locales au Cambodge, au Viet Nam et dans la République démocratique populaire du Lao. Au Cambodge, les actions du MPDF s'attachent aux plans méso et microéconomique afin de développer les avantages concurrentiels des entreprises cambodgiennes.

143. *Plan mésoéconomique: Capital humain/savoir-faire des entrepreneurs.* Le projet MPDF a lancé une série de 12 manuels d'autoformation abordables à l'usage des entrepreneurs afin qu'ils acquièrent, à leur rythme, des connaissances sur la commercialisation et les ressources humaines. Vingt autres titres seront disponibles l'année prochaine sur la production, la comptabilité et les compétences en gestion. Ces outils seront convertis en supports d'enseignement et fournis sous forme modulaire par les institutions de formation partenaires du MPDF au Cambodge.

144. *Associations professionnelles.* Le MPDF a contribué au développement de plusieurs associations professionnelles, y compris les préparateurs de riz et les propriétaires d'hôtels et de chambres d'hôtes à Siem Reap. D'autres associations seront soutenues dans la mesure où le fonctionnement d'associations homogènes et représentatives fournit un mécanisme efficace de partage des informations et de développement des compétences de leurs membres.

145. *Financement des PME.* Le projet MPDF a fourni une formation multibancaire au personnel de tous les membres de l'Association des banques du Cambodge et a également fourni une formation à des banques individuelles. Une assistance technique plus étroite est et continuera d'être fournie aux banques individuelles. L'objectif est d'améliorer le service que les banques privées fournissent aux PME cambodgiennes. Le MPDF contribue aussi à des projets de microfinancement afin de les aider à devenir des institutions financières monétaires durables.

146. *Promotion du commerce.* Un manuel sur les finances commerciales pour les PME sera produit. Les personnels concernés du secteur bancaire ont déjà reçu des cours de formation sur les finances commerciales et d'autres cours devraient suivre. L'équipe du MPDF a commencé à travailler avec le secteur du tourisme afin d'améliorer sa sensibilisation et son utilisation du commerce électronique. À terme, le MPDF pourrait travailler avec des agences de certification pour élargir l'acceptation et la mise en œuvre des processus de certification.

147. *Plan microéconomique:* Le MPDF fournit et continuera de fournir une assistance technique à un large éventail de PME au Cambodge. Cette assistance comprend entre autres l'aide à l'accès aux marchés, l'amélioration des processus qualité et des produits, l'assistance pour réunir des fonds. Le MPDF travaille avec des PME de tous secteurs et collabore par exemple actuellement avec plusieurs entreprises d'exportation et agroalimentaires, des producteurs artisanaux et des sociétés spécialisées dans le tourisme.

148. **Projet intégré de facilitation du commerce:** La Banque mondiale a proposé d'examiner les processus d'importation et d'exportation en vue de consolider les procédures, d'éliminer les duplications, d'intégrer et de simplifier les processus et de réduire les "coûts administratifs" (douanes et accises, Camcontrol du Ministère du commerce, CDC, etc.) afin d'obtenir des recettes plus importantes et des opérations commerciales plus efficaces). À la lumière des implications sur les recettes, la mise en œuvre du système douanier automatisé devrait obtenir un caractère prioritaire. Le projet cherchera à élaborer une stratégie informatique intégrée (plan directeur) et des systèmes reliés pour les processus d'importation et d'exportation avec la participation d'agences gouvernementales, de prestataires de services (courtiers, transitaires, autorités portuaires, etc.) et de "clients" du secteur privé (importateurs, exportateurs). La révision de la politique tarifaire et de l'administration des douanes devrait être effectuée en tenant compte de la restructuration tarifaire dans le cadre de la facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance, des engagements ZLEA/TPEC et des offres tarifaires de l'OMC. Lors de l'accession à l'OMC, les implications sur les douanes - évaluation, origine, droits d'appel, etc. - seront également examinées. La proposition de projet doit être harmonisée avec la proposition de projet de gestion des ports de la CNUCED. Le financement n'est pas encore garanti sur ce projet.

f) OMC

149. En général, l'assistance technique fournie au Cambodge par l'OMC s'est concentrée sur le renforcement des capacités humaines et institutionnelles pour une meilleure compréhension et participation au système commercial multilatéral. Plus spécifiquement, dans le domaine de l'accession, le Secrétariat de l'OMC a été très efficace et proactif en termes de support technique aux réunions du groupe de travail du Cambodge. En ce qui concerne le processus "d'intégration" du Cadre, le Cambodge a bénéficié des conseils de l'équipe d'examen des politiques commerciales de l'OMC et du soutien dynamique de l'équipe du Cadre intégré.

Cours de politique commerciale:

150. Le Cambodge a bénéficié chaque année à la fois du cours de politique commerciale de trois semaines de l'OMC et des cours de politique commerciale de trois mois destinés spécifiquement aux PMA à Genève.

Séminaires nationaux:

151. Des séminaires nationaux ont également été organisés par l'OMC pour fournir aux fonctionnaires cambodgiens une vue d'ensemble du système commercial multilatéral et pour diffuser des informations sur le fonctionnement, les règles de base et les principes de l'OMC et de ses accords. Des fonctionnaires et des acteurs du secteur privé cambodgiens participent régulièrement à des séminaires régionaux spécialisés sur des accords et des dispositions d'Accords de l'OMC particuliers, tels que l'évaluation en douane, l'accès aux marchés, le commerce et l'environnement, les ADPIC et l'agriculture (négociations prescrites).

Missions techniques:

152. L'OMC a organisé plusieurs missions techniques pour assister le Cambodge dans le cadre de l'accession.

153. Création d'installations de traitement des données modernes ("Centre de référence de l'OMC"): À mesure que le Cambodge se rapproche de son accession à l'OMC, tous les acteurs commerciaux au sein et en dehors du gouvernement doivent avoir accès à des informations actualisées sur l'OMC ainsi qu'à d'autres documents de référence consacrés spécifiquement au commerce, qui sont généralement rares et peu diffusés au Cambodge. Avec le soutien du Secrétariat de l'OMC, le Ministère du commerce a créé un "Centre de référence de l'OMC" comprenant des installations de traitement des données modernes et de meilleures technologies de communication et d'information, notamment des liaisons Internet. Le centre est en cours de rénovation et va être étendu à des documents de référence consacrés spécifiquement au commerce, obtenus auprès de diverses sources, notamment la BAsD, la CESAP, le FMI, le CCI, l'OCDE, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale et les documents de l'OMC. D'autres supports de formation et comptes rendus de conférences/d'ateliers sont également disponibles. Une fois achevé, le centre sera ouvert au public.

B. AUTRES CONTRIBUTIONS ACTIVES AUX EFFORTS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS [PAR DES AGENCES ET DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES INTERNATIONALES (IFI) ET DES DONATEURS BILATÉRAUX]

a) Banque asiatique de développement (BAsD)

Accès aux ressources juridiques:

154. Dans le cadre de son programme d'action régional, la BAsD vient de lancer le projet de station de recherche DIAL ("Development of the Internet for Asian Law" - Développement de la législation asiatique sur Internet) au Ministère du commerce. Le projet DIAL, conçu pour faciliter la recherche et l'utilisation de documents juridiques sur Internet, permettra de compléter et de soutenir les initiatives présentes et futures du gouvernement dans le développement du cadre juridique et du libre-échange des informations disponibles au centre de référence de l'OMC. L'utilisation de la station de recherche est gratuite, libre et accessible au rédacteurs de documents juridiques, au personnel concerné par les réformes des lois et des politiques et au public.

Sous-stratégie pour les PME:

155. L'étude diagnostique du Cadre intégré sur la compétitivité et l'intégration du Cambodge mentionne largement les petites et moyennes entreprises (PME). La BAsD a exprimé son soutien à la conduite d'une étude sur les PME en tant que suivi aux études diagnostiques.

Améliorer le cadre juridique du secteur financier:

156. Après l'adoption du Plan 2001-2010 pour le secteur financier en août 2001 avec l'assistance technique de la BAsD, le Ministère du commerce a obtenu l'assistance technique nécessaire pour améliorer le cadre juridique du secteur financier. Les activités prévues auront pour objet de développer le cadre juridique principal qui sous-tend les activités financières et commerciales, par exemple un système de transactions sécurisées, une base juridique pour les marchés financiers, une loi sur les obligations d'État, une loi sur les transactions commerciales électroniques. Le projet débutera fin 2002 et s'inscrit parfaitement dans le plan de développement pour le soutien aux PME.

b) Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP)

Accession à l'OMC et facilitation du commerce:

157. En tant que partenaire de développement régional dans le processus du Cadre intégré, la CESAP a aidé le Cambodge dans le cadre de l'accession à l'OMC, de la facilitation du commerce régional et des missions d'évaluation des besoins par secteur, notamment dans le domaine de la pêche. La CESAP, en collaboration avec la BASD et le Ministère du commerce, a organisé un atelier sous-régional de quatre jours sur la facilitation du commerce dans les pays indochinois en juin 2001 avec des participants originaires des pays de la sous-région du Grand Mékong (Cambodge, Chine, Lao, Myanmar, Thaïlande et Viet Nam) qui ont échangé des idées sur la coopération sous-régionale en matière de facilitation du commerce. Ils ont reconnu l'importance que peuvent avoir les mesures de facilitation du commerce sur le développement du commerce dans la sous-région du Grand Mékong. À cet égard, l'atelier sous-régional a appelé à des mesures urgentes en vue d'améliorer la facilitation du commerce aux plans national et régional et il a été convenu qu'une approche globale était nécessaire pour résoudre les diverses questions liées à la facilitation du commerce qui entravent les flux commerciaux. Le Cambodge souhaite également recevoir l'assistance de la CESAP afin d'élaborer un système électronique d'échange de données et d'autres systèmes de commerce électronique qui permettraient d'améliorer le traitement des documents commerciaux.

Familiarisation avec l'Accord de Bangkok:

158. Le Cambodge étudie la possibilité d'accéder à l'Accord de Bangkok maintenant que la Chine en est devenue partie. La CESAP a effectué une étude de marché préliminaire qui a révélé que la structure des exportations cambodgiennes était largement complémentaire par rapport aux principaux marchés de l'Accord de Bangkok et pourrait donc apporter de grandes opportunités pour les exportations du Cambodge dans la région concernée par l'Accord de Bangkok, notamment sur les immenses marchés chinois, indien et coréen. Ces résultats ont été présentés par la CESAP au Cambodge lors d'un atelier sur la familiarisation destiné aux décideurs cambodgiens. Des sessions techniques suivront au cours des prochains mois.

159. Une nouvelle assistance technique sera fournie au Cambodge dans les mois prochains qui inclura 1) la lutte contre la pauvreté et l'intégration sociale, 2) la facilitation du commerce et le commerce électronique et 3) la politique commerciale et la promotion du commerce.

c) CNUDCI

Familiarisation avec la législation sur le commerce international:

160. La CNUDCI a organisé un atelier pour les principaux Ministères du Cambodge et des participants du secteur privé sur les diverses législations du commerce international telles que la Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises (1980), la Convention des Nations Unies sur les garanties indépendantes et les lettres de crédit stand-by, la Loi type de la CNUDCI sur les virements internationaux et le projet de Convention des Nations Unies sur la cession de créances dans le commerce international, la Loi type de la CNUDCI sur le commerce électronique et la Loi type de la CNUDCI sur les signatures électroniques, la Loi type de la CNUDCI sur l'arbitrage commercial international (1985); le Règlement d'arbitrage de la CNUDCI (1976) et le Règlement de conciliation de la CNUDCI (1980); la Convention pour la reconnaissance et l'exécution des sentences arbitrales étrangères (New York, 1958); la Loi type de la CNUDCI sur la passation des marchés publics de biens, de travaux et de services, et le Guide pour l'incorporation dans le droit interne (1994); le Guide législatif de la CNUDCI sur les projets d'infrastructure à financement privé (2001); et la Loi type de la CNUDCI sur l'insolvabilité internationale et le Guide pour son incorporation.

d) Australie

Renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires:

161. La production agricole cambodgienne a une incidence relativement élevée sur la prévalence de parasites et de maladies, ce qui nuit au développement économique et social et affecte directement les populations pauvres. Les efforts du Cambodge se heurtent néanmoins à des contraintes importantes sur les capacités sanitaires et phytosanitaires (SPS) régionales. Améliorer les capacités SPS pourrait à terme contribuer de manière déterminante à lutter contre la pauvreté et préserver la sécurité alimentaire. Les lois et réglementations nationales ne soutiennent pas toujours les organisations liées aux questions sanitaires et phytosanitaires. Une politique de quarantaine nationale (ainsi que de gestion des parasites et des maladies) n'est pas toujours efficace et la coordination entre les différentes agences est parfois inadéquate. L'une des principales causes de ces problèmes est le manque de connaissances et la situation spécifique du Cambodge en matière de quarantaine (c'est-à-dire la prévalence de parasites spécifiques, de plantes nuisibles et de maladies dans des cultures et/ou produits agricoles particuliers). Il existe également dans certains cas une mauvaise compréhension des droits et obligations internationaux actuels en matière de quarantaine dans le cadre de l'OMC.

162. L'Australie souhaite utiliser une initiative régionale, le programme de renforcement des capacités sanitaires et phytosanitaires ANASE-Australie, afin de contribuer à surmonter ces contraintes à l'aide d'un programme ciblé de renforcement des capacités institutionnelles sur les quatre prochaines années dans les pays de l'ANASE, y compris au Cambodge. Les principaux domaines de renforcement des capacités concernent:

- l'amélioration des capacités pratiques de gestion des parasites et des maladies;
- l'amélioration des bases de données techniques et des systèmes d'information, notamment des collections de référence sur les parasites et les maladies des végétaux;
- l'amélioration des systèmes et des pratiques de suivi et de surveillance;
- le renforcement des législations et des réglementations nationales;
- l'amélioration des capacités opérationnelles de gestion des services de quarantaine à la frontière;
- l'amélioration de la capacité technique et des politiques à évaluer la nécessité et la conception de normes de quarantaine nationales et de mesures pour les importations;
- la mise en place de services d'inspection avant exportation et d'installations de quarantaine efficaces, ainsi que de traitements et/ou certifications de routine pour les produits exportés en ce qui concerne les parasites et maladies endémiques;
- l'amélioration de la coopération et de la coordination entre les agences aux niveaux national et régional;
- une bonne compréhension des droits et obligations SPS internationaux en vertu de l'OMC.

e) Autriche

Normes internationales et règlements techniques:

163. Le Cambodge n'a pas la capacité nécessaire pour prendre en compte les normes internationales, prescriptions et règlements techniques qui sont essentiels pour le commerce et les producteurs/consommateurs. Sans cette capacité, ils deviennent un obstacle réel aux exportations du Cambodge, et donc à la production et à l'investissement. L'Autriche a ainsi confirmé une contribution de 600 000 € à l'ONUDI destinés à la création de capacités d'offre commerciale au Cambodge. Ce fonds permettra au Cambodge d'établir un cadre pour la qualité et l'évaluation de la conformité (normes, métrologie, certification, accréditation) et d'aider des secteurs à fort potentiel d'exportation à améliorer la qualité des produits/de la production et à se conformer aux normes et règlements en vigueur en matière d'exportation.

f) Canada

Projet de renforcement des capacités APEC/OMC:

164. Le programme d'intégration économique de l'APEC initié par l'ACDI était à l'origine destiné à quatre économies en développement d'Asie du Sud-Est, le Viet Nam, l'Indonésie et les Philippines. L'ACDI envisage maintenant d'ajouter le Cambodge et le Lao au programme.

165. Le gouvernement du Canada a également exprimé son soutien dans le domaine du développement du secteur privé.

g) Commission européenne

Développement du secteur commercial:

166. Le document de stratégie par pays pour le Cambodge est achevé et couvre la période 2000-2003. Outre une stratégie sur cinq ans, la CE achève un programme national indicatif continu de trois ans (2002-2004) qui prévoit une contribution de 2 millions d'euros. Les domaines prioritaires possibles de l'assistance de l'UE sont: le renforcement des capacités institutionnelles, les procédures de facilitation du commerce/douane et d'autres procédures pour utiliser pleinement l'initiative "Tout sauf les armes". Le Cambodge pourrait également avoir besoin d'assistance pour diversifier ses exportations dans des domaines tels que l'agriculture et les produits de la pêche, ainsi que sur des projets de contrôle de la qualité des produits alimentaires.

167. Une assistance est également requise dans d'autres domaines, en particulier le développement des ressources humaines au sein du Ministère du commerce et d'autres autorités impliquées dans le commerce international. Le programme de soutien institutionnel en cours de préparation fournira une assistance technique au Ministère du commerce et il conviendra que cette assistance, en plus d'autres activités, permette d'évaluer la nécessité d'un soutien supplémentaire de la CE au renforcement des capacités du Cambodge.

Accession à l'OMC:

168. L'intervention de l'UE a pour autre objectif spécifique d'aider le Cambodge à préparer son accession à l'OMC. De manière plus détaillée, les objectifs sont:

- aider le Cambodge à améliorer et à élaborer des conditions de base pour obtenir une croissance économique soutenue et stable et déterminer les domaines de l'économie

nationale qui devraient être libéralisés à un rythme plus lent dans le cadre des négociations sur l'accession;

- aider le Cambodge à préparer les documents nécessaires à l'accession à l'OMC, en mettant particulièrement l'accent sur la rédaction des tableaux de soutien à l'agriculture;
- accroître les connaissances des fonctionnaires cambodgiens sur la politique relative au commerce international et l'OMC au moyen d'une formation économique et juridique appropriée, ainsi que sur les négociations internationales;
- renforcer l'expertise du Cambodge sur les dispositions, les règles et les disciplines de l'OMC;
- améliorer le cadre juridique et réglementaire et les capacités administratives afin de garantir la conformité aux prescriptions de l'OMC; et
- élargir la base sectorielle pour développer les exportations.

DPI/SPS/OTC:

169. Au niveau régional, la CE prévoit un million d'euros supplémentaires pour des mesures qui permettraient l'intégration du Cambodge 1) dans le programme DPI CE/ANASE destiné à obtenir une coopération économique plus étroite en actualisant les systèmes de droits de propriété intellectuelle de l'ANASE, et 2) dans le programme de normes de la CE/ANASE pour l'élaboration de règlements techniques et de normes, de procédures d'évaluation de la conformité et de structures et pratiques de qualité compatibles avec celles de l'UE.

h) France

Missions de familiarisation avec le Cadre intégré:

170. Tout au long du processus du Cadre intégré, le Cambodge a largement bénéficié du soutien financier du gouvernement français, ce qui a permis au Cambodge de participer à diverses enceintes régionales et internationales sur le commerce et le développement.

Protection des DPI (indications géographiques et mesures à la frontière):

171. Le gouvernement français a fourni une assistance technique au développement d'un système d'indications géographiques - domaine particulier de la propriété intellectuelle - notamment dans le cadre de la rédaction d'une législation et la mise en œuvre de réglementations conformes à l'Accord sur les ADPIC. Dans ce domaine, le Cambodge possède un bon potentiel pour développer ses propres noms géographiques ainsi que d'autres noms collectifs tels que prévus dans la Loi sur les marques de fabrique ou de commerce récemment adoptée. Les douanes françaises ont en outre fourni une assistance technique pour le renforcement des mesures à la frontière dans le cadre du contrôle des marchandises de contrefaçon.

i) Allemagne

Cadre juridique pour les petites associations professionnelles:

172. Par l'intermédiaire de la Chambre de commerce et d'artisanat de Coblenz, le Ministère du commerce a reçu un soutien technique pour préparer un projet de Loi sur la gestion des petites associations professionnelles.

Promotion du projet pilote de prêt à terme aux PME:

173. L'objet de ce projet pilote est de développer les activités des banques commerciales en ce qui concerne les prêts à terme aux PME dans le cadre du développement du système financier. KfW va fournir au gouvernement une subvention de 3 millions d'euros destinée à l'octroi de prêts aux PME.

j) Japon

Conseiller commercial résident au Ministère du commerce:

174. Depuis 1998, la JICA a affecté un conseiller commercial résident au département de promotion des exportations du Ministère du commerce.

Étude du plan directeur pour l'amélioration du système de commercialisation et du contrôle qualité du riz après récolte:

175. Malgré les surplus de la production de riz observés ces dernières années, il reste toujours plusieurs questions à résoudre en termes de quantité et de qualité en raison d'un système de distribution médiocre et de pratiques après récolte inadéquates. Le Japon a mis à disposition une équipe technique importante pour aider le Cambodge à mener une étude du plan directeur pour l'amélioration du système de commercialisation et du contrôle qualité du riz après récolte en tenant également compte de la nécessité de renforcer la sécurité alimentaire nationale. La formation continue fournie au personnel cambodgien homologue pendant l'étude a en outre permis le renforcement des capacités et le transfert de technologies. L'étude du plan directeur s'est attachée au système de commercialisation et au contrôle qualité du riz après récolte dans dix provinces. Les principaux résultats de l'étude ont été utilisés dans l'analyse des études diagnostiques du Cadre intégré.

Plan directeur de développement régional du couloir Phnom Penh – Sihanoukville:

176. Le Cambodge a reçu l'assistance du Japon pour l'élaboration du plan directeur de développement régional, axé sur la promotion du développement industriel du couloir Phnom Penh – Sihanoukville en étroite collaboration avec la zone de traitement des exportations de Sihanoukville. L'étude comprendra une étude de faisabilité sur ladite zone et une analyse comparative de l'investissement étranger direct (IED) et du développement industriel dans les pays voisins.

k) Nouvelle-Zélande

Politique commerciale et analyse du secteur agricole:

177. Le Cambodge vient d'achever sa seconde réunion du groupe de travail pendant laquelle la première réunion plurilatérale sur l'agriculture a été organisée. Le soutien interne et les tableaux de subventions à l'exportation du Cambodge ont été abordés lors de cette réunion. Plusieurs questions ont également été soulevées sur les politiques agricoles du Cambodge. Pour pouvoir compléter les prescriptions d'accession relatives à l'Accord sur l'agriculture, le Cambodge doit achever deux

processus: le dialogue multilatéral sur ses politiques agricoles et les négociations bilatérales sur l'accès aux marchés. Le gouvernement de Nouvelle-Zélande a fourni une assistance technique dans le domaine de l'analyse de la politique commerciale et notamment sur les principales implications pour le Cambodge de l'Accord sur l'agriculture. Ce soutien était opportun et a permis aux principaux négociateurs cambodgiens de mieux comprendre l'Accord – explications techniques sur les règles et les engagements, comment déterminer la conformité des politiques agricoles cambodgiennes – et les engagements spécifiques dans la mesure où ils se préparent aux négociations bilatérales sur l'accès aux marchés et à la réunion plurilatérale formelle sur l'agriculture.

Outils des négociations commerciales:

178. Le gouvernement de Nouvelle-Zélande a également contribué à l'effort global de renforcement des capacités des négociateurs commerciaux de l'OMC en finançant la traduction en khmer et en publiant "L'ABC de la politique commerciale: recueil de la terminologie commerciale". Ce projet complète deux autres initiatives financées par la CNUCED et la Banque mondiale, à savoir le "Guide professionnel sur le système de commerce international", les "Outils pour les négociations commerciales multilatérales sur l'agriculture", les "Outils pour les négociations commerciales multilatérales sur le commerce des services" et les "Résultats des Cycles d'Uruguay: textes légaux".

l) Singapour

179. Dans le cadre des *Initiatives pour l'intégration de l'ANASE - Programme de formation commerciale*, le gouvernement de Singapour a mené et continue de mener une série de formations pour les principaux acteurs économiques cambodgiens dans le domaine du développement du commerce, de l'analyse de la politique commerciale, de la promotion des exportations et de la facilitation du commerce.

m) Thaïlande

180. Les négociations commerciales et autre renforcement des capacités pour l'accession à l'OMC ont été fournis au Cambodge par le gouvernement de Thaïlande lors de sa préparation pour les première et seconde réunions du groupe de travail.

n) Royaume-Uni

181. Les parties prenantes sur les questions de la libéralisation du commerce et de la réduction de la pauvreté ont toujours été consultées depuis que le Cambodge a débuté sa stratégie commerciale en faveur des populations pauvres. Les discussions se poursuivent avec la création récente de la matrice de politique commerciale qui doit être incluse dans le CSLP. Le Ministère du commerce souhaite organiser un atelier national avec les parties prenantes sur les mesures à prendre pour que les populations pauvres bénéficient du commerce. Il souhaite également se servir des résultats des diverses recherches effectuées à ce sujet, notamment la récente publication du DFID intitulée "Trade Liberalization and Poverty Reduction: A Handbook" (Guide de libération du commerce et réduction de la pauvreté), dont la traduction sera prise en charge par le gouvernement britannique. Parmi les autres documents utilisés, on trouve la publication d'Oxfam "Make Trade Fair" (Rendre le commerce équitable) et les politiques commerciales du Cambodge.

VIII. PROCHAINS MOIS

182. Le Ministère du commerce va organiser un atelier national à Phnom Penh avec les principales parties prenantes afin de conclure les discussions sur la matrice de politique commerciale. L'organisation de l'atelier devrait clore la question et permettre au Ministère du commerce de

travailler avec le Conseil pour le développement social afin d'achever le "processus d'intégration" de la stratégie commerciale au sein du CSLP.

183. S'agissant de l'accession à l'OMC, des efforts importants seront consentis pour que les principaux négociateurs commerciaux soient prêts lors de la troisième réunion du groupe de travail en juillet ou en août. Des négociations bilatérales se tiendront également à Phnom Penh et à Genève.

184. Avec le projet sur le renforcement des capacités pour les réformes en faveur des populations pauvres, le Ministère du commerce va s'efforcer pendant un an de consolider les avancées précédentes du Cadre intégré. Il va en particulier continuer à promouvoir la création d'une entité nationale sur le commerce et la pauvreté par une approche stratégique de développement de partenariats fondée sur l'information, et améliorer la répartition de l'aide publique au développement en faveur du commerce par le renforcement de la capacité d'offre. Avec l'équipe du PNUD et les organisations de la société civile, le Ministère du commerce va davantage travailler sur les liens entre la réduction de la pauvreté et le développement humain et l'expansion du commerce.

185. Le Ministère du commerce continuera les consultations entamées avec d'autres donateurs qui ont exprimé leur intérêt dans le soutien au processus du Cadre intégré, notamment les États-Unis et les pays nordiques tels que le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège, la Finlande et la Suède.

186. Le Ministère du commerce va accentuer le processus de consultation et de dialogue avec les secteurs professionnels afin d'affiner le plan d'action des parties prenantes pour le secteur commercial au vu de l'évolution économique et politique mondiale.

IX. CONCLUSION: "LE CAMBODGE EN ROUTE ... VERS LE FUTUR ..."

187. Le Cambodge est un exemple de réussite du programme pilote du Cadre intégré. Le Cambodge a une possibilité historique de jouer un rôle plus important dans le concert des nations en partageant ses succès avec le reste du monde. Cette réussite n'est pas sans risque. Beaucoup de chemin a été parcouru depuis la sélection du Cambodge dans le programme pilote par pays, en termes de processus, de réformes des politiques, d'attentes des parties prenantes, de poursuite de l'élan.

188. Lorsqu'un article paru dans le World Economy Journal a qualifié le Cambodge de cas d'espèce, le monde s'est tourné vers notre pays. Les efforts consentis pour garantir la réussite du Cambodge en tant que pays pilote pour le Cadre intégré sont en effet importants mais ils ne sont rien comparé à la pression qui s'exerce pour en rester là. Le Cambodge ne pourra aller loin sans aide. Le soutien des donateurs nous aidera à surmonter les nombreux enjeux auxquels nous devons faire face et nous aideront à atteindre les objectifs de développement pour le millénaire "avec les honneurs".

RÉFÉRENCES

BAsD (Banque asiatique de développement) (2001), Plan 2001-2010 pour le secteur financier, gouvernement royal du Cambodge, Phnom Penh.

CDRI (Institut cambodgien des ressources de développement) (2000). Cambodge: Renforcer la gouvernance pour le développement durable. Rapport final. Phnom Penh.

Ministère fédéral allemand de coopération et de développement économique, CNUCED, Enceinte de politique de développement de la Fondation allemande pour le développement international (DSE) (2001), Développement des infrastructures dans les PMA, dialogue sur la politique internationale.

FIAS (Service de conseil en investissements étrangers) (2000), Rapport sur la révision de la Loi sur l'investissement, Phnom Penh.

Friedman, L. Thomas (1999), The Lexus and the Olive Tree: Understanding Globalization, Farrar, Straus et Giroux, New York.

McCulloch, N., L. A. Winters et X. Ciero (2001), Trade Liberalization and Poverty: A Handbook, DFID, Londres.

Ministère du commerce, CLRDC (Centre cambodgien de développement des ressources juridiques) et FLE (Faculté de droit et d'économie) (2001), Conférence sur la mondialisation: compte rendu de la conférence sur les perspectives commerciales et juridiques, Phnom Penh.

_____ (2001a), Opportunités, enjeux et engagements de l'accession du Cambodge à l'OMC: Notes explicatives pour la séance plénière de l'Assemblée nationale, 19 juillet 2001, Phnom Penh.

NESDB (Bureau national de développement économique et social) et Institut de recherche et de développement de l'université de Kasetsart (2001), Étude de développement conjoint pour le Plan de coopération économique entre la Thaïlande et le Cambodge.

OCDE (2001), Lignes directrices du CAD – Renforcer les capacités commerciales au service du développement, (Paris).

Oxfam (2002), Rigged Rules and Double Standards: Make Trade Fair, (Londres).

Gouvernement royal du Cambodge (1999). Compte rendu de la première réunion trimestrielle entre le gouvernement royal du Cambodge et la communauté des donateurs, Bureau du Conseil des ministres, Phnom Penh.

_____ (1999). Compte rendu de la seconde réunion trimestrielle entre le gouvernement royal du Cambodge et la communauté des donateurs, Bureau du Conseil des ministres, Phnom Penh.

_____ (2000). Rapport sur les activités du gouvernement royal du Cambodge en 2000. Bureau du Conseil des ministres, Phnom Penh.

_____ (2001). Compte rendu de la quatrième réunion trimestrielle entre le gouvernement royal du Cambodge et la communauté des donateurs, Bureau du Conseil des ministres, Phnom Penh.

_____ (2001a). Plan d'action pour la gouvernance, Bureau du Conseil des ministres, Phnom Penh.

_____ (2002), Cambodge: Étude sur l'intégration et la compétitivité; étude pilote préparée au titre du Cadre intégré pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés, Phnom Penh.

Sen, Amartya (2000), *Development As Freedom*, Oxford University Press, Oxford.

CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2001), *Duty and Quota Free Market Access for LDCs: An Analysis of Quad Initiatives*, (Londres et Genève).

Banque mondiale, PPIAF (Service de conseil sur les infrastructures publiques et privées) (2002), *Draft Cambodia Country Framework Report on Private Participation in Infrastructure*, Washington, D.C.

_____ (2001), *Global Economic Prospects and the Developing Countries: Making Trade Work for the World's Poor*, (Washington, D.C.)

Organisation mondiale du commerce (1999), "Note technique sur le processus d'accession, WT/ACC/7/Rev. 1, 19 novembre 1999.

_____ (2001), *Seminar Proceeding on "The Policy-Relevance of Mainstreaming Trade Into Country Development Strategies - The Perspective of LDCs"*, Genève.

NOTES FINALES

-
- i Document OMC, paragraphe 2, WT/LDC/HL/1/Rev.1, octobre 1997.
- ii Les critères de sélection actuels sont généralement les suivants: i) démonstration d'un fort engagement du pays à intégrer le commerce dans la stratégie de développement national, ii) l'étape de préparation du programme de développement, iii) l'étape de préparation des réunions avec les principales agences de donateurs et iv) un contexte opérationnel national favorable (c'est-à-dire rythme des réformes intérieures, base des ressources des bureaux des agences principales dans le pays, réponse probable des donateurs). Pour plus de détails, voir le document OMC WT/IFSC/W/9.
- iii Le document a été préparé et présenté par Susan Prowse, conseillère économique principale du Department for International Development (DFID), RU, actuellement détachée auprès du Fonds monétaire international.
- iv L'article a également été écrit par Susan Prowse.
- v Intégration du commerce pour lutter contre la pauvreté: élaboration d'une stratégie commerciale en faveur des pauvres, présentée par le gouvernement royal du Cambodge lors de la cinquième réunion du groupe consultatif du Cambodge à Tokyo, 11-13 juin 2001.
- vi La "cohérence" est l'un des cinq principes fondamentaux de l'OMC, voir l'Accord de Marrakech instituant l'OMC, article III:5 et la Déclaration de Marrakech sur la résolution de l'OMC d'œuvrer en faveur d'une plus grande cohérence des politiques économiques au niveau mondial.
- vii Chiedu Osakwe et Sarath Rajapatirana, *The Policy-Relevance of Mainstreaming Trade Into Country Development Strategies - The Perspective of LDCs*, Document d'information.
- viii Byong Jo Chun, Xuechun Zhang, Ashok Sharma, Arun Hsu. Cambodia: Financial Sector Blueprint for 2001-2010, Banque asiatique de développement 2001.
- ix Loi sur l'investissement du Royaume du Cambodge, promulguée par le Décret n° 03 NS 94, 5 août 1994.
- x FIAS, Rapport sur la révision de la Loi sur l'investissement Phnom Penh, 2000.
- xi Discours d'ouverture de Siegmard Mosdorf, Secrétaire d'État parlementaire du Ministère fédéral allemand de l'économie et des technologies (BMWi) lors du dialogue de politique internationale "Attirer la participation du secteur privé dans le développement des infrastructures dans les PMA", troisième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, mai 2001.
- xii Les stratégies globales existantes du gouvernement royal du Cambodge se sont articulées autour des déclarations stratégiques suivantes: le programme national de réhabilitation et de développement du Cambodge (NPRD-1994); le plan quinquennal de développement socio-économique (SEDP I); la stratégie triangulaire; la plate-forme du gouvernement royal pour la seconde période 1998-2003; et le document-cadre de politique (PFP).
- xiii Bureau du Conseil national de développement économique et social et Institut de l'université de recherche et de développement de Kasetsart, l'étude conjointe de développement pour le plan de coopération économique entre la Thaïlande et le Cambodge (TCJDS), novembre 2001.
- xiv Afghanistan (Organisation de coopération économique -ECO), Bangladesh (SAPTA, BIMST-EC51 , Accord de Bangkok), Bhoutan, Népal et Maldives (SAPTA), Cambodge (ZLEA), Lao (ZLEA, Accord de Bangkok), Myanmar (ZLEA, BIMST-EQ, Iles Salomon et Vanuatu (MSG, PARTA, SPARTECA), Kiribati, Samoa et Tuvalu (PARTA, SPARTECA).

xv Le PIB combiné des dix membres de l'ANASE était d'environ 700 milliards de dollars EU en 1996. La région a connu une forte croissance économique de 5 pour cent à 7 pour cent pendant les 25 ans précédant la crise financière de 1997.

xvi Pich Rithi, "Impact de la libéralisation économique et commerciale sur le Cambodge", compte rendu de la Conférence sur la mondialisation: commerce et législation, préparation à l'accession à l'OMC: expériences et leçons, 27-28 juin 2001, Phnom Penh.

xvii La sous-région du Grand Mékong comprend le Cambodge, la République démocratique populaire du Laos, le Myanmar, la Thaïlande, le Viet Nam et la province du Yunnan de la République populaire de Chine.

xviii La "complémentarité" commerciale entre deux pays signifie que la structure d'exportation d'un pays correspond à la structure d'importation de l'autre pays de manière plus étroite qu'à la structure des importations mondiales. C'est une indication du potentiel commercial entre deux pays.

xix Les huit domaines prioritaires identifiés dans le PAG sont la réforme juridique et judiciaire, la réforme et la déconcentration des administrations, la décentralisation et la gouvernance locale, la réforme des finances publiques, la lutte contre la corruption, l'égalité des sexes, la démobilisation et la réforme des forces armées, et la réforme de la gestion des ressources naturelles.

xx Pour de plus amples détails sur ce sujet, voir Siphana Sok "Élaboration de la stratégie de réforme juridique et judiciaire du Cambodge", Ministère du commerce et CLRDC, 2002.

xxi Cette section est largement extraite d'une analyse détaillée du Dr. Craig VanGrasstek, "Lois et politiques des États-Unis d'Amérique sur l'accession du Cambodge à l'Organisation mondiale du commerce", CNUCED, 8 février 2000.

xxii Voir le "Protocole d'accession du Cambodge" dans l'Accord général sur les droits de douane et le commerce, Instruments de base et onzième supplément des documents sélectionnés (Genève, Suisse: GATT, 1963), pages 12-16. Il est à noter que ce document ne comprend pas les annexes au protocole (où devraient tout d'abord figurer les concessions tarifaires que le Cambodge a faites au cours des négociations sur son accession).

xxiii Tekreth S. Compte rendu de la Conférence sur la mondialisation: commerce et législation, préparation pour l'accession à l'OMC: expériences et leçons, 27-28 juin 2001, Phnom Penh.

xxiv Les importantes délégations, 32 et 22 hauts fonctionnaires respectivement pour le premier et le second groupe de travail, reflètent l'importance que revêt le processus d'accession pour le Cambodge.

xxv Cette idée a été reprise par la CEE-ONU pour les économies en transition qui avaient pu accélérer leurs réformes intérieures. Cette approche "impliquerait des procédures d'examen et d'évaluation intégrées, des réunions plus fréquentes des groupes de travail, ainsi que des calendriers flexibles et individuels pour chaque pays" (document de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU) Comité pour le commerce, l'industrie et le développement des entreprises, quatrième session, 21-23 juin 2000).
